

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

VICESIMA LIBERTATIS
VICESIMA HEREDITATIUM

Thèse pour le Doctorat

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE JEUDI 20 JUIN 1895, A 10 HEURES

PAR

E. DE NAVAILLES

PARIS

IMPRIMERIE MAULDE, DOUMENC ET C^{ie}

144, RUE DE RIVOLI, 144

1895

FACULTÉ DE DROIT DE PARIS

VICESIMA LIBERTATIS
VICESIMA HEREDITATIUM

Thèse pour le Doctorat

PRÉSENTÉE ET SOUTENUE LE JEUDI 20 JUIN 1895, A 10 HEURES

PAR

E. DE NAVAILLES



PRÉSIDENT : M. WEISS

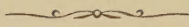
MM. GARSONNET..... }
Henry MICHEL..... } *Professeurs.*

PARIS

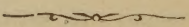
IMPRIMERIE MAULDE, DOUMENC ET C^{ie}

144, RUE DE RIVOLI, 144

1895



La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

LES IMPOTS CHEZ LES ROMAINS

L'impôt fut à Rome, comme il l'est chez les nations modernes, la source principale des revenus publics.

Certains principes discutables et discutés servent de fondement au système des impôts modernes. Quels principes régissaient le système des impôts romains ?

Il est bien difficile de répondre avec quelque certitude et quelque précision à cette question.

Nous allons étudier, dans cette introduction, aussi brièvement que possible, les principaux impôts romains, nous en ferons un rapide historique, nous essayerons de donner une idée générale de ce qu'ils furent, et nous verrons si nous trouvons dans la législation fiscale de Rome les principes et les règles de la nôtre.

Nous aborderons ensuite l'étude détaillée de la *vicesima libertatis*, de la *vicesima hereditatium*, de la *centesima rerum venalium* et de la *quinta et vicesima venalium mancipiorum*.

Disons tout d'abord que, dans les auteurs romains, on ne trouve rien ou presque rien touchant l'économie politique, et qu'il n'y a pas chez eux de théorie générale des impôts. Les auteurs modernes seuls ont eu l'idée de discourir à perte de vue sur des problèmes indéterminés comme la limite maxima et la limite minima de l'impôt ou sur des questions comme celle-ci : L'impôt est-il un bien ou un mal.

Les économistes ne s'entendent pas, naturellement, sur le principe qui doit servir de base à l'impôt. Les uns affirment que la part de chaque citoyen, dans les dépenses de l'État, doit être exactement proportionnelle aux services que le gouvernement lui rend. D'autres soutiennent que l'impôt ne doit pas reposer sur ce principe égoïste, mais sur cette idée que chacun doit payer pour l'utilité commune.

Les deux théories principales sont celles de la proportionnalité et de la progressivité de l'impôt.

Pour remplir les caisses de l'État, le moyen le plus simple, le plus facile et celui qui choque le moins l'idée que nous nous faisons de ce qui est juste, c'est de s'adresser à tous les revenus et d'en prélever une quote-part. Ce système a le mérite de simplifier l'assiette de l'impôt et de lui donner une base fixe et non arbitraire.

L'impôt vraiment proportionnel n'a jamais existé à Rome. Chaque impôt comportait des exemptions nombreuses. Le taux d'un même impôt variait avec les provinces. Certains impôts ne frappaient qu'une classe de la population.

Du reste, sous la République, le but poursuivi fut de rejeter sur les provinces tout le poids des impôts et

d'en exempter l'Italie, et l'on se préoccupait fort peu d'une idée de justice dans la répartition des charges, qui pesaient sur les provinces.

Les besoins de l'État augmentant avec l'empire, l'Italie perdit ses privilèges et fut peu à peu soumise aux mêmes impôts que les provinces ; mais, pas plus alors qu'avant, nous ne voyons l'impôt levé d'après la règle de la proportionnalité.

Il ne faut pas s'étonner que l'ensemble des impôts chez les Romains ne présente pas un système général procédant d'un même principe comme paraît en présenter un l'ensemble de nos impôts. Nous disons : « comme paraît en présenter un », car ce système général, on ne l'aperçoit que dans les ouvrages des économistes. Que l'on prenne tous nos impôts, régis par des lois nombreuses, des décrets et des règlements en nombre effrayant, que l'on considère les inégalités que chaque impôt comporte et que l'on tâche de se rendre compte de ce que tel contribuable, soumis à tous ces impôts divers, paye en réalité et dans quelle proportion relativement à tel autre, il sera absolument impossible d'affirmer que notre système d'impôts est établi d'après la règle de la proportionnalité ou d'après celle de la progressivité, ou d'après tout autre. Si les économistes avaient existé chez les Romains, peut-être auraient-ils découvert que leurs impôts formaient un système général régi par tel ou tel principe.

Si l'on considère un impôt isolé, et qu'on appelle proportionnel l'impôt qui frappe d'un taux invariable, par exemple deux pour cent, le capital ou le revenu, quelle qu'en soit l'importance, alors nous devons dire que la plupart des impôts romains étaient proportion-

nels. Exemples : *vicesima libertatis*, *vicesima hereditatium*. Certains impôts n'étaient proportionnels que dans l'étendue d'une même province, par exemple : le *Portorium*.

L'impôt proportionnel est le plus largement appliqué chez les nations modernes; l'impôt progressif y a cependant une place importante.

L'impôt proportionnel demande aux contribuables la même quote-part de leurs revenus, à quelque chiffre que ces revenus s'élèvent. L'impôt progressif demande une quote-part plus grande des revenus à mesure que les revenus sont plus grands.

Cette idée de la progressivité se trouve chez les Romains. Dans le cens (Tite-Live, I, 42) institué par Servius Tullius et qui servait de base à l'organisation du service militaire et au paiement des impôts, les riches, nommés *assidui*, fournissaient l'impôt; ceux qui avaient moins de quinze cents as, les prolétaires, en étaient exempts.

La population était répartie en classes selon la fortune, mais nous ne savons pas si la quote-part à payer variait avec la classe. Néanmoins, le caractère progressif du cens est bien déterminé par l'exemption des prolétaires.

Nous verrons, en étudiant la *vicesima hereditatium*, que les successions pauvres étaient exemptes de l'impôt.

Ce sont les *munera extraordinaria* au Bas-Empire, qui s'approchent le plus de l'impôt progressif. Ces charges devaient être réparties de telle façon que les prestations fussent fournies d'abord par les riches, puis par les moyens, et en dernier lieu, par les petits propriétaires (Code Théodosien, 11, 16, 4).

Les impôts étaient assis les uns sur le capital, les autres sur le revenu.

Le cens était établi d'après le capital.

L'impôt foncier sous la République, consistait en une quotité des produits en nature, le cinquième ou le dixième, donc il était assis sur le revenu.

Au Bas-Empire, l'impôt foncier était établi sur le capital, puisque les propriétés étaient imposées à tant par *caput* ou *jugum*, c'est-à-dire par parcelles de terre d'une valeur de *mille solidi*. Il est vrai que la question est controversée.

Donc ici encore, pas de règle fixe.

En France, les impôts sont divisés en deux classes principales : les impôts directs et les impôts indirects.

L'Administration et les économistes ne donnent pas exactement la même définition de ces deux classes.

Voici la définition de l'Administration :

Les impôts directs portent immédiatement sur les personnes, sur la possession ou la jouissance de la richesse. Ils s'adressent à des situations normales et permanentes. Ils comportent des rôles nominatifs.

Les impôts indirects sont perçus à l'occasion d'un fait, d'un acte, d'un échange. Ils ne comportent pas vis-à-vis le contribuable des rôles nominatifs régulièrement et périodiquement établis ou perçus. M. Leroy-Beaulieu préfère les définitions suivantes :

Par l'impôt direct, le législateur se propose d'atteindre immédiatement, du premier bond et proportionnellement à sa fortune ou à ses revenus, le véritable contribuable : il supprime donc tout intermédiaire entre lui et le fisc, et il cherche une proportionnalité rigoureuse de l'impôt à la fortune ou aux facultés.

Par l'impôt indirect, le législateur ne vise pas immédiatement le véritable contribuable et ne cherche pas à lui imposer une charge strictement proportionnelle à ses facultés; il ne se propose d'atteindre le vrai contribuable que par ricochet, par contre-coup, par répercussion; il met des intermédiaires entre lui et le fisc, et renonce à une stricte proportionnalité de l'impôt dans les cas particuliers, se contentant d'une proportionnalité approximative en général.

On ne voit pas quelle est l'utilité de cette division sans précision, et cependant elle est tellement admise qu'on la suit même dans l'étude des impôts à Rome.

On classe parmi les impôts directs : l'impôt foncier, la *capitatio*, la *lustralis conlatio* et quelques autres charges; parmi les impôts indirects : le *portorium*, les péages, la *vicesima hereditatium*, la *vicesima libertatis*, etc.

Nous ne nous arrêterons pas à cette classification.

Avant de faire l'histoire des impôts chez les Romains, voyons par qui l'impôt était établi.

Sous la Royauté, tout était dirigé par le roi. (Digeste, 1, 2, 2, 2.)

Sous la République, c'est le Sénat qui établissait l'impôt (T.-L. 43, 29 — 39, 44 — Polybe, 6, 17, 5); les censeurs étaient chargés de procéder à la ferme des biens de l'État et des impôts et d'établir le montant des dépenses, le tout sous le contrôle du Sénat.

Sous l'Empire, tous les pouvoirs publics appartenaient à l'empereur. Il fixait le montant des impôts à percevoir par un édit nommé *indictio*.

On appelait aussi *indictio* l'impôt lui-même et l'année financière.

L'édit signé par l'empereur était envoyé au chef-lieu

de chaque préfecture. Il devait être insinué. (Code, Th. 11, 1, 3 — Nouvelles, 9, 35.)

On portait l'indiction à la connaissance des contribuables.

Nous diviserons l'étude générale des impôts en trois périodes : sous les rois et la République ; sous l'Empire jusqu'à Dioclétien ; à partir de Dioclétien.

SOUS LES ROIS ET LA RÉPUBLIQUE. — Les sources de revenus qui remontent jusqu'aux rois sont : le domaine, *ager publicus* ; le *tributum* ; le *portorium* ; les mines et le *sel*.

Sous la République le domaine *ager publicus* s'accroît dans de grandes proportions et s'étend sur les provinces, auxquelles on impose la *dîme* et le *stipendium*.

Un autre impôt est créé : la *vicesima libertatis*.

Avant de consacrer quelques mots à chacune de ces sources de revenus, il est indispensable de parler du cens institué par Servius Tullius pour constater le nombre et la fortune des citoyens.

Le *cens* servait de base à l'organisation du service militaire et au paiement des impôts. Il fournissait les éléments des *comitia centuriata*. La population était répartie en classes, selon la fortune, et en centuries selon la fortune et l'âge.

Ceux qui possédaient un cens de cent mille as et au-dessus, formaient quatre-vingts centuries, dont quarante d'hommes jeunes et quarante d'hommes plus mûrs. La seconde classe comprenait les fortunes de soixante-quinze mille à cent mille as et se divisait en vingt centuries de jeunes gens et d'hommes mûrs. Le cens de la troisième classe était de cinquante mille as ;

celui de la quatrième, de vingt-cinq mille; celui de la cinquième, de onze mille as ou douze mille cinq cents. Tous ceux dont le cens n'atteignait pas onze mille ou douze mille cinq cents as étaient placés à la suite de ces cinq classes. (T. L. 1, 42.)

Chaque chef de famille devait se faire inscrire et faire sous serment, au lieu de son domicile, une déclaration concernant son état, sa famille et sa fortune. Des peines sévères étaient prononcées contre ceux qui ne se présentaient par pour faire cette déclaration et ceux qui faisaient de fausses déclarations.

Le cens ne comprit-il d'abord que les *res Mancipi*? Cela est probable, mais il dût s'étendre bientôt à tous les éléments de la fortune.

Le recensement était fait tous les cinq ans par le roi, plus tard par les consuls et ensuite par les censeurs. (T. L., 4, 24 — 9, 33 — Digeste 1, 2, 17; *de Orig.*)

Le cens s'étendit peu à peu de Rome à l'Italie et aux provinces.

Le cens était la base de l'organisation politique et financière. Sous l'Empire il fut surtout un instrument financier servant de base à l'assiette et à la répartition des impôts.

Ager publicus. — Après chacune de leurs conquêtes, les Romains accordaient, à différentes conditions, la paix aux peuples soumis. Quelquefois, laissant aux vaincus la liberté et leurs lois, ils leur imposaient un tribut annuel. Le plus souvent ils dépouillaient les vaincus de leurs territoires en totalité ou en partie. (T. L. 1, 15 — 2, 41 — 36, 39. — Digeste 49, 15, 20, 1.)

A titre de châtiment, ou pour augmenter le trésor, les Romains privaient les cités des privilèges et des

biens qu'ils leur avaient laissés. (Cicéron, lettre 24.) Il arrivait aussi qu'une cité abandonnât volontairement ses propriétés au peuple romain. (T. L. 7, 31.)

Toutes ces terres entraient dans le domaine public et l'*ager publicus* grandit avec la domination romaine.

En général, dans les provinces, l'*ager publicus* était concédé à des particuliers moyennant une redevance nommée *vectigal*. Ce vectigal ne constitue pas précisément un impôt. Il représente plutôt le prix de location d'un domaine de l'État. Ce vectigal n'était pas toujours et partout le même. Il était payé en nature. Il le fut aussi en argent. Le maximum était le cinquième des produits. (Hyginus. *de Limit. cont.*)

Dans de graves circonstances des *agri* étaient vendus avec faculté de rachat. (T. L. 28,46 — 31,13.) (Siculus Flaccus. *de Condit. agrorum.*)

Les municipes aussi possédaient des terres, qu'ils affermaient à perpétuité, moyennant une redevance annuelle. (Digeste, 6, 3, 1.) Quelques-uns de ces biens étaient très éloignés des municipes qui les possédaient. (Cicéron, lettre 489.)

Les redevances payées par les possesseurs des domaines publics italiens furent peu à peu abolies. Jules César dépouilla la République de son dernier territoire : la Campanie.

Portoriis Italiae sublatis, agro Campano diviso, quod vectigal superest domesticum præter vicesimam? (Cicéron, Lettre 42).

Tributum. — Le *tributum* était un impôt assis sur le capital et qui frappait, en cas de dépenses extraordinaires, les membres des cinq classes du cens. On le nommait simplex, duplex ou triplex suivant qu'il était

fixé au taux de un, deux ou trois pour mille. Après la conquête de la Macédoine, à partir de l'année 587-167, il ne fut plus perçu sur les citoyens romains et bientôt toute l'Italie en fut exemptée (665-89).

Impôt foncier. — Nous donnons le nom d'impôt foncier aux charges qui frappaient la terre dans les provinces. Il y eut bien en quelque sorte un impôt foncier en Italie, puisque le *tributum*, assis sur le capital, portait surtout sur la terre ; mais nous avons vu que le *tributum* en Italie ne constituait pas un impôt régulier.

Les charges imposées aux provinces sous la République se divisent en deux catégories principales : la *dîme* et le *stipendium*. Les auteurs ne sont pas d'accord sur ce que l'on doit entendre par *stipendium*. C'était probablement un impôt s'élevant pour chaque province à une somme totale fixée à l'avance et qu'il fallait ensuite répartir sur les contribuables (Cicér. *Verr.* 3, 6, 12.) Outre le *stipendium*, les provinces avaient encore à supporter la *dîme*.

C'était un impôt en nature, portant sur le produit brut du sol. On prélevait le dixième des grains, des fruits, etc. Le taux n'était pas le même dans toutes les provinces ; ainsi l'Espagne payait un vingtième du produit en grains. (T.-L., 43, 2.)

Dans toutes les provinces, les cultivateurs devaient déclarer quelle étendue de terre ils allaient ensemençer. Les censeurs fixaient la dîme et les cultivateurs devaient transporter ces produits jusqu'à la mer. (Cicéron, *Verrines*, 3, 22, 47 — 3, 14.)

Sous la République, l'impôt foncier, comme les autres impôts, était affermé à des sociétés de publicains. Ces sociétés s'engageaient à livrer à Rome, aux époques

convenues, la quantité de produits déterminée par l'adjudication.

Dans de graves circonstances, une seconde dîme était imposée aux provinces moyennant un prix que le Sénat fixait et faisait payer par le Trésor aux propriétaires. (T.-L., 37, 2. — 42, 31) — (Cicéron 3, 70.)

De plus, le préteur ou le proconsul avait droit, pour son usage personnel, à certaines redevances dont le Sénat fixait la quantité.

Ces impôts très lourds étaient singulièrement aggravés par les exactions des gouverneurs et des publicains.

Tributum capitis. — Il y avait dans les provinces un impôt de capitation : *tributum capitis*, cet impôt rentrait aussi dans l'appellation de *stipendium*.

Il est probable que, lorsqu'ils avaient soumis une province, les Romains conservaient à leur profit les impôts qu'ils y trouvaient établis et qu'ils percevaient sous le nom de *stipendium*.

Impôt sur l'industrie. — Un impôt sur l'industrie a probablement existé de tout temps dans les provinces.

Portorium. — Le *portorium* existait sous les rois ; nous savons, en effet, que les premiers consuls l'abolirent. (T. L. 2, 9.)

Le mot *portorium* s'applique aux droits suivants :

1° Droits à l'importation et à l'exportation des marchandises, perçus à la frontière soit de l'empire, soit des provinces ou groupes de provinces. Nous les nommons droits de douane ;

2° Droits de péage, perçus sur les ponts, routes et passages des montagnes ;

3° Droits établis par les villes sur les marchandises entrant sur leur territoire ou en sortant. Nous les nommons droits d'octroi.

On ne sait pas exactement quand fut rétabli le *Portorium*, qui avait été aboli par les premiers consuls.

On le retrouve sous les censeurs P. Cornelius Scipio et P. Ælius Pætus. (T. L. 32, 7).

A mesure qu'elle étendait sa puissance sur les pays voisins, Rome prélevait à son profit les droits qu'elle trouvait établis dans les villes prises, ou établissait des droits là où elle n'en trouvait pas.

Peu à peu le *portorium* s'étendit à toute l'Italie et fut levé dans toutes les provinces.

M. Æmilius Lepidus et Fulvius Nobilior instituèrent un certain nombre de *portoria* et *vectigalia* (T. L. 40, 51).

Les douanes furent supprimées pour Rome et l'Italie en l'an 692, par une loi proposée par le préteur Q. Cæcilius Metellus. (Cicéron. — Lettre 42. — Dion Cassius 37, 51.) — L'abolition des douanes en Italie était la continuation du système tendant à faire retomber sur les provinces tout le poids des impôts.

César rétablit les douanes en Italie (Suétone, *César* 43. — Dion Cassius 47, 16).

L'impôt devait être payé pour toute marchandise, destinée au commerce, qui traversait la frontière soit de l'Empire, soit des provinces ou groupes de provinces formant des circonscriptions fiscales. — (Cicéron, *In Pisonem*, 36 — Symnaque, lettres 5, 60.) — Étaient exemptes les marchandises à l'usage des particuliers et les choses appartenant au fisc. (Quintilien — Déclamation 359.)

La loi avait dû déterminer ce que l'on entendait par les choses à l'usage des particuliers. D'après l'opinion dominante cette expression comprenait seulement ce qui s'applique aux besoins de l'existence (Digeste 50, 16, 203).

La règle, sauf quelques exceptions, était aussi que toutes les personnes étaient soumises à cet impôt.

Le taux paraît avoir été généralement du quarantième de la valeur des marchandises. (Quintilien — Déclamation 359.)

Depuis la République, le *portorium* fut affermé. Il est probable qu'il l'était déjà sous les rois.

Les censeurs étaient chargés de louer l'impôt aux enchères publiques. (T. L. 32, 7. — Cicéron, lettre 22.)

La durée du bail était de cinq ans. (Digeste, 49, 14, 3, 6.)

Les péages étaient perçus sur les ponts, les routes, les passages des montagnes, à l'entrée de certaines villes, dont le trésor s'attribuait l'octroi. (Sénèque, *De Const. Sapientis*, 14. — Hérodien, 2, 4, 7. Digeste, 19, 2. 60, 8.)

Les péages ne frappaient pas seulement les choses destinées au commerce, ils frappaient tout ce qui passait. (Digeste, 24, 1, 24 — 11, 7, 37.)

Quant à l'octroi, il peut être défini un *portorium* établi au profit d'une cité. Ce droit portait sur toutes les marchandises entrant dans la cité, en sortant ou passant par la cité. Plusieurs villes avaient obtenu des Romains, comme faveur, le droit de percevoir cet impôt. (T. L. 38, 44. — Cicéron, *de Invent*, 1, 30, 47. — Strabon 4, 1, 8.)

Impôt sur le sel. — Il est bien difficile de déterminer

quelle était la nature des revenus que l'état retirait du sel. Nous savons que le roi Ancus Martius donna, dans un congiaire, six mille boisseaux de sel au peuple, et que le premier il établit des salines.

C'est ainsi que s'exprime Pline dans son histoire naturelle. Mais Aurelius Victor dit que le roi Ancus Martius établit l'impôt des salines. (Pline H. N. 31, 41, 5. — Aur. Victor, *de Viris illustribus*, 5.)

Il serait possible qu'Ancus Martius ait frappé d'un impôt les salines exploitées par des particuliers et qu'il ait en même temps fait exploiter des salines directement par l'État.

Quoi qu'il en soit, comme le sel se vendait très cher, les premiers consuls enlevèrent aux particuliers le droit de vendre du sel et le réservèrent à l'État. Donc le monopole de la vente du sel fut créé en l'an 246. (T. L., 2, 9).

Mais en l'an 550, nous voyons qu'un nouvel impôt est établi sur le sel. Les auteurs sont encore à se demander ce qu'il faut penser de ce nouvel impôt et plusieurs opinions sont émises, dont aucune n'est certaine.

L'impôt sur le sel était affermé (T. L., 29, 37. — Digeste, 28, 5, 59, 1 — 39, 4, 13.)

Impôt sur les mines. — Les mines étaient divisées en mines publiques et en mines privées. Celles-ci étaient concédées aux particuliers moyennant une redevance. Les mines d'or et d'argent étaient presque toujours publiques et l'État les exploitait directement (T. L., 34, 21 — 45, 18 — 45, 29.) (Strabon, Géogr., 3, 2, 10.)

De bonne heure il fut interdit d'exploiter les mines en Italie.

Vicesima libertatis. — La *Vicesima libertatis*, impôt sur l'affranchissement des esclaves, fut créée par Manlius Capitolinus en l'an 397. Cet impôt sera étudié en détail.

LES IMPÔTS SOUS L'EMPIRE JUSQU'A DIOCLÉTIEN. — A la fin de la République, le domaine *ager publicus* n'existait plus que dans les provinces, le *tributum* avait disparu en Italie. Les impôts restant étaient : l'impôt foncier dans les provinces, comprenant la *dîme* et le *stipendium*, le *tributum capitis* dans les provinces, les impôts sur les mines et sur le sel, la *vicesima libertatis*. Le *portorium* aboli en Italie, venait d'être rétabli par César.

Les dépenses exigeaient cependant des ressources nouvelles et Auguste institua trois impôts nouveaux, tous trois étudiés en détail dans le présent travail, la *vicesima hereditatium*, la *quinta et vicesima venalium mancipiorum* et la *centesima rerum venalium*.

Quelles modifications l'Empire introduisit-il dans les impôts que laissait la République? Nous allons les passer en revue.

On ne pouvait songer à augmenter les impôts dans les provinces sans réprimer d'abord les nombreux abus auxquels elles étaient soumises. Auguste se proposa de réorganiser l'administration fiscale.

Il dressa un tableau sur lequel étaient portées les richesses de l'Empire. Il énumérait les citoyens et les alliés sous les armes, les flottes, les royaumes, les provinces, les tributs, les impôts, les dépenses nécessaires et les libéralités. C'était une sorte de budget.

Le *Cens*. — Un des premiers soins d'Auguste fut de rétablir de l'ordre dans les registres du *cens*. L'insti-

tution s'était maintenue sous la République et s'était étendue aux provinces.

Auguste ordonna le recensement général de l'Empire.

Nous savons que ce recensement fit connaître le nombre d'habitants et comporta un cadastre où se trouvaient spécifiées la contenance exacte de la propriété de chacun et la quantité d'impôts que chacun devait payer. (Suétone, Aug. 27. — Cassiodore, Variar, 3, 52. — Saint Luc, Evang. 2, 1, 2).

Toutes les fois que l'on réorganisait une province ou qu'on en annexait une nouvelle à l'Empire, on procédait à l'établissement d'un *cens* pour cette province.

Sous la République, les censeurs étaient chargés des opérations du *cens*. Sous l'Empire, l'Empereur déléguait ses pouvoirs à des censitores. (Dig. 50, 15, 4, 1.)

Les contribuables faisaient leur déclaration, le censor la contrôlait puis établissait l'estimation de la valeur imposable. Comme garantie du contribuable contre les pouvoirs considérables des censitores, ces derniers ne pouvaient procéder à leurs opérations que s'ils étaient deux et l'un pouvait s'opposer aux décisions de l'autre. (Cicéron *de Legibus*, 3, 3.)

Au-dessus de ces censitores se trouvait dans chaque province un censeur de rang plus élevé, qui réunissait les rôles de la province et en expédiait un double aux archives de l'empereur. Les résultats du recensement général, ordonné par Auguste, étaient portés sur des listes contenant l'âge, le rang et la fortune des personnes ou l'énumération des objets à comprendre dans le *cens*.

César avait ordonné l'arpentage de tout l'Empire, et Auguste fit achever le travail. Il semble bien qu'il s'agisse là d'un arpentage parcellaire.

Ce système a de grandes analogies avec les opérations cadastrales en France.

Ce que nous appelons matrice cadastrale s'appelait alors *forma censualis*, et Ulpien nous apprend qu'elle devait contenir le nom du domaine, la commune dans laquelle il était situé, le canton, les voisins, le revenu pendant les dix années précédentes, la contenance, la valeur et les plantations. (Dig., 50, 15, 4.)

Le cens servait encore de base à l'impôt personnel. (Dig., 50, 15, 8.)

Le contribuable faisait sa déclaration au lieu de son domicile. Pour l'impôt foncier, la déclaration était faite au lieu de la situation de l'immeuble.

Sous la République, on procédait au renouvellement du cens tous les cinq ans ; sous l'Empire on n'y procéda plus que tous les dix ans et plus tard tous les quinze ans seulement. Des revisions partielles avaient lieu entre deux recensements généraux, lorsque cela devenait nécessaire.

Impôt foncier. — Sous l'Empire, la dîme persista encore assez longtemps dans quelques provinces, mais exceptionnellement, car Auguste introduisit un système nouveau. Le cens rétabli servit de base à l'organisation fiscale de l'Empire et amena l'unification de l'impôt foncier. Le payement en argent était substitué au payement en nature ; mais cette substitution ne fut pas générale.

Dans les textes on ne trouve plus les expressions *decima*, *vicesima*. La quotité de l'impôt a dû changer aussi.

Auguste, écrit Sigonius, après avoir supprimé tous les *vectigalia* des provinces, établit des tributs ordi-

naires, les uns sur les terres, les autres sur les hommes. (*De jure italico*, I, 21.)

La réforme d'Auguste dut, pendant un certain temps, arrêter les exactions des employés du fisc et des gouverneurs et fut un véritable bienfait pour les provinces.

Impôt personnel. — Nous avons vu qu'un impôt personnel existait sous la République. Cicéron l'appelle *exactio capitis*. Plus tard, on l'appela *tributum capitis*. On ne sait pas en quoi consistait au juste cet impôt sur lequel on n'a quelques détails que pour une époque postérieure à Dioclétien. M. Baudi di Vesme pense que ce ne fut jamais une taxe fixe et uniforme par tête, mais qu'elle devait varier avec le rang et la fortune mobilière du contribuable. D'après lui, c'était une sorte de contribution sur la fortune mobilière s'élevant jusqu'au dixième du revenu. Rien ne vient appuyer cette assertion.

Lustralis collatio. — Probablement un impôt sur l'industrie et les diverses professions existait-il depuis très longtemps dans les provinces.

Tacite nous apprend (*Annales*, 13, 51) que les navires des *negociatores* étaient inscrits au cens et qu'un tribut était imposé de ce fait.

Caligula soumit à cet impôt même les *meretrices* et *lenones*. Mais Alexandre Sévère ne voulut pas que cette part de l'impôt tombât dans le trésor public et la destina à subvenir aux dépenses pour les théâtres, les cirques, les amphithéâtres et les stades.

Alexandre Sévère fit remise de l'impôt sur l'industrie et les diverses professions à la ville de Rome.

Tous les éléments de la fortune étant portés sur le

cens, c'est d'après les indications du cens que cet impôt devait être établi. Nous ne savons pas quel était le tarif applicable aux diverses professions.

Portorium. — Le *portorium* toujours en vigueur dans les provinces avait été rétabli en Italie par César. Sous l'Empire, le taux resta fixé généralement au 40°, mais il n'était pas le même dans toutes les provinces.

Néron, devant les réclamations continuelles du peuple, qui se plaignait des vexations des publicains, eut l'intention de supprimer le *portorium*. Les sénateurs l'en empêchèrent. (Tacite, *Annales*, 13, 51.) Ce prince rendit obligatoire la publication du cahier des charges des publicains. (Tacite, *Annales*, 13, 50.)

Il semble que Pertinax ait supprimé les douanes. (Hérodien, 2, 4, 7.) Mais cette suppression dut être de courte durée.

Il est fait mention des fermiers du *portorium* sous Tibère, (Tacite, *Annales*, 4, 6,) sous Claude, (Pline, H. N. 6, 24, 4,) sous Néron, (Tacite, *Annales*. 13, 50.)

Sel et Mines. — Nous ne trouvons aucune indication des changements qui ont pu survenir dans la législation fiscale du sel et des mines, sous l'Empire. Les possesseurs de mines et de salines devaient toujours tenir lieu de publicains pour l'impôt. Au Digeste nous voyons que l'impôt sur le sel était loué par le fisc. (Digeste, 28, 5, 59, 1 — Digeste, 39, 4, 13.)

Vicesima libertatis. — Elle subsista peut-être jusqu'à Dioclétien. Peut-être fut-elle abolie un peu avant ce prince.

LES IMPÔTS DEPUIS DIOCLÉTIEN. Tous les impôts existant depuis Auguste subsistaient à l'avènement de Dioclé-

tien à l'exception peut-être de la *vicesima libertatis* et de la *vicesima hereditatium*. Quelles modifications cet empereur et les princes suivants leur firent-ils subir?

Le *cens*. — Dioclétien ordonna un recensement général de l'Empire et la refonte du cadastre. Il établit à Rome et en Italie le *tributum* des provinces.

Le cens était établi avec la plus grande minutie. « *Agri glebatim metiebantur, vites et arbores numerabantur, animalia omnis generis scribebantur, hominum capita notabantur unusquisque cum liberis, cum servis aderant.* » (Lactance, *De mortib. persec.* ch. 23.)

Sous Constantin, les recensements avaient lieu tous les quinze ans. Depuis ils devinrent de plus en plus rares et ils furent définitivement abandonnés par une constitution d'Honorius de l'an 416 : « *Peræquationem Agapii in perpetuum manere censemus,* » (Code Theod., 13, 11, 14.)

On ne fit plus que des revisions partielles, *peræquationes*, sur les réclamations des curies et des provinces, ou lorsque les terres ne pouvaient plus payer l'impôt. (Code Th., 13, 11, 3.)

Les *peræquatores* procédaient au Bas-Empire aux deux opérations bizarres et compliquées, longuement expliquées : la *compensatio* au Code Theod. (13, 11, 14) et l'*adjectio*, dans les Nouvelles (9, 49).

Impôt foncier. — Dioclétien assujettit à l'impôt foncier l'Italie comme les provinces et modifia le système d'imposition de la terre. Sous Auguste, l'impôt reposait sur la qualité des terres et l'étendue. Depuis Dioclétien les propriétés sont imposées à tant par *caput* ou *jugum*.

Que représentent ces deux mots ?

Une nouvelle de Majorien (458) va nous l'apprendre :

« *Quia per rectores provinciarum exigi omnem canonem, tam ad arcam præfecturæ pertinentem quam sacris vel privatis largitionibus inferendum, sed et binos per jugum, vel millenos solidos, remunerationibus deputatos compelli debere præcipimus, possessori non putamus onerosum quem a multis molestiis et numerosis mutaturæ dispendiis liberamus, si semissem solidi per juga singula sive singulas millenas, amplius jubeamus inferri, qui pro orditatione nostra, inter diversa officia dividatur.* »

« D'après nos ordres, les recteurs des provinces qui perçoivent tous les impôts, tant ceux qui rentrent dans le trésor de la préfecture, que ceux qui sont destinés aux largesses sacrées ou privées, doivent percevoir en outre deux solidi par *jugum* ou par *mille solidi*, comme fonds de rémunération. En délivrant les possesseurs de nombreux ennuis et des multiples dépenses occasionnées par le change, nous ne croyons point les surcharger si nous leur demandons un surplus d'un demi *solidum* par *jugum* ou par *mille solidi*, dont le produit, d'après nos dispositions, sera distribué entre les divers offices. »

Il semble bien résulter de ce texte que le *jugum* ou *caput* est l'unité imposable de même valeur dans tout l'Empire. Ce qui conduit à croire que l'étendue du *caput* était variable, de sorte que des propriétés de même étendue pouvaient comprendre, par exemple, l'une vingt *capita*, l'autre cinq seulement.

L'impôt était fixé à tant par *caput*, ou à tant par même nombre de *capita*, tant par treize *capita*, par cent... etc. (Code Theodosien, 7, 4, 32 — 7, 6, 3.)

Mais la base de répartition ne resta pas immuable. L'attribution du contingent à chaque province et à chaque cité ne se faisait pas toujours par *jugum*.

« *Indicantes quantum unicuique provincie seu civitati pro unoquoque jugo, aut villis, aut centuriis, aut alioquoilibet, tam in specie quam in auro fiscalium causa imminet* ». (Novelle, 128,1.)

« En indiquant la charge fiscale, tant en nature qu'en argent, qui incombe à chaque province ou à chaque cité par *jugum*, ou par habitation, ou par *centuria*, ou par toute autre unité. »

Les auteurs ne sont pas d'accord sur le point de savoir si l'unité imposable représente un capital ou un revenu. Il semble difficile d'admettre que mille *solidi* aient représenté le revenu de chaque parcelle fiscale. D'autrepart le dernier texte cité donne, à côté du *jugum*, comme unité, l'habitation. Nous croyons donc que l'unité fiscale le *jugum* représente un capital et que l'impôt foncier était assis sur le capital.

L'indiction fixait toujours l'impôt à une somme d'argent, tant d'argent par *caput*. Cependant l'impôt était payé, en partie, en nature.

Il est probable que la somme fixée en *solidi* pour chaque *caput* comprenait des taxes en argent et en nature. Sur dix *solidi*, par exemple, on devait en payer cinq en argent et cinq en nature, estimation faite de la valeur des denrées.

« *Indicantes quantum unicuique provincie sive civitati pro unoquoque jugo, aut villis, aut centuriis, aut alioquoilibet, tam in specie quam in auro fiscalium causa imminet : indicantes quoque specierum æstimationem secundum mensuram in unoquoque loco tenentem, et quid-*

quid ex his arcam inferri, aut in unoquoque dari aut expendi oportet. » (Novelle, 128.)

« En indiquant la charge fiscale, tant en nature qu'en argent, qui incombe à chaque province ou à chaque cité par *jugum*, ou par habitation, ou par *centuria*, ou par toute autre unité. En indiquant aussi le prix des denrées pour chaque mesure usitée dans les différents lieux, la quantité que l'on doit porter au trésor, ou ce qu'il faut donner ou payer dans chaque lieu. »

Longtemps l'impôt foncier fut affermé, mais depuis Dioclétien le recouvrement en fut confié aux curies. Les décurions nommaient des collecteurs, qui levaient l'impôt, après avoir reçu la matrice des rôles. L'impôt se payait en trois termes. (Code Justinien, 10, 16, 13.)

Le collecteur délivrait une quittance au contribuable. (Code Justinien, 10, 22, 1.)

Si le contribuable ne payait pas, on procédait à la vente de ses biens après un délai de deux mois.

Le trésor avait une hypothèque générale sur les biens des contribuables. (Code Justinien, 8, 15, 1.)

Les décurions étaient responsables du recouvrement de l'impôt. (Code Théod., 12, 1, 54.)

Au Bas-Empire de nombreuses charges venaient aggraver le poids de l'impôt foncier.

Les superindictions semblent constituer un second impôt foncier levé dans les circonstances extraordinaires.

Les *munera sordida* sont énumérées au Code Théodosien (11, 16, 18) et comprennent les charges les plus variées.

Il y a encore les *munera extraordinaria* qui frappaient d'abord les riches, puis les moyens, enfin les petits

propriétaires (Code Théod., 11, 16, 4), mais dont nous n'avons pas l'énumération.

Il est impossible de savoir exactement comment toutes ces charges étaient classées, par qui elles étaient supportées et dans quelle proportion. Il est probable qu'il n'y eut bientôt en cela d'autre règle que l'arbitraire des fonctionnaires.

Impôt personnel. — Dans cette période, l'impôt personnel nous est un peu mieux connu. Il porte le nom de *capitatio humana*. Il était payé par toutes les personnes d'une condition inférieure, mais Dioclétien en avait exempté les plébéiens des villes. (Code Just., 11, 48, 1.)

La taxe retombait donc sur les seuls plébéiens des campagnes. (Code Just., 11, 54, 1.)

Les esclaves étaient-ils soumis à la *capitatio* ?

Si oui, le maître devait payer proportionnellement au nombre de ses esclaves. En tout cas, ils étaient déclarés dans le recensement. (Digeste, 50, 15, 4, 5.)

Les propriétaires fonciers étaient-ils dispensés de la *capitatio humana* ? On l'a soutenu en se basant sur un texte difficile du Code Justinien (11, 47, 4), qui semble plutôt régler le mode de recouvrement des impôts.

L'impôt n'était dû qu'à partir de et jusqu'à un certain âge.

« *Ætatem in censendo significare necesse est : quia quibusdam ætas tribuit, ne tributum onerentur : veluti in Syriis a quatuordecim annis masculi, a duodecim fæminæ usque ad sexagesimum quintum annum, tributo capitis obligantur : ætas autem spectatur censendi tempore.* » — (Digeste, 50, 15, 3).

L'âge à partir duquel l'impôt était dû fut plus tard fixé à 25 ans. (Code Th., 13, 10, 6.)

Des contribuables appelés *ad crescentes*, étaient inscrits sur la matrice de la *capitatio* quoique n'ayant pas encore l'âge pour être imposés. On leur faisait combler les déficits qui se produisaient par décès pendant l'année financière. (Code Théod., 13, 10, 7.)

Lustralis collatio. — Le taux de la *lustralis collatio* ne nous est pas plus connu après Dioclétien qu'avant.

Le Code Théodosien nous apprend que la règle, d'après laquelle la *lustralis collatio* frappait toute profession mercantile, avait reçu de nombreuses exceptions.

Étaient exempts entre autres : les paysans qui vendaient sur place les produits des terres par eux cultivées. (Cod. Th., 13, 1, 3 — 13, 1, 12.) — Les peintres. (Cod. Th., 13, 4, 4.) — Ceux qui faisaient métier d'enterrer les morts. (Cod. Th., 16, 2, 15.) — Les vétérans. (Cod. Th., 13, 1, 2.) — Les mariniers. (Cod. Th., 13, 5, 23.) — Les cités. (Cod. Th., 13, 1, 4.)

Il y avait une matrice sur laquelle étaient inscrits les noms des imposés. (Cod. Th., 16, 2, 15.) La répartition de l'impôt était confiée aux commerçants eux-mêmes, qui nommaient des syndics chargés de l'assiette et de la perception de l'impôt. (Cod. Th., 13, 1, 7.)

Le Portorium. — Le *portorium* était toujours perçu. Le taux, généralement du 40^e, s'est élevé jusqu'au 8^e. (Cod. Just., 4, 61, 7.) Ce taux paraît bien avoir été le taux unique du *portorium* à la fin de l'Empire (1).

(1) MARQUARDT : « Staats verw », II. p. 268, note 5.

NAQUET : « Impôts indirects chez les Romains », p. 34.

CAGNAT : « Impôts indirects chez les Romains », p. 15.

Du reste la question est controversée et l'on ne s'entend pas davantage sur l'époque où ce taux fut mis en vigueur.

Il semble que le système de la ferme ait persisté pour la perception du *portorium* jusqu'aux derniers temps de l'Empire. Mais il est bien difficile de rien affirmer sur le rôle des *procuratores* que l'on voit exister à côté des fermiers depuis l'Empire.

La durée du bail, qui était d'abord fixée à cinq ans, fut réduite à trois ans par une constitution de l'an 321. (Cod. Just., 4, 61, 4.)

Sel et mines. — Ces sources de revenus pour le trésor subsistent toujours. Les chercheurs d'or au Bas-Empire, devaient payer chaque année, au fisc, une certaine quantité d'or et lui livrer en outre le surplus, moyennant un prix fixé par le trésor. (Cod. Th., 10, 19, 3 et 4.) La redevance pour obtenir l'autorisation de chercher de l'or n'était pas la même pour toutes les provinces.

L'impôt sur le sel existe encore sous Justinien.

La *vicesima hereditatium* n'existe plus sous Justinien. Peut-être fut-elle abolie par Dioclétien, peut-être même avant lui.

La *vicesima libertatis* a probablement disparu sous Dioclétien.

La *centesima rerum venalium* existe encore sous Justinien. (Cod. Just., 12, 19, 4.)

Autres impôts. — Nous réunissons ici un certain nombre d'impôts de moindre importance, que nous n'avons pas signalés dans le rapide exposé des impôts chez les Romains. Il s'agit d'impôts qui n'ont eu qu'une

courte durée ou sur lesquels les textes ne donnent point de notions suffisantes.

Capitatio animalis. — C'était un impôt sur les bestiaux qu'ils fussent ou non attachés à un fonds.

Impôt sur les procès. — Il fut imaginé par Caligula et s'élevait au 40^e de la somme en litige. Des amendes atteignaient ceux, qui étaient convaincus d'avoir transigé ou d'avoir abandonné leur droit. (Suétone, *Caligula* 40.)

Impôt sur les portes et les colonnes. — Il existait au temps de César et de Cicéron. (Cicéron, lettre 227.)

Impôt sur les tuiles. — Établi en l'an 711. Il était payé par les sénateurs. (Dion Cassius, 46, 31.)

Impôt sur les latrines à Rome. — On les donnait à bail. Vespasien loua aussi les urinoirs. (Digeste. 22, 1, 17, 5. — Juvénal, Satyr, 3, 38 — Suétone, *Vespasien* 23.)

Aurum coronarium. — C'était au début une offrande volontaire ou forcée faite à un général victorieux. Cette offrande était ordinairement imposée aux vaincus. — L'*aurum coronarium* devint peu à peu un impôt. (Lampride, *Alex. Sévère*, 32 — Dion Cassius, 77, 9.)

Julien regarde l'*aurum coronarium* comme obligatoire. (Code Theod. 12, 13, 1.)

Glebalis collatio. — Les sénateurs exempts de l'*aurum coronarium* devaient payer la *glebalis collatio*, établie sur leurs terres. (Cod. Just. 12, 49.) (Code Th. 6, 2, 10.)

Cloacarium. — C'était un impôt destiné à pourvoir à l'entretien et à la construction des égouts. (Digeste, 7, 1, 27, 3 — 30, 1, 39, 5.)

Solarium. — On doit le considérer comme prix de location levé sur les bâtiments construits par les particuliers sur le sol public. (Digeste, 30, 1, 39, 5 — 50, 10, 5, 1 — Code Theod., 11, 69, 1.)

On a pu suivre l'importance croissante de l'impôt foncier. Si l'on excepte le *portorium*, dont le produit, surtout au taux du 8°, devait être considérable, on voit que presque toutes les ressources du Bas-Empire provenaient de l'impôt foncier.

Nous allons nous occuper maintenant, en détail et dans l'ordre suivant, des quatre impôts qui font l'objet principal de cette étude :

La *vicesima libertatis*.

La *vicesima hereditatium*.

La *centesima rerum venalium*.

La *quinta et vicesima venalium mancipiorum*.

VICESIMA LIBERTATIS

CHAPITRE I^{er}

HISTORIQUE DE L'IMPÔT

La *vicesima libertatis* ou impôt sur l'affranchissement des esclaves est un des plus anciens *vectigalia* de la législation romaine.

En l'année de Rome 397 (357 ans avant J.-C.), le consul Cn. Manlius Capitolinus, devant partir pour la guerre contre les Falisques, rassembla ses soldats par tribus près de Sutrium et leur fit voter un impôt sur les affranchissements, que le Sénat ratifia; car il avait vu dans ce nouvel impôt la source de grands bénéfices pour l'État. Mais les tribuns de la Plèbe voulurent empêcher les décisions de cette nature et ils défendirent, sous peine de mort, la réunion du peuple hors de la ville :

Ab altero consule nihil memorabile gestum : nisi quod legem, novo exemplo, ad Sutrium, in castris, tributum de vicesima eorum qui manumitterentur tulit. Patres, quia ea lege haud parvum vectigal inopi ærario additum esset, auc-

tores fuerunt. Ceterum tribuni plebis, non tam lege quam exemplo moti, ne quis postea populum sevocaret capite sanxerunt; nihil enim non per milites, juratos in consulis verba, quamvis perniciosum populo, si id liceret, fieri posse. » (T. Liv., VII. 16.)

Cet impôt une fois institué reçut une destination particulière; il ne fut pas versé au trésor, mais constitua une réserve que l'on ne devait attaquer que dans les cas extrêmes, et qui était placée dans l'*ærarium sanctius* (qui se trouvait dans la partie la plus reculée du temple de Saturne).

Telle fut l'origine de cette taxe des affranchissements, dans laquelle certains auteurs modernes, et entre autres Willems, ont cru voir une entrave apportée aux affranchissements trop nombreux, qui augmentaient d'une façon inquiétante le nombre des citoyens romains (1).

Le fonds de réserve constitué au moyen de cet impôt fut entamé dans bien des circonstances : Tite Live nous raconte que, pendant la guerre punique, en l'année 545, le Sénat, s'étant trouvé en présence d'un refus de douze colonies de fournir pour la guerre leurs contingents en hommes et leurs contributions en argent, fit face à la difficulté en puisant dans l'*ærarium sanctius*.

Tite Live nous apprend en outre que les sommes provenant de l'impôt étaient déposées dans l'*ærarium sanctius* sous forme de lingots d'or (2), soit que cet impôt ait été directement payé en or, ou bien qu'il ait été converti en lingots d'or par les questeurs. Aussi désigne-t-on souvent cette taxe sous le nom d'*aurum vicesimarium*.

(1) Cf. WILLEMS : « Droit public Romain », page 150.

(2) Voir Tite Live, XXVII, 10.

Jusqu'à quelle époque subsista l'impôt de la loi Manlia? On est loin d'être d'accord sur ce point. Toutefois nous croyons pouvoir admettre l'opinion que développe M. Vigié, à savoir que la suppression de cet impôt fut comprise dans les réformes de Dioclétien.

Cette opinion s'appuie sur les textes suivants :

1° Cicéron mentionne dans l'année 695 la *vicesima hereditatium* et nous apprend, dans une lettre à Atticus, que c'était le seul *vectigal* qui eut persisté en Italie après les réformes de Metellus « *Portoriis sublatis, agro campano diviso, quod vectigal superest domesticum præter vicesimam?* » Nous verrons plus loin, dans la seconde partie de notre étude que ce texte ne peut pas se rapporter à la *vicesima hereditatium* et que, par conséquent, c'était simplement l'impôt du vingtième sur les affranchissements que Cicéron avait en vue.

2° Une inscription nous atteste encore l'existence de cet impôt sous le règne de Claude. (C. I. L. VI. 195.)

3° Le testament de Dasumius restitué par Rudorff, (restitution que la traduction de M. de Laboulaye a fait connaître en France) et qui date de l'époque de Trajan (862 de Rome), mentionne le paiement de la *vicesima libertatis* à propos des legs d'affranchissement qu'il contient; et ce qu'il a de plus probant en l'espèce, c'est que le mot « *vicesimæ* » est écrit lui-même sur la pierre et que l'on n'a pas à craindre alors les erreurs possibles d'une restitution (1).

4° D'autres inscriptions nous attestent l'existence de cet impôt sous Antonin le pieux, sous L. Verus et sous

(1) LABOULAYE : *Testament de Dasumius*. — *Revue de Législation*, 1846, t. II.

Commode (1). Dion Cassius, dans son Chapitre 77, nous apprend en outre que l'empereur Caracalla doubla le taux de cet impôt comme il le fit pour la taxe des successions et, dans le Chapitre suivant, le même auteur nous apprend que Macrin rétablit ces deux taxes au vingtième.

A partir de cette époque, nous ne rencontrons plus aucun texte, ni aucune inscription, ayant trait à la taxe sur les affranchissements, et nous croyons que la *vicesima libertatis* a dû disparaître avec les réformes financières de Dioclétien et a fait place à un système d'impôts plus productif (2).

M. Dureau de la Malle (3) prétend qu'Auguste, ayant établi une taxe sur la vente des esclaves, dut nécessairement supprimer l'impôt sur les affranchissements. Mais, pour notre part, nous ne voyons pas pourquoi ces deux impôts eussent été nécessairement incompatibles. L'un affectait une transmission de propriété et l'autre se percevait au moment où l'esclave entrait dans la cité romaine. D'ailleurs, une inscription du règne de Claude nous permet de renverser complètement l'opinion de Dureau de la Malle, car elle établit la perception simultanée (4) de l'impôt de vente d'esclaves et de l'impôt d'affranchissement.

M. Serrigny, dans son traité de droit public romain, prétend établir que l'impôt des affranchissements fut supprimé par l'empereur Caracalla, qui conféra le droit de cité à tous les sujets de l'Empire : « L'impôt

(1) MAFFEI : M. V., p. 319, n° 5.

C. I. L. III, p. 968.

C. I. L. III, 4827.

(2) Voir M. VIGIÉ : *Vicesima libertatis*, p. 3.

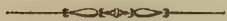
(3) DUREAU DE LA MALLE : *Ec. pol. des Romains*, t. II, p. 466.

(4) WILMANN : 1394.

qui était le prix de l'acquisition du droit de cité par la voie de l'affranchissement n'avait plus de raison d'être et aurait été sans cause » (1).

Il nous semble que M. Serrigny généralise un peu trop la réforme de Caracalla; cet empereur avait en effet conféré à tous les habitants de l'Empire la qualité de citoyen romain, non pas dans un but humanitaire, mais dans le but simplement fiscal d'augmenter, ainsi que nous le verrons, la sphère d'application de la taxe des successions, mais jamais il ne songea à supprimer l'esclavage ni les affranchissements, et sa réforme eut même en d'autres matières le même résultat que pour la *vicesima hereditatium* ; à savoir, de généraliser la perception de l'impôt des affranchissements qui, perçu jusqu'alors en Italie seulement, eut désormais son application dans les provinces. Aussi, à partir de cet empereur, on voit dans les provinces de nombreuses inscriptions faisant mention de cet impôt.

(1) SERRIGNY : *Droit public et administratif romain*, t. II, p. 189.



CHAPITRE II

PAR QUI L'IMPOT ÉTAIT PAYÉ

La taxe des affranchissements fut-elle à la charge du maître ou à celle de l'esclave? Les deux opinions ont été soutenues, mais il nous semble que l'on ne peut pas se prononcer d'une façon définitive sur la matière et qu'il faut distinguer pour cette réponse entre les deux façons dont un esclave pouvait acquérir sa liberté.

En effet, l'affranchissement était quelquefois le résultat d'un marché dans lequel l'esclave lui-même payait au moyen de son pécule la liberté, qui lui était accordée. Or, il est évident que, dans ce cas, la taxe de la loi Manlia, qui n'était qu'un accessoire du prix, était à la charge de l'esclave. Cette opinion se trouve confirmée par plusieurs textes classiques : Arrien (*Dissert in Epict.* IV, 1, 33) nous dit : Pourquoi l'esclave souhaite-t-il la liberté? Ne croyez pas que ce soit dans le désir de donner de l'argent aux fermiers du vingtième. Et, dans une de ses satires, Petrone place ces paroles dans la bouche d'un esclave qui se querelle avec un affranchi : « *Rogo quando vicesimam numerasti?* » Ce qui veut dire : Depuis quand n'es-tu plus esclave? As-tu acheté ta liberté?

D'autres fois il arrivait que le maître généreux concédait gratuitement la liberté à son esclave, et il était tout naturel dans ce cas que le maître fût généreux jusqu'au bout et acquittât lui-même la taxe du vingtième.

Cette distinction fondamentale, sur laquelle nous faisons reposer notre raisonnement, a été indiquée avec beaucoup de netteté par M. Naquet, dans sa thèse de doctorat, et a été reprise par M. Cagnat dans un Mémoire couronné par l'Institut (1).

Mentionnons aussi une précaution qui nous semble avoir été habituelle dans les testaments romains et qui nous est révélée par le testament de Dasumius, si du moins on doit admettre la restitution qui a été faite du passage auquel nous faisons allusion :

Suivant Rudorff, Dasumius aurait donné ordre à ses héritiers de verser à tous les esclaves, qu'il affranchissait par son testament, la somme qui serait exigée par les publicains.

Cette distinction est très logique à partir de l'époque où la coutume se fut introduite de laisser un pécule à l'esclave. Mais, auparavant, comment l'esclave aurait-il pu payer la *vicesima* ? Le maître devait donc la payer.

Cette opinion peut s'appuyer sur un texte de *Festus* (2) et sur un passage où Arrien nous montre le maître obligé de payer pour son esclave (3).

(1) NAQUET : « Impôts indirects à Rome », p. 122.

CAGNAT : « Impôts indirects chez les Romains », p. 168 et suiv.

(2) FESTUS : « Manumitti dicitur servus sacrorum causa, cum dominus ejus, « tenens modo caput, modo membrum ejusdem servi edicit : Hunc hominem « liberum esse volo, ac pro eo auri decem puri, probi, profani, mei, solvam, ut « priusquam disgreduatur a sacris, efficiatur sui juris. »

(3) ARRIEN : « Entretiens d'Epictète », 2, 1, 26.

On a soutenu que, lorsque le maître payait pour l'esclave la taxe du vingtième, c'était ce que l'on appelait accorder la *gratuita libertas*.

Cela est inexact, car on entendait seulement par cette expression que l'esclave n'avait pas dû payer au maître le prix de son affranchissement (1).

C'est ce que veut dire Sénèque dans le texte suivant : (*De beneficiis* 3, 27, 3). « *Num expectas ut tibi narrem manumissum qui hoc fecerat ? nec tamen gratis : pecuniam pro libertate ejus Cæsar numeraverat.* »

L'expression *gratuita libertas* a le même sens dans le texte suivant de Suétone, Vespasien, 16 « *Quidnam naturæ cupidissimum tradunt, idque exprobratum ei a sene bubulco, qui, negata sibi gratuita libertate, quam imperium adeptum suppliciter orabat, proclamaverit, vulpem pilum mutare, non mores.* »

Dans ces deux textes les mots *gratuita libertas* signifient un affranchissement sans rachat, et c'est à tort que, pour les expliquer, on considère que l'empereur, ayant des pouvoirs considérables en matière de finances, pouvait, en affranchissant un de ses esclaves, le dispenser du paiement de la *vicesima*, ou dispenser tout autre du même paiement. Pareille libéralité aurait été faite aux dépens des publicains qui, par leur contrat, avaient le droit de percevoir l'impôt sur les affranchissements.

En résumé, la taxe, en principe, devait être payée par l'esclave, mais elle retombait sur le maître si l'esclave se trouvait dans l'impossibilité de se libérer. Cela paraîtra plus exact si l'on n'oublie pas que très probablement, à côté du but fiscal, la loi Manlia avait

(1) NAQUET : *Op. cit.*, p. 122, note 2. — CAGNAT, *Op. cit.*, p. 169, note 6.

aussi celui de restreindre le nombre des affranchissements.

Comment se déterminait le montant du droit.

De nombreuses difficultés pouvaient surgir lorsque l'affranchissement était le résultat d'un acte généreux de la part du maître, lorsque le prix ne correspondait pas à la valeur réelle de l'esclave, ou lorsque ce dernier s'engageait à payer sa liberté au prix de quelque travail qu'il devait exécuter pour son ancien maître.

Il fallait alors estimer la valeur de l'esclave à l'époque de l'affranchissement, et cette estimation était fort délicate, car les fonctions des esclaves étaient variées à Rome, et leur valeur dépendait des services qu'ils rendaient et de leur âge. Suivant un texte de Pétrone, cette estimation se faisait par des *vicensimarii*, mais plus tard cet office fut rempli par des *procuratores vicesimæ libertatis*; et les contestations étaient vraisemblablement jugées par le *prætor de liberalibus causis* (1), au sujet des attributions duquel les textes sont peu précis.

Des affranchissements imposables.

Une condition essentielle pour qu'un affranchissement fût imposable, c'était qu'il rendit un esclave citoyen romain. Cette condition écarte donc du paiement de l'impôt les affranchissements faits par des *peregrini*.

A l'époque où la loi Manlia créa l'impôt dont nous

(1) MOMMSEN : Staatsrecht, II, 2^e partie, 216.

nous occupons, il y avait à Rome trois modes solennels d'affranchissement : le cens, la vindicte et le testament. Les affranchissements résultant d'un de ces trois modes tombaient naturellement sous la loi Manlia.

La vindicte seule permettait au maître d'affranchir sans délai, mais encore fallait-il employer des formes solennelles. Aussi l'usage s'établit-il peu à peu de donner la liberté aux esclaves sans employer les modes exigés par la loi. L'esclave, à la suite d'un affranchissement de ce genre, vivait de fait en liberté, mais restait esclave en droit. Aussi le maître pouvait-il à son gré revenir sur l'affranchissement illégalement fait et faire retomber en servitude l'esclave qui avait été ainsi libéré.

Il est plus que probable que la *vicesima libertatis* ne frappait pas ces affranchissements irréguliers.

La loi Junia Norbana, à côté des modes anciens de manumission, *manumissio legitima ac justa*, créa une manumission *minus justa*.

Les esclaves, que l'on n'affranchissait pas par les modes solennels, acquéraient la liberté, mais n'acquerraient pas le droit de cité. On les appelait latins juniens.

Ils étaient à peu près assimilés aux *latini coloniarii*.

Payaient-ils la *vicesima libertatis* ?

M. de la Ménardière répond par la négative et, à l'appui de son opinion, il renvoie à un texte de Burmann et aux autorités que cite cet auteur.

Voyons ce que dit Burmann : « *A vectigali vigesimæ immunes fuerunt ii servi qui manumissi non justam et omnibus perfectam libertatem consequabantur qua et jus civitatis romanæ accipiebant... Quid enim solverint illi qui quotidie a dominis in servitutem revocari poterant ut exemplum est apud Ciceron. 7 ad Att. 2 et casus est in leg. 79,*

§ 3, ff de legatis 3, ubi servus legatus et interim manumissus et postea servus factus occurrit. »

Voici le texte de Cicéron : « *Chrysippum vero, quem ego propter litterularum nescio quid libenter vidi, in honore habui, discedere a puero, inciente me! Mitto alia, quae audio, multa, mitto furta : fugam non fero qua mihi nihil visum est sceleratius. Itaque usurpavi vetus illud Drusi, ut ferunt, praetoris in eo qui eadem liber non juraret : me istos liberos non addixisse : praesertim cum adesset nemo, a quo recte vindicarentur.* »

Dans ce passage il s'agit d'un affranchissement pour lequel les formes légales n'avaient pas été observées. Donc l'esclave jouissait simplement de fait de la liberté. Mais en droit il n'avait pas été affranchi ; donc il n'y avait pas eu d'impôt à payer.

Le texte de Celsus est le suivant : « *Servus quoque legatus, si interim manumittatur et postea servus factus sit, postea peti potest.* »

Dans l'hypothèse de Celsus l'esclave avait été régulièrement affranchi, donc la *vicesima* avait dû être payée.

Burmahann semble indiquer, que, dans sa pensée, les esclaves, qui devenaient Latins, devaient payer la *vice-sima* (p. 157). « *Non etiam vigesima exigebatur ab iis servis qui a peregrino manumittebantur, sed tantum si a civibus, optimo jure libertatem, consequabantur ; et ratio evidens est, quia a peregrino manumissi nihil accipiebant, neque civitatem, neque latinam libertatem, sed jure gentium quod omnibus commune erat, liberi fiebant.* »

Neque civitatem, neque latinam libertatem, donc il en était autrement lorsqu'ils acquéraient la cité ou la liberté latine.

Par un texte de Pétrone, nous voyons que l'on affranchissait des esclaves moribonds; Pétrone dit même *mortuus* : « *Scissa lautum novendiale servo suo Misello faciebat, quem mortuum manumiserat; et puto cum vicesimariis magnam mantissam habet; quinquaginta enim millibus æstimant mortuum* ». On ne devait pas employer les modes solennels pour ces sortes d'affranchissements, et le texte de Pétrone dit clairement que l'impôt était dû (1).

Pour soutenir que les affranchissements non solennels ne supportaient pas la *vicesima* on dit encore que les latins juniens étaient soumis à l'impôt foncier, tandis que les affranchis devenus citoyens romains en étaient exempts, que dès lors il aurait été assez juste de faire payer un impôt à ces derniers et de ne point le faire payer aux latins juniens. On dit que l'impôt est le prix de la cité romaine et des exemptions qu'elle procurait.

Nous pensons que c'est une tendance générale des lois fiscales de s'étendre à tous les cas possibles. Si l'impôt n'avait pas frappé les affranchissements de la loi Junia, son rendement aurait diminué, car beaucoup d'esclaves auraient été affranchis par des modes non solennels, pour éluder l'impôt.

(1) LARCHEVÊQUE : « Des impôts sur les affranchissements et sur les mutations de propriété ».

CHAPITRE III

MODE DE PERCEPTION DE LA VICESIMA LIBERTATIS

Deux modes de perception des impôts furent employés à Rome (1) :

La perception des agents directs du gouvernement, ou bien la perception par des fermiers, qui payaient une rente annuelle. Dans ce dernier système, le bénéfice du fermier comprend toute la somme qui dépasse son prix de ferme.

Rome pratiqua d'abord la ferme, et ce système fut appliqué au recouvrement de la *vicesima libertatis*. Ce système de la ferme, qui est à peu près universellement abandonné par les États modernes, a cependant des avantages : « Rome voulait et craignait à la fois sa domination ; les contribuables de mœurs et d'origines différentes risquaient fort d'être traités sur le même pied par des agents directs du Sénat, plus jaloux de leur autorité que des intérêts de la République.

(1) Sur cette question : RÉMONDIÈRE, « Essai sur la levée des impôts à Rome ».

De plus..... le trésor public avait besoin d'un rendement assuré que la ferme seule pouvait lui donner.

Enfin, en cas d'abus, en cas d'excès dans la levée, Rome préférait que les accusations du contribuable retombassent sur des tiers, étrangers au pouvoir central, plutôt que sur le Sénat. Avec la ferme, la main du maître est moins apparente, et c'est sur le fermier que pèse tout l'odieux des charges oppressives. » (M. Rémondière. — *Essai sur la levée des impôts chez les Romains.*)

Cependant on peut se demander comment le procédé de la ferme pouvait être employé au recouvrement de l'impôt sur les affranchissements, alors que l'on ne pouvait pas établir de prévisions certaines sur le nombre des affranchissements ni la valeur des esclaves affranchis.

Aussi certains auteurs rejettent-ils ce système dans notre matière : « *Quod autem sunt qui putent vicesimam quoque libertatis locatam esse publicanis, id vix acceperim, cum non intelligam qua ratione una provincia computare potuerint publicani summam locationis in ea re quæ mœre a singulorum voluntate pendebat* (1). » Et cependant, il est assez difficile d'admettre que les Romains aient établi un système spécial de perception pour l'impôt sur les affranchissements. D'ailleurs, de nombreuses inscriptions mentionnent l'existence des fermiers de la *vicesima libertatis* (2).

Ces fermiers semblent avoir subsisté jusqu'à la seconde moitié du II^e siècle, époque à laquelle une inscription nous signale des procurateurs spécialement attachés à la perception de cet impôt.

(1) HERZOG : « Gallia Narbonensis, p. 248, cité par M. VIGNÉ, *Vicesima libertatis*. »

(2) C. I. L. VI, n° 915.

C. I. L. V, n° 3351.

CHAPITRE IV

CONCLUSION

M. Dureau de la Malle, dans son *Économie politique des Romains*, a voulu indiquer approximativement le rapport annuel de cet impôt. M. Cagnat, dans son étude sur les impôts indirects à Rome, a repris, en les modifiant et en les simplifiant un peu, les mêmes calculs et est arrivé à démontrer que dans une année la taxe des successions avait produit une somme équivalant à 30.371 fr. 62 c.

Il est tout au moins curieux de suivre quelque peu ces auteurs dans leurs recherches : en 545 de Rome, le Sénat puisa pour la première fois dans *l'ærarium sanctius* et, suivant T. Live, il en tira 4.000 livres pesant d'or. Suivant Dureau de la Malle (1), qui admet l'évaluation de La Nauze et Barthélemy, la livre romaine pesait 326 grammes, 337, ce qui donne pour les 4.000 livres d'or un poids de 1.305.348 grammes équivalant à 4.495.000 fr. de notre monnaie actuelle. Or nous savons que l'impôt avait été établi par Manlius en l'an 397, c'est-à-dire 148 ans avant l'acte du Sénat (2).

(1) DUREAU DE LA MALLE : *Op. cit.*, p. 292 et suiv.

(2) CAGNAT : *Op. cit.*, p. 172.

Cette simple indication suffit à nous montrer quelle source de revenus produisait cet impôt, surtout lorsque, après la réforme de Caracalla, il se fut étendu à tout l'empire romain. Mais, pour cette époque, nous n'avons aucune donnée qui nous permette de recommencer le calcul qui a été fait pour les 148 premières années de l'existence de cet impôt.

VICESIMA HEREDITATIUM

CHAPITRE I^{er}

DE L'EXISTENCE D'UN IMPÔT SUR LES SUCCESSIONS AVANT AUGUSTE

Dion Cassius nous rapporte, dans son Histoire romaine, comment Auguste parvint à faire accepter par le Sénat et par le peuple un impôt sur les successions, et il mentionne qu'avant Auguste une taxe semblable avait été établie, mais n'avait pas été maintenue. Les auteurs ont recherché quel était cet impôt antérieur à Auguste et deux opinions principales ont été formulées sur ce point : les uns ont voulu voir dans la loi *Voconia* le précédent de la taxe des successions, les autres ont attribué cette innovation aux triumvirs et ont fixé sa date à 714. La première opinion est surtout celle de plusieurs romanistes allemands : Bachofen, Huschke, Rudorff, Marquardt, et ils la développent en

rapprochant du texte de Dion Cassius, auquel nous avons fait plus haut allusion, un fragment du Panégyrique de Trajan, où Pline constate que le *fiscus* et l'*ærarium* ont tiré moins de profit des lois *Voconia* et *Julia* que des accusations de lèse-majesté : « *Locupletabant et fiscum et ærarium non tam Voconia et Juliae leges quam majestatis singulare et unicum crimen eorum qui crimine vacarent.* »

Puisque, dit-on, le panégyriste place sur la même ligne les lois *Voconia* et *Julia* comme fournissant des ressources au fisc et au trésor, c'est qu'évidemment ces deux lois avaient le même rôle, et du moment que l'on sait que l'une d'elle, la loi *Julia*, imposait les successions, il en résulte forcément que la seconde, dont le fonctionnement est inconnu, était relative au même impôt, et que c'est à cette loi *Voconia* que doit faire allusion Dion Cassius. Cette argumentation est un peu risquée, et ceux qui la soutiennent auraient dû tout d'abord établir que cette loi *Julia*, dont parle Pline et qui enrichissait le trésor ou le fisc, était bien la loi *Julia Vicesimaria*. Il y a eu, au siècle d'Auguste, un grand nombre de lois auxquelles les commentateurs donnèrent le nom de loi *Julia* et qui pouvaient enrichir le trésor tout aussi bien que la loi *Vicesimaria*. Pline aurait pu fort bien faire allusion à une quelconque de ces lois et la placer sur la même ligne que la loi *Voconia*.

Nous ne citerons que quelques-unes de ces lois lucratives pour le trésor. Parmi celles dont les textes nous donnent le plus de détails il y a une loi *Julia peculatus*, qui punissait d'une amende du quadruple, au profit du trésor, le soldat qui détournait une partie du butin. « *Is qui prædam ab hostibus captam subripuit, lege*

peculatus tenetur et in quadruplum damnatur. » (Modestinus, l. 13 ; Digeste, XLVIII, 13.)

Une autre loi *Julia de annona* punissait d'une amende de vingt *aurei* les accapareurs dont les manœuvres avaient élevé le prix du blé. (Ulpianus, L. 2 pr. et l D. XLVIII. 12.) « *Lege Julia de annona statuitur adversus eum qui contra annonam fecerit societatem ve coierit quo annona carior fiat. Et pena viginti aureorum statuitur.* »

La loi *Julia caducaria*, à défaut de *patres*, attribuait au fisc les legs ou institutions dont elle privait les *cœlibes* et les *orbi*.

A supposer même que Pline ait réellement fait allusion dans le texte précité à la loi *Julia vicesimaria*, doit-on forcément en tirer la conclusion des auteurs allemands et admettre que la loi *Voconia* avait établi une taxe sur les successions ?

La loi *Voconia*, qui nous est d'ailleurs peu connue, pouvait fort bien procurer au fisc des ressources, en dehors de tout impôt sur les successions. Ce que l'on sait de la loi *Voconia* c'est que, dans un premier chef inspiré par un motif de défiance envers les femmes, on interdit à tout citoyen romain, inscrit sur les registres du cens pour une fortune d'au moins cent mille as, d'instituer pour son héritier une femme : « *Mulier ab eo qui centum millia æris census est per legem voconiam heres institui non potest.* » (G.-C., II, 274.)

Ce premier chef ne pouvait certainement pas donner lieu à l'allusion de Pline, car une institution faite dans de telles conditions était nulle pour cause d'incapacité de l'héritier et donnait simplement ouverture à la dévolution *ab intestat*. Il n'y avait donc pas, dans ce cas, de profit pour le fisc.

Dans son deuxième chef, la loi *Voconia* s'appliquait aussi bien aux hommes qu'aux femmes. (G. II, 256.)

Elle décidait qu'un légataire ne pourrait jamais recueillir plus qu'un héritier et ainsi elle allait plus loin que la loi *Furia testamentaria* qui se contentait d'établir un maximum de mille as à chacun des legs du testateur. Peut-être est-ce cette seconde disposition de la loi *Voconia* que Pline a en vue. En l'absence de texte, il nous est d'ailleurs bien difficile de nous prononcer sur ce point, et tout ce que l'on peut avancer pour l'affirmative c'est un argument d'analogie tiré de la comparaison de la loi *Voconia* avec la loi *Furia*.

La loi *Furia testamentaria*, antérieure à la loi *Voconia*, avait établi une peine contre le légataire qui aurait contrevenu à ses dispositions en réclamant un legs. C'était une de ces lois que les Romains qualifiaient de *minus quam perfecta* et qui ne prononçait pas la nullité de l'acte : « *Minus perfecta lex est que vetat aliquid fieri et si factum sit non rescindit, sed penam injungit ei qui contra legem fecit : qualis est lex Furia testamentaria.* » (Ulpien.)

La loi *Voconia* n'avait fait que compléter la loi *Furia testamentaria*. Elle était conçue dans le même esprit, elle tendait au même but et des textes précis nous permettent d'affirmer que sa sanction n'était pas la nullité du legs : elle interdisait simplement au légataire de recueillir ce qui dépassait la proportion établie par la loi. (M. Cuq justifie cette opinion, d'ailleurs discutée, dans son ouvrage. I. J. p. 553 n. 3.)

Était-ce là la seule analogie qui pouvait exister entre la loi *Voconia* et la loi *Furia* ? Ou bien au contraire, la loi récente avait-elle reproduit l'amende prononcée par la loi ancienne. L'absence de texte ne nous permet

pas de répondre à cette question. M. Cuq estime que la loi *Voconia*, contrairement à la loi *Furia*, n'avait édicté aucune amende contre le légataire contrevenant.

M. Wahl, au contraire, pousse jusqu'au bout l'analogie entre les deux lois et estime que la loi *Voconia*, qui a suivi de quinze ans la loi *Furia*, s'est complètement substituée à elle et a reproduit ses plus essentielles dispositions. Suivant cet auteur, Pline aurait précisément fait allusion à cette sanction pénale de la loi *Voconia* et le texte de Pline serait suffisamment justifié par cette explication, que l'amende édictée par la loi *Voconia* était une source de profits pour le fisc et l'*ærarium*, tout aussi bien que les produits provenant de l'une quelconque des lois *Julie*.

Selon M. de Valroger fils, le panégyriste romain aurait plutôt fait allusion à la loi *Julia de maritandis ordinibus* qui, en outre de ses dispositions contre les célibataires, mentionnait certaines mesures fiscales, dont les textes ne nous ont d'ailleurs pas laissé de trace, et qui devaient servir de sanction à la loi *Voconia* (1).

Un dernier argument existe enfin en faveur de l'opinion que nous soutenons : il est tiré du texte d'une lettre de Cicéron à Atticus et qui date de l'an 695 (c'est-à-dire 110 ans après l'époque de la loi *Voconia*). « *Portorii Italix sublati, agro Campano diviso, quod vectigal superest domesticum, præter Vicesimam.* » (2) Il est certain que la *Vicesima*, à laquelle fait allusion Cicéron, est la *Vicesima libertatis* et c'est ainsi que l'ont compris tous les commentateurs de ce passage. Il faut donc admettre que l'impôt sur les successions ne devait pas exister à

(1) M. DE VALROGER : L'impôt sur les successions à Rome, « Revue critique de législation 1859 », t. XIV.

(2) Cic. ad. Att. lib. II, Ep. 16.

l'époque où Cicéron écrivait cette lettre ou bien qu'il avait été supprimé, ce qui est fort peu probable, car Cicéron, qui se plaignait précisément dans cette lettre de la suppression de plusieurs impôts, n'eût pas manqué de mentionner la disparition de la taxe sur les successions (1).

Puisque nous avons ainsi écarté l'opinion des commentateurs allemands qui font remonter l'origine de la taxe en 585, recherchons une origine plus probable à la *vicesima hereditatium*.

Appien, dans un des fragments de son histoire des guerres civiles (2) nous apprend que les *triumvirs* édicterent en 714 que tous ceux, qui recevraient des biens par testament, devraient en laisser une partie au trésor. A cette époque, Octave et Antoine voulant faire la guerre à Sextus Pompée avaient besoin de ressources nouvelles et la taxe sur les successions leur avait semblé un moyen fiscal très productif. Mais le peuple, furieux et indigné qu'après avoir épuisé le trésor public, dépouillé les provinces, ruiné l'Italie à force d'exactions et de confiscations, les triumvirs voulussent établir un impôt nouveau, se souleva et l'insurrection devint générale. Aussi la taxe ne fut point appliquée et les héritages restèrent pour quelque temps encore exempts d'impôts (3).

Appien ne nous donne d'ailleurs aucun autre renseignement sur cette part d'hérédité qui devait aller au Trésor. Toutefois on peut argumenter d'un texte du Digeste pour admettre que cette taxe était du ving-

(1) CAGNAT. « Etude historique sur les impôts indirects chez les Romains, jusqu'aux invasions barbares », p. 180.

(2) APPIEN : De bel. civ. II, 154.

(3) APPIEN : De bel. civ. V, 67, 58.

tième de l'ensemble des successions. Ce texte nous parle du jurisconsulte A. Ofilius, ami intime de César, qui avait écrit au sujet de l'impôt du vingtième. Or, il est certain que ce texte fait allusion non pas à la loi *Julia de vicesima*, mais bien à l'édit des triumvirs, car le jurisconsulte A. Ofilius était mort à l'époque où Auguste établit l'impôt du vingtième : « *Fuit Cæsari familiarissimus et de legibus vicensimæ primus conscripsit* (1). (D., l. 2, § 44, II.)

Nous croyons donc pouvoir admettre que les seuls antécédents de la taxe sur les successions se retrouvent lors de la tentative de 714. Il est même probable que les triumvirs, promoteurs de l'Edit impopulaire dont parle Appien, avaient emprunté cette pratique financière à l'administration des Lagides.

Lombroso, qui a étudié avec beaucoup de détails l'administration et l'économie politique de l'Egypte au temps des Lagides, nous apprend ce qui suit : « Les Romains, dans les derniers temps de la République, avaient connu tous les détails de l'organisation financière des Lagides. Un Romain, Cr. Postumus, client de Cicéron et ami de César, avait été ministre des finances de Ptolémée Aulèle, et le bruyant procès qu'il dût subir à Rome ne fit sans doute que répandre plus de jour

(1) M. LABOULAYE, dans la traduction qu'il nous a donnée de Rudorff, Testament de Dasumius « Revue critique de législation 1845 », t. II, fait remonter à la loi Voconia l'origine de la taxe sur les successions, et explique ce texte du Digeste en nous disant que César, ayant trouvé à peu près aboli cet impôt, voulut le rétablir et que c'est à propos de cette tentative qu'Ofilius, qui avait de grandes liaisons avec César et qui semble avoir pris une grande part à cet essai de rétablissement de l'ancienne taxe, écrivit un traité *de Legibus vicensimæ*. Mais l'opinion de RUDORFF et de LABOULAYE semble être tout simplement une hypothèse qui ne trouve de base dans aucuns des textes anciens, Dion Cassius nous disant qu'un impôt sur les successions avait été levé avant Auguste, mais ne précisant nullement la date de cet antécédent.

sur ce ministre d'Alexandrie. Antoine, César et Octave, séjournèrent longtemps en Egypte ; plus d'une réforme introduite à Rome de leur temps, peut être rapprochée de quelques institutions égyptiennes, et Appien nous dit ailleurs que l'Inde fut l'école d'Alexandrie et l'Egypte celle de César (1). »

Lombroso ajoute que depuis longtemps un impôt sur les héritages fonctionnait en Egypte et il admet que ce fut cet impôt égyptien qui inspira l'édit des triumvirs.

(1) LOMBROSO : « Recherches sur l'économie politique de l'Egypte aux temps des Lagides » (Torino 1870), p. 508. cf. aussi CAGNAT, *op. cit.*

CHAPITRE II

DE LA LEX JULIA VICESIMA HEREDITATIUM

Auguste avait réorganisé complètement les caisses publiques. Sous la République Romaine, l'administration des dépenses était fort simple. Il y avait :

1° L'*ærarium Saturni* (c'est-à-dire placé dans le temple de Saturne), qui était alimenté par l'argent et l'or pris sur les vaincus et par le produit des tributs des provinces vaincues ;

2° L'*ærarium sanctius*, qui, alimenté par la *vicesima manumissionum*, formait un fonds de réserve devant pourvoir aux moments de détresse. Ce dernier fut confondu avec le trésor du peuple quand on n'eut plus rien à craindre de la part des Gaulois. De sorte que, au moment de l'avènement d'Auguste, toutes les ressources de l'Empire se trouvaient dans l'*ærarium*.

Quand l'Empereur fit le partage de l'Empire Romain entre lui et le Sénat, il s'attribua le tribut des provinces impériales, et ces ressources particulières de l'Empereur furent administrées par ses *procuratores* (1).

(1) Ce trésor particulier de l'empereur s'appelait *fiscus*. L'origine curieuse de ce mot nous est donnée par M. MOMMSEN, R. Staats II, p. 958 : On entendait par *fisci* les grandes corbeilles, où se plaçaient les deniers versés par les contribuables pour être remis à la caisse centrale de la province, ou pour être envoyés à Rome.

L'*ærarium*, ainsi diminué par les prélèvements du prince, restait en définitive peu important. Aussi Auguste en détacha-t-il une caisse de retraite militaire, qui fut alimentée, au dire de Suétone, par des impôts indirects nouvellement institués (1).

Ce fut là cet *ærarium militare* que Mommsen appelle une succursale du fisc et dont la fonction unique était de servir aux vétérans les arrérages de la retraite, à laquelle ils avaient droit après leur service militaire. C'était dans ce trésor nouveau que venaient se déverser la *vicesima hereditatium* et la *centesima rerum venalium*. Mais ce rôle primitif de l'*ærarium militare* ne se limita bientôt plus au paiement des retraites militaires, et Dion Cassius semble dire avec Suétone que la caisse militaire subvenait à la solde des troupes aussi bien qu'à la distribution des récompenses (2). L'administration de cette caisse fut donnée à des *præfecti ærarii militaris*, que l'on retrouve mentionnés dans les inscriptions de l'époque de Caracalla et d'Alexandre Sévère.

Ces *præfecti* avaient été d'abord tirés au sort parmi les anciens préteurs, mais plus tard l'empereur, maître de la caisse militaire en sa qualité de commandant suprême de l'armée, les désigna de sa propre autorité.

Ce ne fut pas non plus sans de grandes difficultés que fut établi l'impôt du vingtième sur les héritages. Les mêmes protestations qui s'étaient produites en 714, lors de l'édit des triumvirs, se renouvelèrent cette fois encore et Auguste dut employer, pour vaincre la résis-

(1) RÉMONDIÈRE : « Essai sur la levée des impôts chez les Romains » (Paris 1880), p. 98 et suiv.

(2) SUÉTONE, *Octav.*, 49. — DION CASSIUS, t. LV, 24.

tance de son peuple, des moyens d'intimidation que Dion Cassius nous rappelle (1).

« Sous le consulat d'Æmilius Lepidus et de L. Aruntius, Auguste, s'apercevant qu'on n'arrivait à trouver aucun revenu qui eût l'approbation des citoyens et que même cette recherche soulevait chez tous un grave mécontentement, versa tant en son nom qu'en celui de Tibère une certaine somme dans le Trésor, qu'il nomma Trésor militaire, et en confia l'administration pour trois ans à trois anciens préteurs désignés par le sort, qui eurent dix licteurs et une suite en rapport avec leur dignité.... »

« Auguste versa lui-même une certaine somme dans ce trésor et promit d'en faire autant chaque année. Il accueillit aussi les promesses de quelques rois et de quelques peuples, car pour les particuliers, bien que beaucoup d'entre eux offrissent volontairement, disaient-ils, leurs contributions, il n'accepta rien de leur part. Mais, comme en comparaison de la grandeur des dépenses, les sommes ainsi ramassées étaient fort peu de chose et qu'il avait besoin de ressources perpétuelles, il invita les sénateurs à chercher des moyens chacun en son particulier et à les consigner dans des mémoires qu'ils lui donneraient à examiner. »

« Ce n'était pas qu'il n'eut lui-même son projet, mais son intention était surtout de les amener à prendre les moyens qu'il voulait. C'est pour cela qu'il n'adopta aucune de leurs propositions et qu'il établit un impôt du vingtième sur les héritages et les legs, à l'exception de ceux qui étaient faits à des proches parents et à des

(1) DION CASSIUS, LY, 25 et LVI, 28.

pauvres, feignant d'avoir trouvé ce règlement dans les papiers de César. »

« Cet impôt, en effet, avait été précédemment en usage, puis il fut alors remis en vigueur bien qu'ayant été aboli.

Cet impôt avait pour lui cette justification qu'il remplaçait les terres dont on dépouillait les citoyens pour avantager les soldats, mais, telle était l'ombrageuse jalousie du peuple romain contre tout ce qui pouvait effleurer ses franchises, telle était sa prévention contre tout ce qui pouvait ressembler à un tribut et confondre le peuple-roi avec le peuple-sujet, que tous se refusaient avec opiniâtreté à la sage innovation d'Auguste (1).

Une révolution semblait imminente, et, pour la conjurer, il s'adressa de nouveau au Sénat. Il demanda à chacun des sénateurs de vouloir bien lui indiquer, dans un mémoire, quelle source de revenus pourrait être établie pour remplacer cet impôt impopulaire des successions. En agissant ainsi, Auguste savait fort bien que les sénateurs, ne pouvant arriver à remplacer la taxe du vingtième, seraient forcés de la sanctionner, et qu'ainsi il échapperait à la haine du peuple qui se retournerait contre le Sénat. Pour s'éviter même le reproche d'avoir imposé sa volonté aux sénateurs, il défendit à Germanicus et à Drusus, ses favoris, d'exprimer une opinion qui semblerait émaner de lui. Mais Auguste se heurtait à une résistance telle, que les sénateurs étaient prêts à tout supporter plutôt que cet impôt. L'empereur fut alors obligé d'user d'un subterfuge pour ramener le Sénat à son système. Il

(1) DUREAU DE LA MALLE : « Écon. pol. », t. I, p. 324.

menaçait de rétablir l'impôt foncier, qui ne fonctionnait plus depuis la guerre de Macédoine et aussitôt il envoya faire le recensement des propriétés de chacun. Il espérait que la crainte d'un impôt plus considérable fit préférer la taxe sur les successions. Cette mesure effraya le peuple et produisit tout l'effet désiré par l'empereur. On aima mieux céder aux volontés du prince que de voir à nouveau le *Tributum soli* (1). La taxe du vingtième était définitivement établie chez les Romains. Nous allons en suivre le développement et l'histoire (2).

(1) MARQUARDT : « Staats verw. », II, p. 170.

(2) DION CASSIUS : LVI, 28.

CHAPITRE III

A QUELLES DÉVOLUTIONS S'APPLIQUAIT LA VICESIMA HEREDITATIUM

On admet généralement que toutes les transmissions à cause de mort étaient soumises à la taxe du vingtième. Cependant certains auteurs ont contesté cette largeur d'application de la *vicesima hereditatium*.

Un auteur du siècle dernier, Baudoin (1), a écarté les legs de l'application de l'impôt, et il appuie surtout son opinion sur ce qu'aucun texte, qui nous parle de l'impôt, ne mentionne les legs. Il n'est jamais question que de la *vicesima hereditatium*, et, selon cet auteur, on ne doit pas tenir compte du témoignage isolé de Dion Cassius (2), qui place les legs à côté des hérédités pour l'application de l'impôt. Mais cette opinion peut être aisément réfutée, si l'on considère qu'un impôt héréditaire auquel auraient échappé les legs eût été une taxe bien peu utile, car il ne restait souvent à l'héritier que la *quarta falcidia* (3).

(1) BALDUINUS : *Vices. hered. (Juriprudentia de Heinccius)*.

(2) DION CASSIUS : LV, 25.

(3) Cf. BURMANN : *De vectigalibus populi romani*, ch. XI.

D'ailleurs l'opinion de Dion Cassius n'est pas isolée, et des inscriptions viennent confirmer son témoignage :

(1) C. I. L., II. 1474 :

Cæcilia Trophimæ Statuam Pietatis ex testament(o) suo, ex arg(enti) p(ondo) C. poni jussit. Heredes sine ulla deductione XX posuerunt.

(2) C. I. L., II. 1425 :

Victoriam Aug. Q. Fabius l. f. (g)al. fabullus testamento fieri ponique jussit ex HS IIII, huic dono L. Fabius l. f. gal. fabianus heres XX non deduxit et D. D.

(3) C. I. L., V. 1895 :

Concordia Regio X memor(iæ) P. Terentie L. F. Cla(udia) æd(ilis) II viri, T. vestius Gnesius in opus ornament(x) sestertium CCCC (Milia) ded(ucta) (vigesima) P(opuli) R(omani) d(edit).

(4) C. I. L., II. 3424 :

. L. Æmilius senex heres sine deductione XX vel tributorum ex CCL libris argenti fecit.

(5) C. I. L., II. 964 :

Bæbiæ, C. f(iliæ) Crinitæ, Turobrigensi, sacerdoti quæ templum Apollinis et Dianæ dedit ex HS CC ex qua summa X(X) populi deducta et epulo dato, it templum fieri sibique hanc statuam poni jussit.

Ces textes nous montrent d'une façon générale, que

les legs et les donations à cause de mort étaient, en principe, assujettis à la taxe des successions (1).

Mais un autre enseignement s'en dégage en ce qui concerne les pratiques habituelles des testateurs ou des héritiers. En fait, il arrivait souvent que les legs, ou les donations à cause de mort, étaient affranchis de l'impôt.

Parfois, le testateur voulait gratifier ses légataires d'une somme fixe et déterminée, et mettait formellement à la charge des héritiers la taxe du vingtième. Tel était le cas du legs rappelé par l'inscription n° 5 ci-dessus. Tel est aussi le cas des legs contenus au testament de Dasumius (2), qui met à la charge de ses héritiers l'impôt du vingtième et leur recommande de prendre toutes leurs mesures pour que les légataires n'aient pas à payer cette taxe (3).

(1) VIGIÉ : *Op. cit.*, p. 32 et seq.

(2) Nous donnons ici le texte du passage du Testament de DASUMIUS suivant la restitution la plus récente, qui en a été faite, et qui se trouve dans le recueil de M. GIRARD.

L. 117. (*Quisquis heres heredesve mihi erit eruntve e)um eosque rogo fideique ejus (eorumque committo, ut quæ cui hoc testamento dedi legavi ea vicensimis omnib(us non deducti persolvantur et aut reddant quod solutum erit vicensimæ) nomine aut vicensimæ n(omine cum ad quem ea res pertinebit pacis) cantur aut decidunt aut in (arbitrium compromittant...*)

(3) Dans la pratique fiscale actuelle, la clause du testament, qui met à la charge de l'héritier le droit de mutation dû par le légataire, n'empêche pas l'administration de l'enregistrement de poursuivre néanmoins le légataire pour le paiement de ce droit. Il est très intéressant de connaître les motifs d'un jugement rendu sur cette question par le tribunal de Redon : « Attendu que, aux termes de l'article 32 de la loi du 22 frimaire de l'an 7, les droits de mutation par décès doivent être acquittés par les héritiers donataires ou légataires ; Attendu que, en décidant que les droits de mutation du legs par lui fait seraient supportés par sa succession, le testateur a seulement manifesté la volonté que la dame de Buron serait tenue de les rembourser à ceux qui les auraient payés ; qu'en admettant même qu'il en soit autrement, il ne peut appartenir à un testateur, par son testament, ou à des héritiers, par des conventions, de détruire, même du consentement tacite des agents inférieurs de l'administration, un droit que celle-ci a pris dans la loi et qui est établi dans

D'autres fois, l'héritier acquittait spontanément l'impôt du vingtième, qui, légalement, devait être à la charge du légataire. Il pensait interpréter ainsi d'une façon plus complète la volonté du testateur en délivrant le legs franc de toute charge. Tel est le cas des inscriptions 1, 2, 3 et 4 ci-dessus.

Burmah (1) avait discuté l'opinion de Baudoin, mais il était tombé dans l'erreur opposée et avait soutenu que la taxe du vingtième ne devait frapper que les successions testamentaires. Il s'appuyait sur un passage de Dion Cassius et un passage de Pline le jeune où nous voyons que les plus proches parents (2) étaient dispensés de l'impôt. Mais cette opinion de Burmah ne se soutient pas : l'argument tiré du texte de Dion Cassius n'est pas pertinent, puisque, dans le même paragraphe, l'historien de Rome fait tomber sous le coup de la taxe les legs aussi bien que les successions. Quant à Pline le jeune, il conviendrait de compléter les renseignements, qu'il nous donne sur la *vicesima hereditatium* par l'historique qu'il fait de l'œuvre de Trajan relativement à cette taxe : en effet, dans les paragraphes 39 et 40 du panégyrique de Trajan, il est clair qu'il est constamment fait allusion aux successions *ab intestat*.

Cette opinion, d'ailleurs, n'a guère fait fortune et a seulement été reproduite par Bouchaud dans le mémoire qu'il adressa en 1766 à l'Académie des inscriptions et belles lettres. Mais à ce propos mentionnons que

un intérêt d'ordre et de bonne administration des finances publiques; que toute interprétation contraire donnerait lieu à la fraude et pourrait aller jusqu'à substituer un débiteur insolvable à celui entre les mains duquel sont les biens, gage du paiement du droit... (Redon, 23 fév. 70, S. 70, 2. 276). — Cependant *contra* : Tribunal de Rennes, 4 août 68.

(1) BURMANN : *De vectigalibus populi romani*.

(2) DION CASSIUS : LV, 25. — PLIN : Pan. 37.

l'œuvre de Bouchaud n'a aucune originalité et qu'à part quelques notes portant principalement sur les funérailles chez les Romains, Bouchaud s'est contenté de traduire le chapitre XI de l'œuvre de Burmann. Il est donc clair que l'on y rencontre fidèlement reproduites les opinions de l'auteur allemand (1).

Quant aux donations *mortis causa*, on sait qu'elles avaient été complètement assimilées aux legs par une constitution de Justinien, qui avait décidé, que dorénavant elles seraient dispensées des formes de la donation et qu'elles produiraient tous les effets des libéralités faites par acte de dernière volonté. Mais déjà avant cette constitution on avait appliqué aux donations *mortis causa* bien des règles établies pour les legs, et ce à cause de la grande analogie qui existait entre ces deux modes de disposition. (Paul. Sent., III. 7, 2.) On avait étendu à ce nouveau type de libéralité, les dispositions restrictives des lois *Falcidia*, *Julia* et *Pappia Poppæa*, (L. 35 pr. Dig., *De mort. causa donat.* XXXIX. 6.) et il est probable aussi qu'on lui avait étendu les dispositions de la loi *Julia de vicesima hereditatium*.

Toujours est-il que cette extension des règles fiscales aux donations *mortis causa* dut être postérieure à la confection de la loi, car nous savons que l'emploi de la donation *mortis causa* se généralisa surtout à l'époque d'Auguste, pour éviter l'application des lois caducaires et que ces lois caducaires, ainsi que les autres règles relatives aux legs, ne s'appliquaient aux donations *mortis causa* qu'avec de grandes difficultés entre les jurisconsultes.

(1) RUDORFF, qui nous a donné une restitution du « Testament de Dasumius », adopte lui aussi l'opinion de Burmann (Traduction de Laboulaye, p. 328).

Si même on en croit Dion Cassius, et nous n'avons aucun motif de révoquer en doute son opinion, à partir de Caracalla toute espèce de donation, et même les donations entre vifs furent soumises à la taxe des successions. Nous verrons d'ailleurs plus loin d'autres exemples de la fiscalité excessive de Caracalla.

CHAPITRE IV

DES EXEMPTIONS A L'APPLICATION DE LA LOI JULIA

Les principes actuels du droit fiscal en matière de succession assujettissent tous les biens dévolus par testament ou *ab intestat* à une taxe proportionnelle à l'émolument recueilli et dont la quotité varie avec le degré de parenté, qui sépare l'héritier ou le légataire du *de cujus*.

Actuellement les tendances d'une partie du Parlement français sont pour l'impôt progressif des successions. Les legs ou les hérédités recueillis seraient soumis à une taxe, dont le taux — à degré de parenté égal — serait d'autant plus élevé que plus important serait l'émolument recueilli.

A Rome, la loi *vicesimaria* n'avait établi ni une taxe complètement proportionnelle, ni une taxe progressive, ni un taux différent selon les degrés de parenté. La loi s'était tenue dans un système intermédiaire, qui nous semblerait aujourd'hui assez peu rationnel, mais qui cependant concordait parfaitement avec les principes de la législation civile et de la législation fiscale des Romains.

La loi *Julia* avait établi une taxe dont le taux unique était du vingtième et qui frappait indifféremment toutes les successions et donations testamentaires, excepté celles qui étaient dévolues à des proches parents et celles qui étaient réputées pauvres (1).

Nous allons examiner quels étaient ces proches parents que la loi *Julia* avait dispensés de la taxe du vingtième: nous rechercherons ensuite quel était le taux probable des successions pauvres, et enfin nous établirons quelques autres exceptions qui, si elles ne résultaient pas de la loi *Julia*, résultaient tout au moins des principes généraux.

§ I^{er}. — *Exemptions accordées aux proches parents.*

L'exemption dont bénéficiaient les successions dévolues à certains parents ne nous surprend pas de la part d'Auguste. Sous ce prince, une série de lois avaient été inspirées par le désir de renforcer l'idée de famille, qui s'était considérablement affaiblie à la fin de la République. Auguste voulait porter un remède à la diminution toujours croissante de la population ingènie. La décadence des mœurs avait éloigné de plus en plus les Romains des *justæ nuptiæ*, le nombre des naissances légitimes décroissait et la cité risquait de ne plus être peuplée que d'étrangers et d'affranchis. Auguste se posait volontiers en restaurateur des antiques traditions nationales. Il voulut remettre en honneur le mariage légitime et encourager les citoyens à donner des enfants à l'État. Son système trouve son expression dans plusieurs lois, notamment dans la loi

(1) DION CASSIUS, 5,25.

Julia de maritandis ordinibus, dans la loi *Pappia Poppæa* et évidemment aussi dans la loi *Julia de vicesima hereditatium*. En dispensant certains proches de verser à l'*ærarium* une partie de ce qu'ils recueillaient à cause de mort, n'était-ce pas encourager la transmission des biens aux parents légitimes, n'était-ce pas aider à la cohésion plus grande des liens de famille (1)?

Les textes sont rares et peu précis qui nous parlent des parents exemptés de la taxe du vingtième. Dion Cassius nous dit simplement : Πανὺ συγγενεῖς, πανὺ προσήκοντες, et Pline : *domestici heredes* (2).

Aussi bien des conjectures se sont fait jour sur cette question.

Burmah, ne considérant que le texte de Pline, a soutenu que seuls les héritiers *ab intestat* profitaient de l'exemption de l'impôt, et il en donnait pour raison qu'ils avaient déjà à acquitter les charges de la succession et celles du culte et que c'eût été trop de diminuer encore, par une taxe du vingtième, l'importance de ce qu'ils recueillaient, tandis que les héritiers testamentaires, les *extranei* de Pline recueillaient une hérédité *sine sacris* et devaient supporter plus facilement une légère diminution de leur émolument.

Nous avons déjà fait allusion à cette opinion qui n'appliquerait la loi *vicesimaria* qu'aux successions testamentaires et nous l'avons réfutée en disant que le témoignage de Pline était insuffisant à l'étayer, car le panégyriste de Trajan se plaçait toujours, dans le cours de son œuvre et à propos des modifications de cette loi

(1) VIGIÉ : « Impôts indirects romains », p. 22.

(2) *Tributum tolerabile et facile heredibus duntaxat extraneis, domesticis grave*. PL., « Pan. » 37.

qu'il mentionnait, dans l'hypothèse d'une succession *ab intestat*.

D'autres auteurs ont interprété autrement les mots de Pline : *domestici heredes*, opposés à *extranei*, et ils ont voulu y voir, que l'exemption s'appliquait à tous ceux, qu'unissait la communauté du culte domestique, c'est-à-dire aux agnats. C'est l'opinion de Serrigny. Il y aurait là, ce nous semble, une résurrection un peu tardive des droits antiques des agnats, qui, autrefois, avant la jurisprudence prétorienne, venaient aux successions immédiatement après les *sui heredes* et en vertu d'une sorte de droit de retour (1). Ce droit des agnats, qui se fondait sur l'idée de communauté agraire, devait disparaître au fur et à mesure que s'affirmait l'idée de propriété individuelle et que prévalaient les liens de parenté du sang, et, à dater de la fin du *vi^e* siècle, il commençait à subir d'importantes restrictions, qui ne firent que s'aggraver plus tard avec l'extension de la *bonorum possessio*.

D'autres auteurs enfin ont restreint à une seule catégorie d'héritiers, aux *sui heredes*, l'exemption de la taxe des successions ; mais M. Accarias, qui se range à cet avis, n'apporte aucun argument à l'appui de sa décision.

Actuellement, deux opinions très importantes semblent limiter le débat.

Klenze, et à la suite de Klenze, M. Wahl, prétendent que les proches parents, dont parle Dion Cassius, seraient les cognats exceptés par la loi Furia.

MM. Naquet, Vigié et Cagnat soutiennent, au contraire, et nous croyons que la vérité est avec eux, que les parents exemptés sont les *decem personæ*, que

(1) M. Cœq.

le prêteur envoyait en possession de préférence au *manumissor extraneus*.

La loi *Furia testamentaria* avait limité à la valeur de 1,000 as le maximum de chaque legs ; mais elle avait excepté de ses dispositions les cognats jusqu'au sixième degré, et même au septième degré les enfants de petits-cousins (1), et, d'une façon générale, au dire de Klenze et de M. Wahl, chaque fois que les lois romaines veulent favoriser les proches parents, elles étendent leur faveur jusqu'au degré que nous venons d'indiquer. C'est ainsi que la loi *Julia caducaria* affranchit les mêmes parents des conditions de capacité qu'elle exige des héritiers et des légataires (2).

A l'inverse, ajoutent les mêmes auteurs, quand la loi veut imposer une charge aux parents, elle s'adresse à ces mêmes parents ; c'est ainsi que le *jus nominandi potioris* (3) est refusé au tuteur atilien ou Julio Titien, parent ou allié du pupille au sixième degré, et même au septième, s'il est enfant de petit-cousin (4).

Doit-on induire de ces deux cas particuliers que les lois romaines faisaient une catégorie à part de ces parents du 6^e degré, que cette catégorie se retrouvait forcément dans la loi *Julia vicesimaria* ? C'est ce que pense M. Wahl, qui d'ailleurs, pour confirmer son opinion, écarte le texte de Pline en le qualifiant d'amplification oratoire.

Mais M. Wahl n'aurait pas pu faire entrer, dans sa

(1) Frag. vat. *Illa lex sex gradus et unam personam ex septimo gradu excepit sobrino natum.*

(2) Fr. vat. 256. *Excipiuntur autem lege quidem Julia cognatorum sex gradus et ex septimo sobrino sobrinave nati.*

(3) PAUL SENT : II, 28.

(4) POISNEL : *Op. cit.*

classification, tous les cas particuliers dans lesquels le droit romain a eu occasion de faire quelque avantage aux parents ou de leur imposer certaines charges. Par suite, sa règle n'est pas générale et nous nous refusons, pour notre part, à en voir l'application au cas particulier qui nous intéresse :

La loi *Cincia*, par exemple, qui défendait de recevoir, à titre de donation ou de présent, une valeur supérieure à un taux déterminé, qui nous est d'ailleurs inconnu, avait établi des exceptions en faveur de certaines personnes, au nombre desquelles se trouvaient les cognats jusqu'au 5^e degré et de plus au 6^e les petits-cousins et les petites-cousines.

La loi *Pappia Poppæa*, qui semble avoir eu tant d'analogie avec la loi *Julia de vicesima hereditatium*, qu'elle n'avait d'ailleurs précédée que de quelques années, avait mis en dehors de ses déchéances les cognats du testateur jusqu'au 6^e degré inclusivement et même au 7^e les enfants d'un petit-cousin ou d'une petite-cousine (1). La règle que M. Wahl prétend établir est donc loin d'avoir le caractère qu'il voudrait lui attribuer et dont il voudrait faire une application dans notre espèce.

D'autre part, M. Wahl fait trop bon marché du témoignage de Pline. Pline avait été consul, puis préteur et, alors même qu'il était panégyriste, les préoccupations oratoires ne devaient pas passer chez lui avant l'exactitude juridique.

La deuxième opinion enfin, qui nous semble devoir être adoptée, est celle qui exempte de la taxe du vingtième les successions dévolues aux *decem personæ*, dont

(1) Frag. vat. 256. *Excipiuntur autem lege quidem Julia cognatorum sex gradus, ex septimo sobrino sobrinave nati.*

l'énumération nous est donnée par les *Institutes* (1) et que le préteur préférerait au *manumissor extraneus* pour l'action de la *bonorum possessio*.

Cette opinion a d'abord pour elle de ne pas être contredite par le texte de Pline. Ces *decem personæ* peuvent fort bien être considérées comme des *heredes domestici*. Elle se fortifie ensuite d'un argument très puissant, que nous allons retrouver au cours de l'historique de cette exception.

En tout cas cette parenté ne pouvait exister qu'autant qu'elle dérivait des justes noces. Par exemple, pour qu'un fils venant à la succession de son père, ou un père venant à la succession de son fils, fût exempté de la *vicesima hereditatium*, il était nécessaire que le père et la mère aient eu le *connubium* au moment de la naissance de leur fils, et ce *connubium* n'existait pas, entre autres cas, lorsque les deux personnes unies n'avaient pas la qualité de citoyen romain. Si ces personnes unies d'une union non juste se voyaient conférer le droit de cité, les liens de parenté n'en faisaient pas moins défaut entre elles et leur enfant né antérieurement à cette concession. Cette concession n'avait d'effet que pour l'avenir à moins toutefois que les *jura cognationis* eussent été accordés en même temps que le droit de cité : *Hæc mansuetudo* (cette coutume de dispenser les proches parents de l'impôt) *legis veteribus servabatur. Novi seu per latium in civitatem, seu beneficio principis venissent, nisi simul cognationis jura impetrassent, alienissimi habebantur quibus conjunctissimi fuerant.* » (Pline, Panégyr. 37.)

(1) ... tertio decem personis quas extraneo manumissori præferebat. Sunt autem decem personæ hæc : pater, mater, avus, avia, tam paterni quam materni; item filius, filia; nepos, neptis, [tam ex filio quam ex filia; frater, soror, sive consanguinei sive uterini.

Nerva et Trajan modifièrent cette législation. Nerva décida que l'impôt du vingtième ne serait pas perçu sur les biens recueillis par les mères venant à la succession de leur enfant, alors même qu'en leur accordant la cité, l'empereur ne leur aurait pas accordé les *jura cognationis*. Il accorda la même faveur aux fils venant à la succession de leur père auquel la cité aurait été récemment conférée, à condition toutefois que ce fils ait été placé sous la puissance paternelle. (Pline, Panégyr. 37.)

« Igitur pater tuus sanxit ut quod ex matris ad liberos, ex liberorum bonis pervenisset ad matrem, etiamsi cognationum jura non recepissent, quum civitatem adipiscerentur ejus vicesimam ne darent. Eamdem immunitatem in paternis bonis filio tribuit. »

Trajan fit plus encore et, d'une façon générale, il décida que jamais le fils venant à la succession de son père n'aurait à payer l'impôt de succession, non plus que le père venant à la succession de son fils. Trajan accorda en outre la même faveur aux frères et sœurs succédant entre eux et aux petits-fils succédant aux grands pères et grand'mères et réciproquement (1).

Tous ces *novi cives*, qui sont exemptés de la taxe des successions par l'édit de Trajan, sont précisément les

(1) PLINÉ : Panégyr. 38 et 39 — « Tu quidem, Cæsar, illam exceptionem remotionem visti, si modo filius in potestate patris fuisset, intuitus, opinor, vim legemque naturæ quæ semper in ditione esse liberos jussit, nec uti inter pecudes sic inter homines potestatem et imperium valentioribus dedit... Adde quod, quum divus Nerva sanxisset, ut in paternis bonis liberi necessitate vicesimæ solverentur, congruens erat eamdem immunitatem parentes in liberorum bonis obtinere. Cur enim posteris amplior honor quam majoribus haberetur?... Nec vero contentus primum cognationis gradum abstulisse vicesimæ, secundum quoque excurit, cavitque ut in sororis bonis frater et contra in fratris soror, utque avus avia in neptis nepotisque et invicem illi servarentur immunes. »

decem personæ, que le préteur préférait au *manumissor extraneus* et auxquelles il donnait la *bonorum possessio*.

C'est précisément de cette réforme de Trajan, que l'on a conjecturé que, ce prince ayant voulu assimiler complètement les *novi cives* aux citoyens Romains et les faire profiter des exemptions de la loi *Julia de vice-sima*, le texte de Pline donnait l'indication des proches parents citoyens romains, que la loi Julia avait exemptés.

Cependant ces avantages accordés par Trajan ne furent pas de longue durée. Les successeurs de ce prince bienfaisant revinrent sur les concessions, qu'il avait faites. Adrien exigea de nouveau que les fils qui venaient à la succession de leur père fussent *in patriam protestatem*, pour pouvoir être dispensés du paiement de la taxe du vingtième, et, plus sévère sur ce point que Nerva, il déclara que cette *redactio in patriam protestatem* ne serait plus accordée qu'en connaissance de cause et après une enquête d'autant plus sérieuse que les enfants seraient impubères ou absents. « *Si peregrinus sibi liberisque suis civitatem romanam petierit non aliter filii in potestate ejus fient, quam si imperator eos in potestatem redegerit : quod ita demum is facit si causa cognita æstimaverit hoc filiis expedire. Diligentius autem exactiusque causam cognoscit de impuberibus absentibusque ; et hæc ita edicto divi Hadriani significantur.* » (G. I. 93.)

Caracalla alla plus loin encore qu'Adrien et supprima d'une façon générale toutes les dispenses qui avaient été accordées pour cause de parenté, se réservant le droit de décider sur les demandes qui lui seraient présentées à fin d'exemption de la taxe des successions : « *Sed imperator noster in hereditatibus, quæ ab intestato*

deferuntur, eas solas personas voluit admitti, quibus DECIMÆ immunitatem ipse præbuit. » (*Collatio legum XVI, 9, 3.*)

Son successeur, Macrin, rétablit l'ancien taux de l'impôt, que Caracalla avait porté du vingtième au dixième, et revint à la législation antérieure en ce qui concerne l'exemption accordée aux proches parents.

§ II. — *Exemptions accordées aux successions pauvres.*

La seconde exemption, qui nous est indiquée par Dion Cassius et par Pline, est celle dont bénéficiaient les successions pauvres. C'est tout ce que ces auteurs nous disent. Ils ne nous font pas connaître ce qu'ils entendent par là. Aussi a-t-on émis un grand nombre d'opinions à ce sujet.

L'opinion la plus généralement admise est celle de Bachoffen et de Mommsen, qui rangent dans la catégorie des successions pauvres les successions qui ne s'élevaient pas à cent mille sesterces. Cette opinion a été reprise depuis par M. Poisnel qui, dans ses recherches sur l'abolition de la *vicesima*, appuie son opinion sur un texte du jurisconsulte Paul. (Sent. IV, 6, 2.)

Ce texte fait en effet mention d'une amende de cinq mille sesterces, qui était attachée aux dispositions de la loi *vicesima* sur l'ouverture des testaments, et cette somme de cinq mille sesterces serait une amende calculée sur le vingtième d'une succession de cent mille sesterces. M. Poisnel considère que ce taux de cent mille sesterces était un taux invariable et minimum, sur lequel on calculait cette amende légale du vingtième au cas de non-déclaration de l'ouverture de la succession.

De sorte que, au cas où les formalités de la loi *Julia* sur l'ouverture du testament n'avaient pas été observées, le contribuable payait en outre de l'impôt du vingtième, calculé selon l'importance de la succession, cette amende de cinq mille sesterces, qui était calculée sur le taux de la succession la moins importante qui put être imposée (1).

Quoi qu'il en soit, il semble à plusieurs auteurs, et notamment à M. Albert Wahl (2), que la détermination du taux d'une succession pauvre n'avait pas été législativement faite avant Trajan et qu'il dépendait alors de l'empereur de déterminer, suivant les espèces, si les successions devaient être considérées comme pauvres. Pour émettre cette opinion, qui semble d'ailleurs très soutenable, on s'appuie sur un texte de Pline. (Panég. de Trajan, Chap. XL.) « *Statuit enim communis omnium parens summam quæ publicanum pati possit* ».

Quel que soit le taux exigé par la loi ou déterminé par l'empereur pour permettre de ranger une succession dans la catégorie des successions pauvres, lorsqu'il y avait contestation sur le point de savoir quelle était l'importance de la succession, il y avait lieu de procéder par la voix du *præjudicium*, auquel fait allusion Paul Sent. § 1., liv. V. T. IX : « *Præjudicium..... quo queritur, an ea res, de qua agitur, major sit centum sestertiis* ».

Toutefois, l'opinion que nous avons exposée plus haut, a été discutée par plusieurs auteurs. Burmann,

(1) M. Poissel donne, en outre, un nouvel argument à cette opinion en comparant la loi *Julia* avec la loi *Pappia Poppea*, qui fixait un taux de cent mille sesterces.

(2) WAHL : « Thèse de doctorat », p. 85.

Dureau de la Malle, Bouchaud, ont voulu démontrer à leur tour que le droit du vingtième n'était perçu que sur les successions supérieures à 100 ou même à 50 *aurei*, et, comme l'*aureus* n'équivaut qu'à 100 *sesterces*, le taux des successions réputées pauvres aurait été de 10.000 ou même de 5.000 *sesterces*. Ces romanistes appuient leur opinion sur le texte d'une constitution de Justin, qui établit une distinction entre les successions supérieures ou inférieures à 100 *aurei* pour la fixation des honoraires dus aux magistrats préposés à l'ouverture du testament. « *Neve in hereditate, cujus summa centum aureorum pretium non excedit, mercedis quicquam aut sumptuum census administrantes aut censualis apparitio super intimandis iisdem elogiis audeant adsequi* (1). »

Ils appuient en outre leur opinion sur un texte de Justinien qui suppose la même distinction que le texte précité et qui est relatif au changement introduit dans la dévolution des biens des affranchis. (Just., III, VII, 3.) « *Si quidem libertus vel liberta minores centenariis sint, id est minus centum aureis habeant substantiam (sic enim legis Papiae summam interpretati sumus, ut pro mille sestertiis unus aureus computetur).....* »

En ce qui concerne le premier texte, rien ne nous montre qu'il soit relatif à l'impôt des successions, il a trait simplement à la répression d'un abus que les prédécesseurs de Justin avaient déjà cherché à faire disparaître, et qui semble avoir été fréquent à l'ouverture des successions. Ce texte ne fournit donc qu'un argument d'analogie très faible en faveur de la détermination du taux d'une succession pauvre pour la

(1) C. Just. : VI, XXIII, c. 23.

perception de l'impôt du vingtième dont la constitution ne parlait pas du tout.

Quant au second texte, loin de pouvoir servir de base à la seconde hypothèse, il nous semblerait plutôt la contredire. Ce texte, en effet, qui est postérieur de plus de deux siècles à la disparition de la *vicesima hereditatium*, ne peut fournir aucun argument sérieux ; il ne nous apprend qu'une chose, c'est que l'empereur a reculé à 100 *aurei* la limite des hérédités riches et pauvres que la loi *Pappia* avait fixée à la somme de 100.000 *sesterces*.

Dureau de la Malle a voulu trouver dans un texte d'Hermogénien la justification de son opinion, que le taux, à partir duquel les successions étaient soumises à la taxe, aurait été de 50 *aurei* : « *nonnulli propter paupertatem, ut sunt qui minus quam quinquaginta aureos habent...* » (Dig., XXXVIII, II, fr. 10.) Suivant ce texte, qui a trait aux causes qui empêchaient de porter une accusation publique, il fallait posséder au moins 50 *aurei* pour ne pas être considéré comme pauvre. Mais le reproche que l'on peut adresser à cette argumentation, comme à toutes les argumentations d'analogie, c'est que l'on veut transporter à la *vicesima* des distinctions qui ont été établies en vue de cas différents. Il faudrait alors considérer que la loi romaine avait posé une distinction générale entre les successions riches et les successions pauvres, ce qui n'est nullement démontré, car dans tous les textes que nous avons examinés, et qui devraient n'être que l'application du principe général que l'on veut chercher, nous avons simplement vu que les Romains avaient pu faire, dans certains cas spéciaux, une distinction entre les successions riches et les successions pauvres, mais que

la base de cette distinction variait suivant les divers points de vue envisagés par le législateur et, selon que l'on apprécie isolément chacun de ces textes, on en tire naturellement une généralisation différente.

Nous terminerons cette question assez obscure en citant un argument très intéressant qui a été développé par Madwig. Selon ce savant auteur, qui établit que les 100,000 sesterces que nous avons supposés être le taux minimum d'une succession riche, équivaldraient à 26,870 francs en or et à 19,375 francs en argent, on aurait peine à croire que la législation fiscale romaine, ait mit en dehors de ses atteintes des successions que l'on considérerait aujourd'hui comme assez importantes, même dans les législations les plus libérales.

Nous ne pouvons mieux répondre à cet argument qu'en faisant appel à M. Laboulaye (1), qui nous montre que la législation romaine était infiniment plus humaine et plus équitable que notre législation moderne, qui dispute au pauvre son pain, et qui force la veuve et l'orphelin à pleurer deux fois le soutien qu'ils ont perdu.

§ III. — *Autres exemptions.*

La loi Julia faisait-elle d'autres exemptions que celles que nous rappelle le texte de Dion Cassius, relatives aux successions pauvres et à celles dévolues à de proches parents? Certains auteurs ont prétendu d'abord que les legs faits au temple des dieux et en général tous ceux faits *ad pias causas*, devaient être

(1) Testam. de Dasumius : « Revue de législation » 1845, II, page 330.

acquittés par l'héritier sans déduction de l'impôt, et qu'ainsi les temples des dieux, les établissements de bienfaisance jouissaient d'une véritable immunité.

Ce fut Bouchaud (1) qui soutint cette hypothèse et c'est une des rares idées personnelles que l'on puisse rencontrer dans l'ouvrage de cet auteur, qui s'était contenté de traduire Burmann.

Pour soutenir son opinion, Bouchaud s'appuie sur le texte des deux inscriptions recueillies à Exija, en Espagne, sur les murs de l'église Saint-François :

« *P. Numerius Martialis Astigitanus Seviralis signum Panthei testamento fieri ponique ex argenti libris C sine ulla deductione jussit.* »

« *Cæcilia Trophime statuam pietatis ex testament(o) suo ex arg. P. C. suo et Cæcili Silonis mariti sui nomine poni jussit. D. Cæcilius Hospitalis et Cæcilia D. F. Materna et Cæcilia Philete heredes sui sine ulla deductione XX posuer (unt).* »

Nous voyons dans ces deux inscriptions que l'héritier chargé par le testateur d'ériger une statue a accompli le legs sans aucune déduction du vingtième (*sine ulla deductione*). Bouchaud a voulu trouver là l'expression d'une clause de style, mais, nous avons déjà vu (Chap. III) que, dans bien des cas, les héritiers exécutaient la volonté du défunt en ne réclamant pas l'impôt du vingtième aux bénéficiaires des legs, soit qu'il eût été dans l'intention du testateur de léguer une somme fixe et déterminée, soit que l'héritier, interprétant largement la volonté du testateur, ait exécuté, spontanément et en l'absence de toute clause du

(1) BOUCHAUD : *Op. cit.*, p. 69.

testament, le legs sans déduire l'impôt du vingtième. D'ailleurs, fait observer M. de Valroger (1), qui discute l'opinion de Bouchaud, le soin que l'on a pris de dire que le vingtième n'avait pas été déduit, prouve évidemment qu'en principe l'héritier était autorisé à le retenir, et que, par conséquent, il avait eu à le payer.

Dans son Commentaire sur le testament de Dasumius, Rudorff a expliqué d'une façon plus admissible, ce nous semble, la phrase « *sine ulla deductione* » des inscriptions précitées. Il a rapporté l'exemption d'impôt à l'immunité dont jouissaient les frais funéraires que nous examinerons plus loin. Suivant Rudorff, les frais des monuments doivent entrer en compte dans les frais funéraires (2).

§ IV. — *Successions dévolues au fisc ou aux æraria.*

Les auteurs latins nous apprennent que les testateurs riches et puissants avaient coutume de disposer d'une partie de leur fortune en faveur des empereurs. Suétone (3) nous apprend que l'empereur Auguste n'avait pas recueilli moins de 1,400 millions de sesterces dans les vingt dernières années de sa vie, et le testament de Dasumius contient de nombreuses et d'importantes libéralités au profit de l'empereur Trajan. Le trésor du prince avait donc là une source de revenus considérables. Des procurateurs étaient chargés de faire rentrer tous ces dons dans la caisse impériale : les inscriptions les mentionnent sous le

(1) M. DE VALROGER : « Impôt sur les successions à Rome » *Revue critique de législation* » 1852, XIV.

(2) LABOULAYE : *Op. cit.*, p. 333.

(3) SUÉTONE : *Aug.*, 101.

nom de *procuratores hereditatium*, et faisons remarquer en passant que ces *procuratores hereditatium* ne doivent pas être confondus avec les *procuratores vicesimæ hereditatium*, dont nous verrons plus loin la mission de surveiller la perception de la taxe de la loi *Julia* (1).

En outre par application des lois Caducaires le trésor du peuple, *aerarium*, et plus tard, le trésor impérial, *fiscus*, recueillaient les successions lorsqu'il n'y avait ni institués ni légataires *patres*, auxquels pouvaient être dévolues les libéralités dont étaient privés les *cælibes* et les *orbi*. Le trésor du peuple recueillait encore les successions en déshérence (2.)

Dans ces cas l'impôt sur les successions n'était jamais perçu : *fiscus ab omnium vectigalium prestationibus immunis est*, (Dig. XXXIX. IV, fr. 9. § 8). Le fisc était exempt de tout impôt et l'empereur jouissait des mêmes immunités que le fisc. « *Quodcumque privilegii fisco competit, hoc idem et Cæsaris ratio et Augustæ habere solet.* » (D. XLIX. XIV. f. 6. § 1.)

M. Albert Wahl (3), dans sa thèse de doctorat, propose encore une autre exemption de l'impôt en faveur des successions déferées à des militaires ou laissées par eux. Il fait résulter cette hypothèse des

(1) Une inscription nous montre un chevalier nommé Lucius Marius Perpetuus qui fut successivement « promagistro hereditatium », puis « procurator stationis hereditatium » :

« L. Mario, L. f(ilio), quir(ina tribu) Perpetuo, pontifici, procuratori provinciarum Lugdunensis et Aquitanicar, procuratori stationis hereditat(ium), « procuratori patrimoni(i), procuratori monetæ, pro magistro hereditatium, « Q. Marcus Donatianus eques, cornicularius ejus. » (Voir Cagnat, « Etude historique sur les impôts indirects chez les Romains jusqu'aux invasions des Barbares ».)

(2) L'État français n'est pas dispensé de payer le droit de mutation des successions qu'il recueille.

(3) WAHL : « Thèse », p. 91.

nombreux privilèges dont jouissaient les militaires : *peculium castrense*, bénéfice d'inventaire, testament militaire; et surtout de l'exemption des droits de douane que leur accorda Néron, sauf sur les marchandises importées pour être vendues. (Tacite, Ann. XIII, 51.)

CHAPITRE V

EXTENSION DE LA VICESIMA HEREDITATIUM SA DISPARITION

Les textes de Dion Cassius et de Pline le jeune, qui se rapportent à la *vicesima hereditatium*, nous montrent que cet impôt ne s'appliquait qu'aux citoyens romains ; la raison qui a été donnée de ce fait, c'est que le législateur n'introduisit cette taxe que par compensation du *tributum* que l'Italie ne payait pas et pour arriver à l'assimilation fiscale de l'Italie et des provinces (1). Aussi le produit de cette taxe s'accrut d'une façon considérable au fur et à mesure de l'extension du droit de cité aux diverses provinces conquises. Les auteurs nous apprennent à ce propos que les premiers Empereurs se montrèrent très avares d'accorder aux habitants des provinces la qualité de citoyen romain et que cette concession fut toujours de leur part un acte de pure générosité, sans aucune arrière pensée fiscale. Ce fut ainsi que Claude concéda le droit de cité aux habi-

(1) M. Vigné : « Étude sur les impôts indirects romains », p. 23 — M. Cagnat *Op. cit.* p. 183, note 3, repoussent cette explication.

tants de la Gaule où il était né, et Néron, à ceux de l'Achaïe où il avait été vainqueur aux jeux olympiques.

Mais, à partir de Trajan, la concession du droit de citoyen romain fut simplement faite dans le but d'augmenter le produit des impôts. Adrien, Antonin le pieux, Marc-Aurèle accordèrent ce droit à un grand nombre de provinces (1).

Au commencement du III^e siècle, Caracalla accorda la qualité de citoyen romain à tous les sujets de l'Empire : « *in orbe Romano qui sunt, ex constitutione imperatoris Antonini cives romani effecti sunt.* » (Dig. I, V. fr. 17.)

« Mais alors qu'étaient-ils ces droits de Cité ? Qu'étaient devenus les Romains ? On dit que depuis cette constitution tous les sujets furent citoyens, ne pourrait-on pas dire aussi justement qu'à cette époque tous les citoyens étaient sujets (2) ? »

Dion Cassius nous explique que Caracalla avait pris cette importante mesure pour augmenter les intérêts du fisc en étendant aux provinces la taxe des successions, qu'il avait d'ailleurs portée au dixième (3).

De sorte que, à l'époque de Caracalla, il n'y avait plus que les Pérégrins, que les Latins juniens, que les affranchis déditices, tous privés du droit de Cité, qui échappaient à la taxe des successions.

Cette taxe qui, nous le savons, avait été établie au vingtième, ne fut modifiée, quand à sa quotité, que par l'empereur Caracalla qui éleva le taux de cet impôt jusqu'au dixième. Mais cette innovation ne dura pas bien longtemps, et Macrin, successeur de Marc-Aurèle, rétablit le taux primitif de la taxe.

(1) AURELIUS VICTOR : *de Cæsaribus*, c. 16.

(2) ORTOLAN et LABBÉ : « Histoire et généralisation du droit romain ».

(3) Dion Cassius : LXXVII, 9.

Jusqu'à quelle époque cet impôt se maintint-il? Nous allons examiner les diverses hypothèses qui ont été émises sur ce point.

Les auteurs romains nous ont mentionné les réformes qui avaient été faites au sujet de l'impôt des successions par les empereurs Néron, Trajan, Adrien, Marc-Aurèle (1), Caracalla. Plus tard l'historien d'Elagabale, Lampride, nous apprend qu'un muletier, qu'un coureur, un cuisinier et un serrurier furent établis procurateurs *ad vicesimam*. Sous Gordien III, nous avons encore la preuve de l'existence de cet impôt dont Timesitée, beau-père de l'empereur, fut procurateur (2).

Après cet empereur, les textes ne nous montrent plus l'existence de l'impôt sur les héritages, et nous ne trouvons plus d'allusion à cet impôt que dans une Constitution de l'empereur Justinien qui constate sa disparition : « *Quia et vicesima hereditatis a nostra recessit republica* (3). »

La disparition de la taxe du vingtième se place donc entre le règne de Gordien, qui mourut en 244 après J.-Ch. et la Constitution précitée de Justinien, de l'an 531. Il y a là un espace de trois siècles dans lequel de nombreuses hypothèses se sont échelonnées. Les commentateurs ont placé l'époque de la suppression de la taxe des successions, soit sous Antonin le pieux, soit sous Justinien, Gratien, Dioclétien, Constantin.

(1) Nous ne savons pas quelles furent les réformes, que Marc-Aurèle apporta à l'impôt des successions, son historien ne nous donnant pas de détails sur ce point. (*Leges etiam addidit de vicesima hereditatum. Capitol. in Antonin. philos. 11.*)

(2) VILMANN, 1293.

(3) On regarde généralement comme fausse aujourd'hui, une inscription citée par Gruter (286-4), qui mentionne sous le règne de Valence le nom de L. Vocontius Vicasius comme *procurator ad vicesimam*.

Cujas (1), dans son commentaire sur le Digeste, s'appuie sur la Constitution de Justinien précitée, pour attribuer à cet empereur l'abrogation de la *vicesima hereditatium*, mais nous pensons pour notre part que l'opinion de Cujas repose sur un texte trop vague et que, d'ailleurs, si Justinien avait été lui-même l'auteur de la réforme, il n'aurait pas manqué d'énoncer en termes formels l'œuvre qu'il aurait accomplie, et il n'aurait pas employé les termes vagues, que nous savons, alors qu'il nous parle des nombreuses difficultés et des recherches détournées, qu'il était nécessaire de faire pour percevoir l'impôt : « *Edicto divi Hadriani, quod sub occasione vicesimæ partis hereditatis introductum est, cum multis ambagibus et difficultatibus, et indiscretis narrationibus.* »

M. Serrigny (2), moins affirmatif que Cujas, hésite sur le point de savoir si la *vicesima hereditatium* a été abolie par Justinien ou par son prédécesseur Justin. Il invoque le texte cité de Justinien pour dire, d'accord en cela avec tous les commentateurs, que la *vicesima hereditatium* avait disparu à l'époque de Justinien.

Mais, s'appuyant sur une constitution de l'empereur Justin, de l'année 524, qui pose une distinction entre les successions riches et pauvres, M. Serrigny estime que cette distinction est relative à l'exemption de la *vicesima* et que, par conséquent à cette époque, 524, la taxe sur les successions n'avait pas encore disparu. La suppression de cet impôt se placerait donc d'une façon certaine entre les années 524 et 531.

Nous pensons qu'il est difficile d'admettre que la

(1) CUJAS : *ad. leg. 17, de verb. sign. Dig. ad. leg. 3, de edicto div. Hadr. tollendo.*

(2) SERRIGNY : « Droit public et administratif romain », T. II, p. 182-183.

constitution de l'année 524 ait été écrite en vue de la *vicesima hereditatium*.

La distinction qu'elle pose entre les successions inférieures ou supérieures à 100 *aurei* est tout simplement établie en vue des honoraires des magistrats préposés à l'ouverture des testaments, honoraires qui ne sont pas perçus lorsque la valeur de la succession est inférieure à 100 *aurei*, c'est-à-dire est réputée pauvre.

Il faut savoir, d'ailleurs, que la formalité de l'ouverture des testaments par des magistrats compétents, n'avait pas simplement pour but d'assurer une perception fiscale, mais était établie, comme elle l'est dans notre droit moderne, dans l'intérêt des légataires et des héritiers.

De ce fait, qu'à l'époque de Justin les testaments étaient ouverts par les magistrats, on ne saurait donc faire résulter que la taxe sur les successions existait encore, et la défense, formulée par le rescrit de l'empereur Justin, était faite dans le but de soustraire à l'avidité des fonctionnaires les successions réputées pauvres. Citons le texte de Justin : « *Neve in hereditate, cujus summa centum aureorum pretium non excedit, mercedis quicquam aut sumptuum census administrantes aut censualis apparitio super intimandis iisdem elogiis audeant adsequi* (1). »

Une autre opinion attribuée à l'empereur Gratien l'abolition de la taxe du vingtième ; c'est l'hypothèse soutenue par Alciat (1) et combattue par Cujas.

Cette opinion s'appuie sur le passage suivant d'Ausone,

1) C. VI, 23, c. 23.

2) ALCIAT : *Dispunct*, l. III, 6.

dans l'éloge qu'il adresse à l'empereur Gratien : « *Vel illud unum cujusmodi est de condonatis residuis tributorum? Quod tu quam cumulata bonitate fecisti?.. Fecerat et Trajanus olim : sed partibus retentis non habebat tantam oblectationem concessi debiti portio quanta suberat amaritudo servati. Et Antonius indulserat : sed imperii non beneficii successor invidit, qui ex documentis tabulisque populi condonata repetivit.* » (Ausone, *ad Gratian. imperat. discip. grat. act proconsul* n° 406.) Ce texte cependant ne dit absolument rien de l'impôt des successions. Aussi c'est par un raisonnement singulier qu'Alciat en déduit son hypothèse. De ce qu'Ausone loue la bienfaisance de Gratien et le félicite d'avoir surpassé Trajan, Alciat en conclut que Trajan, ayant allégé l'impôt des successions, son successeur qui a fait plus que lui a dû l'abolir tout à fait. Cet argument est à la vérité peu juridique, aussi Cujas, qui repousse l'opinion d'Alciat, l'accuse d'abuser du témoignage des auteurs pour en tirer des arguments en faveur de ses idées. Et, d'ailleurs, le texte d'Ausone serait plutôt contraire, car il est dit que l'Empereur romain fit remise d'impôts arriérés (*de residuis tributorum*) et si véritablement il s'était agi de la suppression d'un impôt, Ausone n'aurait pas employé ces expressions là.

Burmann (1), à la suite de Henri Valois, attribue la disparition de la taxe des successions à l'empereur Antonin le pieux; mais des textes certains établissent l'existence de la *vicesima hereditatium* sous le règne de Marc-Aurèle, de Caracalla, de Macrin, d'Hélagabale et de Gordien III, et Capitolin, à propos de Marc-Aurèle, écrivait en son Chapitre IX : « *Addidisse leges de vicesima*

(1) BURMANN : *De vectigalibus populi Romani* ; C. XI.

hereditatium ». Comme le fait observer Dureau de la Malle, il n'est point probable que le généreux Marc-Aurèle, qui, selon Capitolin (Chap. XXIII), fit remise de tant de contributions, eût rétabli le vingtième, si cet impôt avait été supprimé par son père adoptif (1). Cette opinion de Burmann s'appuyait sur un passage des annales de Zonat (2) qui n'annonce pas du tout la réforme d'Antonin le pieux.

Toutes ces opinions sont actuellement abandonnées d'une façon presque générale et ce que la plupart des auteurs admettent, c'est que la disparition de la taxe sur les successions se place à la fin du troisième siècle ou tout au début du siècle suivant : C'est l'opinion de Hirschfeld, Laboulaye, MM. Vigie, Cagnat, Poinsel, et les divergences n'existent entre ces auteurs que sur le point de savoir à quel empereur on doit exactement attribuer la suppression de l'impôt.

Cependant, à cette époque, de grandes dépenses étaient introduites dans les Cours romaines avec le luxe importé d'Orient, et il semble assez singulier de voir qu'un impôt ait été supprimé par les empereurs, qui avaient le plus besoin d'argent. Mais ce ne fut pas à proprement parler un dégrèvement ; ce fut plutôt une réforme générale du système d'imposition dont le résultat devait être d'augmenter les revenus du trésor. A la vérité, la taxe des successions était d'un recouvrement difficile, qui devait donner lieu à de nombreuses fraudes et à de nombreuses simulations. L'impôt foncier, au contraire, avait une assiette bien mieux déterminée. Il existait dans les provinces, et tous les avan-

(1) DUREAU DE LA MALLE: t. II, p. 473.

(2) ZONAT : « Annales », t. XII.

tages que l'on voyait à la facilité de perception de cette taxe avaient amené les empereurs à l'appliquer en Italie et dans les colonies qui, ayant obtenu le *jus italicum*, avaient échappé jusqu'alors au *tributum soli*. Sur l'ordre de Dioclétien, on fit un recensement général de tout l'Empire romain et l'on commença la réforme du système des impôts. A quelle époque exactement se place la suppression de la *vicesima hereditatium* ? M. Ch. Poissnel (1) a invoqué un texte, qui jusqu'alors n'avait pas été cité, et s'en est servi pour établir que l'abolition de la *vicesima* avait été effectuée par l'empereur Constantin, quelques années après la mort de Dioclétien.

Un panégyrique de Constantin, prononcé en l'année 321 par le Gaulois Nasarius, fait l'éloge des réformes de ce prince et contient entre autres cette phrase : « *Novæ leges regendis moribus et frangendis vitiis constitutæ. Veterum calumniosæ ambages recisæ captendæ, simplicitatis laqueos perdiderunt. Pudor tutus, munita conjugia, securæ facultates ambitione sui gaudent; nec aliquis habendi quam plurimum metus, sed in tanta bonorum affluentia magna verecundia non habendi.* » — « Il a été rendu des lois nouvelles pour redresser les mœurs et réprimer les vices. Les détours de la vieille chicane n'ont plus ces lacets, où la bonne foi venait se prendre. L'honneur est à l'abri, le mariage est protégé, la richesse en sécurité se réjouit d'être recherchée; on ne craint plus de trop acquérir, mais, dans une telle affluence de biens, c'est une honte que de n'en pas avoir. »

(1) POISSNEL : « Recherches sur l'abolition de la *vicesima hereditatium* » (Recueil de l'école de Rome 1883).

Ce passage fut commenté par Godefroy (1) dans son étude sur le Code théodosien ; il montre comment Nasarius résume les principales réformes de l'année 320, faisant allusion d'abord à la constitution qui supprime presque complètement les lois *Julia* et *Pappia Poppæa*, devenues inutiles depuis les mœurs chrétiennes, et ensuite, aux dispositions de la même année visant le rapt et le concubinat (*pudor tutus, munita conjugia*). On peut compléter cette explication de Godefroy par un témoignage de Baronius, qui rapporte à l'année 320 la suppression des formules solennelles autrefois exigées pour les testaments, et notre texte fait certainement allusion à cette innovation dans le passage suivant : « *Veterum calumniosæ ambages recisæ captandæ simplicitatis laqueos perdiderunt.* »

Après cet exposé, M. Poissnel, dont nous nous contenterons de résumer l'œuvre, conclut que la *vice-sima hereditatium* fit partie de cette réforme que Constantin accomplit en l'année 320, et il ajoute que la dernière phrase du passage précité, qui n'a été commentée ni par Godefroy, ni par Baronius, ferait allusion à cette réforme fiscale : « On ne craint plus de trop acquérir », dit le panégyriste. D'où venait donc ce danger de la richesse, sinon de l'impôt qui venait frapper les acquisitions ? Pline, lui aussi, avait parlé du *periculum legis vicesimæ* en exposant la réforme de Trajan, qui avait élevé le taux à partir duquel les successions étaient réputées riches et commençaient à être soumises à l'impôt : « *Cuicumque modica pecunia ex hereditate alicujus obvenierit, securus habeat quietusque possideat. Ea lex vicesimæ dicta est, ut ad periculum ejus*

(1) Codex. th. « Chronologia legum », an 320.

perveniri, nisi opibus, non possit. » (Pan. 40.) Les termes sont les mêmes, la *vicesima* n'est pas nommée dans Nasarius, il n'y est fait qu'une allusion discrète, mais elle se reconnaît aux paroles mêmes de Pline, dont le rhéteur gaulois avait fait l'emprunt.

Chacun, désormais, pourra acquérir sans inquiétude. « *Securus habeat, quietusque possideat.... securæ facultates ambitione sui gaudent.* » Il valait mieux, pour le pauvre, ne pas atteindre la limite que de la dépasser d'une faible quantité. Une sorte de barrière arrêta ainsi le progrès des classes inférieures à la classe moyenne. Désormais plus d'excuse pour cette paresse d'acquérir, qui est le fléau des époques de décadence et qui deviendra le mal endémique de l'Orient : « *Nec aliquis habendi quam plurimum metus, sed in tanta bonorum affluentia magna verecundia non habendi.* »

M. Poisnel continue sa démonstration en nous faisant admettre que, pour bien comprendre le système financier de l'empereur Constantin, il faut tenir compte de l'abolition de la *vicesima hereditatium*, et, en effet, cette suppression de l'impôt du vingtième explique l'établissement par Constantin de deux impôts nouveaux : le *follis* ou bourse d'or, et la *prætura* ou don de préture frappant simplement les classes élevées, qui antérieurement étaient seules à payer la taxe du vingtième.

Le *follis* ou *gleba*, entre autres, frappait les personnes de l'ordre sénatorial sur leurs immeubles, et s'ajoutait à l'impôt foncier avec un élément progressif. Quant à la *prætura*, elle était inhérente aux plus hautes magistratures : après avoir originairement consisté dans la simple obligation de donner des jeux publics, elle avait dégénéré souvent au Bas-Empire en

une contribution pécuniaire. On comprend que ces deux taxes nouvelles rendaient désormais inutile la perception du vingtième des successions, et les personnes de l'ordre sénatorial, qui autrefois avaient été exemptes du *tributum soli*, contribuaient suffisamment au trésor public, lorsque en outre, du *tributum* ordinaire, elles étaient imposées de la *gleba*.

M. Poissnel appuie enfin par une dernière considération la thèse que nous avons exposée. Il nous démontre les grandes analogies qui ont toujours existé entre la loi *Julia de vicesima hereditatis* et la loi *Pappia Poppæa*. Ces deux lois après avoir quasiment poursuivi un même but, après avoir été édictées à la courte distance de trois années, eurent toujours le même sort. Elles furent en même temps modérées par les Antonin, aggravées par Caracalla, et elles ont dû être abrogées en même temps par Constantin.

Telle est l'opinion sagement développée par M. Poissnel. On a eu beau lui objecter l'obscurité du texte de Nasarius et le vague des termes qu'il emploie, nous croyons que le savant auteur a suffisamment complété par des documents concordants les paroles un peu concises, il est vrai, du panégyriste gaulois. Et, en vérité, on ne peut guère exiger dans l'éloge d'un prince les mêmes qualités que l'on est en droit de demander à l'histoire proprement dite : le panégyriste ne fait ordinairement que des allusions discrètes et l'explication que M. Poissnel donne de ces allusions doit être d'autant plus facilement admises qu'elle n'est contredite par aucun texte de l'époque, et qu'elle concorde parfaitement avec le système financier de l'empereur Constantin.

CHAPITRE VI

DES BIENS QUI ÉTAIENT SOUMIS A LA VICESIMA HEREDITATIUM ET COMMENT SE CALCULAIT CETTE TAXE

La loi *de vicesima* frappait les successions mobilières et immobilières recueillies par des citoyens romains. Mais cette taxe frappait-elle indifféremment les biens italiques ou provinciaux recueillis dans la succession ? Cette question a divisé les auteurs modernes et surtout les critiques allemands, qui ont voulu pénétrer dans ses moindres détails la législation d'Auguste.

Les uns ont soutenu que les fonds provinciaux échappaient à cet impôt, que leurs adversaires voulaient faire porter sur l'actif tout entier de la succession, quelle que soit la situation des biens, italique ou provinciale. La cause de cette division provient de ce que l'on ne s'accorde pas sur l'origine et les causes de l'établissement de la *vicesima hereditatium*.

Certains auteurs s'appuient sur le texte de Dion Cassius, qui rappelle toutes les manœuvres que dut employer l'empereur romain pour obtenir du Sénat le vote de cette taxe nouvelle, et qui dit notamment que,

pour vaincre la résistance du peuple et pour l'effrayer, l'Empereur envoya des agents de tous les côtés pour faire le recensement des biens fonciers, et que, sur cette menace de rétablir le *tributum soli*, le peuple aima mieux céder et accepter l'impôt sur les successions. Ces premiers auteurs concluent de là que le dessein d'Auguste, en créant cette taxe, était de soumettre indirectement à l'impôt les propriétés italiennes libres de toutes charges et d'assimiler ainsi les Italiens et les Provinciaux (1).

D'autres auteurs, entre autres Bachoffen, font remarquer la différence qui sépare le *tributum*, impôt annuel et perçu d'après l'importance des revenus et la *vicesima* d'autre part, qui est un impôt accidentel emportant une portion du capital. Ils en concluent que ces impôts ne pouvaient se remplacer mutuellement, mais pouvaient tout au contraire fonctionner simultanément. Ils réfutent d'autre part l'argument tiré du texte de Dion Cassius en disant que, dans l'intention d'Auguste, il n'était pas de remplacer par une taxe sur les héritages l'impôt foncier qui n'existait pas en Italie, mais simplement d'user envers le Sénat et le peuple d'un simple moyen d'intimidation, qui d'ailleurs réussit parfaitement. Ce second parti fait en outre remarquer que si les fonds de terre provinciaux échus aux citoyens romains n'avaient pas été frappés de la taxe, le produit de l'impôt aurait été singulièrement diminué (2).

La conclusion de toute cette argumentation est très

(1) HUSCHKE : « Ueber den census und die Steuerverfassung », n° 157; NAQUET : « Impôts indirects, etc. », p. 89.

(2) CAGNAT : *Op. cit.*, p. 183, note 3.

bien présentée par M. Vigié (1). Il estime qu'en présence du silence des sources, il est impossible de donner une solution certaine. La première opinion pourrait sembler plus logique que les autres, et on pourrait le croire plus en conformité avec les circonstances qui ont fait introduire la taxe sur les successions, mais il ne faut pas oublier que nous sommes ici sur un terrain fiscal, qu'en matière d'impôt, les lois sont toujours établies en vue de réaliser le plus grand produit possible. Aussi nous pouvons considérer comme probable, que la loi *vicesimaria* fût interprétée dans le sens le plus favorable au fisc et que, dans les successions attribuées aux citoyens romains, elle atteignit les biens situés en province ou en Italie. De plus, une induction semble donner beaucoup de vraisemblance à la première thèse ; elle est tirée du passage de Dion Cassius que nous avons rappelé ci-dessus : Caracalla, nous dit cet auteur, en conférant le droit de cité à tous les habitants du monde romain, les a astreints, par là même, à payer l'impôt des successions. Or, si, en fait, les fonds provinciaux n'avaient pas été soumis à la *vicesima*, en quoi le produit de cette taxe aurait-il été accru par la concession du droit de cité aux personnes appelées à recueillir ces fonds.

L'opinion de Bachoffen se trouve en outre confirmée par plusieurs inscriptions, qui mentionnent l'existence dans les provinces de *procuratores vicesimæ hereditarium*. (Voir C. I. L. III 726 ; C. I. L. II. 3. 235 etc.) Ces inscriptions se trouvent reproduites dans les ouvrages de MM. Cagnat et Vigié, et on peut se demander alors ce qu'auraient bien pu faire dans les provinces, avant

(1) VIGIÉ : « Étude sur les impôts indirects à Rome », p. 30.

Caracalla, des collecteurs d'un impôt qui n'aurait pas existé.

Calcul de l'impôt. — En France, la loi de frimaire a déterminé suivant quelles règles on devait établir le droit proportionnel des mutations par décès. Pour la valeur des meubles, l'administration de l'enregistrement s'en rapporte à la déclaration des parties et le droit proportionnel est établi suivant le chiffre de cette déclaration. Quant aux droits afférents aux immeubles, ils se calculent sur les bases d'une évaluation de la propriété, évaluation qui ne correspond presque jamais à la valeur réelle et qui s'obtient en portant à vingt fois le revenu annuel des propriétés urbaines, et à vingt-cinq fois le revenu annuel des propriétés rurales. L'importance annuelle de ce revenu est indiquée à l'administration de l'enregistrement soit par la déclaration des parties, soit par les baux courants, soit par l'estimation qu'en font faire les agents du fisc.

Nous ne savons pas exactement comment les agents du fisc arrivaient, à Rome, au calcul de la quotité de l'impôt.

Dans une autre matière, un passage de Pétrone, rapporté par Burmann et discuté par lui, semble nous indiquer que pour la *vicesima libertatis*, les publicains devaient faire l'estimation : « *Scissa sacrum novendiale servo suo Misello faciebat, quem mortuum manumiserat ; et puto cum vicensimariis magnam mantissam habet. Quinquaginta enim millibus æstimant mortuum.* » (Pétrone, *Satyricon* 65.)

Il en était de même, en matière de douanes, où les agents du fisc faisaient eux-mêmes l'estimation des objets, qui leur étaient déclarés par les marchands.

Aussi peut-on admettre qu'il en était ainsi dans le cas de la *vicesima hereditatium*; les publicains estimaient eux-mêmes la valeur de la succession. D'ailleurs un passage de Pline nous fait supposer qu'avant Trajan, les publicains vérifiaient l'importance des frais funéraires : « *Et si ita gratus heres volet, tota sepulcro tota funeri serviat : nemo observator, nemo castigator adsistet.* »

Sans aucun doute les publicains devaient avoir une certaine latitude dans cette estimation, et leur cupidité fut la cause de leur impopularité. Cicéron, dans ses *Verrines* (1), nous met au courant de certains agissements des publicains, devant lesquels les habitants étaient obligés de céder, car les sociétés qui prenaient à ferme les impôts étaient devenues toutes puissantes, et par le caractère de leurs membres qui appartenaient à l'ordre équestre, et par leurs grandes richesses.

Cependant quand des excès, rapines ou autres actes illégaux avaient été commis contre les contribuables, le publicain tombait sous le coup d'un édit que nous analyserons plus loin.

Quoi qu'il en soit, on éliminait d'abord de la taxe toutes les successions dévolues à des proches parents ou celles comprises dans la catégorie des successions pauvres, et ensuite on opérait, dans les successions soumises à la taxe, la déduction des frais funéraires (2).

Cette déduction des frais funéraires avait été inscrite

(1) CICÉRON, III, « verr. », III, 15.

(2) A Rome, où l'on poussait très loin le culte des morts, les frais funéraires étaient très élevés, si bien que plusieurs fois le législateur avait dû les restreindre. Des dispositions étaient contenues à cet effet dans la loi des XII Tables et des lois somptuaires, au VI^e siècle de Rome, avaient proscrit le luxe dans les fêtes, les funérailles, etc. De semblables dispositions existaient en Grèce. (Voir « Recueil des inscriptions juridiques grecques de Dareste », Reinach, I, p. 10 à 21), et il est fort à supposer que la loi des XII Tables s'était inspirée sur ce point de la législation de Solon.

dans la loi elle-même, et il semble que l'on s'était servi à cette occasion de l'expression : *Sumptibus funeris*, que Macer explique (D. XI. 7. fr. 37.) — Ces frais funéraires comprenaient l'argent donné pour faire embaumer le corps, le prix du terrain où le défunt était déposé, les *vectigalia* payés à cette occasion et, en général, tout ce qui avait été dépensé pour le mort avant qu'il ait reçu la sépulture. « *Funeris sumptus accipitur, quidquid corporis causa veluti unguentorum erogatum est, et pretium loci in quo defunctus humatus est, et si qua vectigalia sunt, vel sarcophagi et vectura : et quidquid corporis causa antequam sepeliatur consumptum est, funeris impensam esse existimo.* »

Quant aux monuments funéraires, que l'on avait coutume d'élever pour honorer la mémoire du défunt ou pour répondre à ses dernières volontés, ils n'entraient pas en ligne de compte dans la détermination des frais funéraires. Toutefois, depuis un rescrit d'Adrien, on considéra comme frais funéraires les dépenses, qui avaient été faites pour préserver le corps de toute profanation. « *Monumentum autem sepulchri id esse divus Adrianus rescripsit quod monumenti, id est causa muniendi ejus loci factum sit, in quo corpus impositum sit ; itaque, si amplum quid ædificari testator jusserit, veluti incircum porticationes, eos sumptus funeris causa non esse.* » (Dig. XI, VII, 37, § 1.)

Cette détermination des frais funéraires était souvent assez difficile à faire, aussi les publicains auxquels l'impôt était affermé exerçaient une surveillance sur les funérailles, prenaient connaissance des dépenses et appréciaient si elles n'avaient pas été excessives. Pline (1) nous apprend que Trajan interdit cette immix-

(1) PLINIE : « Pan. », 40.

tion du fisc dans les dépenses mortuaires; de sorte qu'il semble, qu'à partir de cet empereur, les héritiers avaient toute liberté d'employer la somme qu'ils jugeaient à propos dans les frais funéraires ou dans l'érection des monuments : « *Et si ita gratus heres volet, tota sepulchro, tota funerali serviat; nemo observator, nemo castigator adsistet.* » (Pan. Traj. Chap. XL.) Toutefois, il nous semble que cette faveur ne fut pas de longue durée, et que la surveillance des publicains reprit lorsque l'empereur Adrien eut limité, par le rescrit auquel fait allusion Macer, les dépenses qui pouvaient entrer dans le compte des frais funéraires du chef de la construction des monuments.

Il est certain que les difficultés, qui pouvaient s'élever au sujet de la détermination des frais funéraires, devaient se résoudre suivant les règles de l'action *funeraria* posées par *Ulpien*. (Dig. XI, VII; fr. 14, § 6,) ; ces dépenses devaient être en rapport avec la fortune du défunt et sa situation dans la société (1) : « *Hæc actio quæ funeraria dicitur ex bono et æquo oritur..... Æquum autem accipitur ex dignitate ejus qui funeralis est, ex causa, ex tempore et bona fide, ut neque plus imputetur sumptus nomine quam factum est neque tantum quantum factum est, si immodice factum est : deberet enim haberi ratio facultatum ejus, in quem factum est, et ipsius rei, quæ ultra modum sine causa consumitur. Quid ergo si ex voluntate testatoris impensum est? Sciendum est nec voluntatem sequendam, si res egrediatur justam sumptus rationem, pro modo autem facultatum sumptum fieri.* (2). »

Pour déterminer l'importance de la succession et

(1) De même dans notre Code civil, art. 2101.

(2) Dig. XI, VII, f. 14. § 6.

pour établir le quantum du droit, fallait-il considérer l'actif brut sans se préoccuper du passif dont la succession pouvait être grevée, ou bien, au contraire, devait-on d'abord opérer la distraction des dettes, pour ne percevoir le droit que sur l'actif net (1)?

Aucun texte ne nous permet de décider de cette question d'une façon certaine. Toutefois, la plupart des auteurs ont longtemps admis que les Romains n'avaient pas connu le principe de la non-distraction des dettes, qui est un perfectionnement établi par nos législations modernes aux dépens de l'équité, et qui n'a que le seul mérite de faciliter la perception de l'impôt. Et en faveur de cette théorie, on invoque d'abord un argument d'équité, et l'on dit que l'héritier ne peut être retenu de payer qu'une quote-part de ce qu'il reçoit effectivement : *bona non intelliguntur, nisi ære alieno deducto* (2).

Mais on considère que cet argument d'équité a peu de valeur pour apprécier une matière fiscale, et ainsi que le fait remarquer M. Albert Wahl (3), l'axiome que l'on invoque peut être intéressant en

(1) Dans notre droit fiscal actuel, la loi de finances, contrairement à toute équité, a consacré le principe de la non-distraction des dettes. Ce principe avait cependant passé bien difficilement, mais on objectait qu'il serait impossible d'avoir foi aux déclarations de l'héritier et qu'alors, si le fisc intervenait à la liquidation des successions, cela donnerait lieu à des procédures longues et coûteuses, qui n'aboutiraient pas toujours à découvrir toutes les fraudes. On donnait ensuite comme excuse la faiblesse du tarif relatif aux mutations d'objets mobiliers; mais le motif vrai que l'on n'avait osé avouer était la situation des finances. Ces raisons, si faibles qu'elles soient, ont néanmoins semblé péremptoires à tous les Parlements qui se sont succédés depuis la Révolution et toutes les propositions faites en vue de supprimer cette iniquité de la non-distraction des charges ont été repoussées.

(2) BURMANN : *op. cit.*, ch. XI. p. 162.

DUREAU DE LA MALLE : *op. cit.*, II, p. 472.

NAQUET : p. 101.

VIGIÉ : p. 31.

(3) WAHL : « Thèse de doctorat ».

matière de droit privé, mais n'a aucune autorité en d'autres matières.

On argumente en outre (1) de ce que dans l'application de la *quarte* falcidienne on n'estimait la succession que déduction faite des dettes, des frais funéraires et des esclaves affranchis ; et il y avait certainement une grande analogie entre la détermination de l'importance d'une succession pour la *falcidie*, et la détermination faite pour la *vicesima*, si bien que Justinien avait inséré dans le Digeste, sous le titre *Ad legem falcidiam*, un fragment de l'ouvrage de Macer, qui avait traité de l'évaluation des biens pour la *vicesima hereditatium*.

Cependant, certains auteurs se sont refusés à admettre la force de ce dernier argument. Et notamment M. Wahl, dans l'ouvrage auquel nous avons renvoyé plusieurs fois, fait observer qu'en présence des nombreuses difficultés qu'eût entraînées la distraction des dettes, il est préférable d'admettre que les Romains percevaient la taxe du vingtième sur l'actif brut de la succession, comme il est fait aujourd'hui dans notre législation française.

Pour notre part, nous nous refusons à admettre que cette conception moderne de l'impôt, à laquelle M. Wahl donne ses préférences, ait été admise par les Romains ; et, en l'absence de textes bien précis pouvant nous déterminer en faveur de l'une ou de l'autre des deux hypothèses, pourquoi ne pas admettre, avec la majorité des auteurs, l'opinion la plus rationnelle et la plus équitable ?

Comment se répartissait entre les divers héritiers et légataires, la quotité d'impôt à verser au trésor ?

(1) M. SERRIGNY : *Op. cit.*, t. II, p. 178.

La réponse [est bien simple. Chaque successeur devait contribuer à la *vicesima hereditatium* proportionnellement à la part qu'il recueillait, à moins que cette part ne fût un legs expressément dispensé d'impôt par le testateur. Cependant, la chose ne pouvait pas être toujours très simple, et il y avait certaines hypothèses où l'estimation des legs présentait quelques difficultés.

Par exemple, lorsqu'un legs d'aliments était fait à un légataire pour toute sa vie, il était nécessaire de se livrer à un calcul de probabilités dont les textes avaient d'ailleurs déterminé les bases. Nous trouvons au Digeste (XXXV, II, 68,) un extrait du commentaire que Macer avait écrit sur la *vicesima* et qui a été appliqué par Tribonien à la *quarte falcidie*. Ce texte reproduit le calcul suivant, fait par Ulpien.

Si le légataire a :

De 1 à 20 ans, on suppose qu'il vivra encore	30 ans
20 à 25 ans.....	28 ans
25 à 30 ans.....	25 ans
30 à 35 ans.....	22 ans
35 à 40 ans.....	20 ans
40 à 50 ans.....	de 19 à 9 ans
50 à 55 ans.....	9 ans
55 à 60 ans.....	5 ans

Nous voyons à l'examen de ce tableau que, pour la période de 40 à 50 ans, on n'avait pas fixé la durée probable de la vie, et cette durée probable s'obtenait en prenant le nombre 60 et en déduisant l'âge du légataire plus 1 (*tot annorum computatio fit, quod aetati ejus ad annum sexagesimum deerit, remisso uno anno*). Ce tableau

nous indique bien le nombre d'années, qui sert à déterminer la durée de la jouissance du légataire, mais il ne nous donne aucun moyen de fixer la valeur du legs, car il nous semble assez difficile d'admettre que les Romains aient considéré qu'un legs d'usufruit ou de pension viagère se soit obtenu en multipliant par 30 la valeur de la jouissance, alors que des textes précis, au Digeste, déterminent la valeur d'un legs de rente perpétuelle en multipliant par 25 le revenu sur le pied de 4 pour 100 l'an. (Dig. *ad. leg. falc.* L. III § 2.) M. Serrigny (1) suppose, en présence de cette anomalie inadmissible, que le débiteur de la *vicesima* avait le droit de retenir l'escompte ou l'*interusurium* sur le capital des transmissions viagères ou usufruituaires. D'autres opinions ont été proposées; parmi les plus intéressantes est celle de M. Albert Wahl (2), qui commence par évaluer la valeur annuelle de l'usufruit qui n'est qu'une fraction du revenu des biens légués, et c'est cette fraction, valeur fictive, que l'on devait multiplier par la durée probable de l'usufruit.

En tout cas, quelle que soit la valeur de toutes les explications proposées, aucune d'entre elles ne repose sur des textes bien probants et ne peut par conséquent lever toutes les difficultés de cette loi très obscure.

Comment établissait-on la quotité de l'impôt au cas d'un legs de créance? La difficulté vient de ce qu'une créance s'apprécie eu égard à la solvabilité du débiteur et aucun texte ne nous permet de supposer quelle solution la loi ou le jurisconsulte avaient pu donner à cette question. Peut-être il y avait lieu dans ce cas à

(1) SERRIGNY : *op. cit.*, t. II, p. 179.

(2) WAHL : « Thèse », p. 65.

des arrangements ou transactions entre la famille et le représentant du fisc (1).

(1) En France, la loi fiscale indique comment on devra calculer le droit de succession que devra acquitter la transmission à titre gratuit d'un usufruit et d'une rente viagère :

ART. 14, n° 11. Loi du 22 frimaire, an XII : « L'usufruit des biens meubles transmis à titre gratuit s'évalue à la moitié de la valeur entière de l'objet. »

ART. 15, n. 8. « La valeur des immeubles est déterminée pour la transmission d'usufruit seulement, soit entre vifs, soit par décès, par l'évaluation qui sera portée à dix fois le produit des biens ou le prix des baux courants ».

CHAPITRE VII

PERCEPTION DE LA VICESIMA HEREDITATUM

A la fin de la République et au commencement de l'Empire le seul mode de recouvrement des impôts, qui fut employé, était le système de la ferme.

Par les soins des consuls et plus tard des censeurs, un cahier des charges était dressé, qui réglait les conditions de l'adjudication, l'étendue du domaine de perception, et la ferme était donnée au plus fort enchérisseur.

L'adjudication avait lieu pour cinq ans et, à l'expiration du lustre, le fermier pouvait se retirer ; mais il arrivait qu'il était forcé de continuer ses opérations, dans un cas qui nous est mentionné par le jurisconsulte Paul : « *qui maximos fructus ex redemptione vectigalium consequuntur si postea tanto locari non possunt ipsi ea prioribus pensionibus suscipere compelluntur.* (L. 11, § 5. D. XXXIX. 4.) Cette reconduction forcée exista jusqu'à l'empereur Adrien. (L. 3. D. XLIX. 14.)

La durée de la ferme fut même réduite à trois ans, et un édit de Constantin décida que cette durée ne

pourrait pas être amoindrie : « *Ut non minus quam trienni p̄ne locatio concludatur.* »

Mais nous verrons que ces réformes des empereurs romains au régime des fermes d'impôts ne sauraient nous intéresser en ce qui concerne la *vicesima hereditatium*, qui fut de bonne heure recueillie par les procureurs impériaux.

En fait, une personne ne prenait pas seule la charge d'une ferme d'impôt. Les responsabilités et les engagements lui auraient été trop lourds, et les adjudications étaient toujours faites à des sociétés, *societas vectigalium*, qui étaient régies par des règles toutes spéciales.

D'abord elles constituaient des personnes morales et n'avaient pas besoin pour cela de l'autorisation du peuple, qui se manifestait par une loi ou un sénatus consulte sous la République, et sous l'empire par une constitution impériale. (Gaius, 3, *ad. edict. provinciale* — Digeste, l. 3 pr. *Quod cujuscumque universitatis.*)

Cette situation de personne morale donnait à la société de publicains les avantages que nous savons.

D'autre part, alors que les sociétés ordinaires se dissolvaient par le décès d'un de leurs membres, les sociétés de publicains subsistaient néanmoins, et cela tenait sans doute à ce qu'elles étaient plutôt des sociétés de capitaux que des sociétés de personnes. Cette décision du reste supposait que le défunt n'était pas indispensable à l'administration. Sinon le droit commun reprenait son empire. (L. 59, pr. Dig., XVII, 2.) De plus l'héritier du publicain décédé entraînait dans la société, mais sans rôle actif. Il participait bien aux profits et aux pertes, mais ne participait pas à l'administration, à moins qu'une clause formelle ne l'eût autorisé à y prendre part. (L. 62, § 8, Digeste.)

Les sociétés de publicains, auxquelles la *vecesima hereditatium* était affermée, semblent avoir eu de bonne heure auprès d'elles des procurateurs impériaux chargés soit de les surveiller, soit de trancher les difficultés, qui pouvaient naître à propos de l'établissement du montant de l'impôt. Le premier procurateur de la *vice-sima hereditatium*, dont les inscriptions fassent mention est un affranchi de Claude, *T. Claudius Saturninus* :

« *Diis manibus Ti. Claudii Augusti liberti Saturnini procuratoris XX hereditatium provinciae Achaiae saturnina conjunx fecit* (1). »

Cette institution de procurateurs impériaux spéciaux à cet impôt peut s'expliquer par cette considération que les procurateurs impériaux avaient vu leurs attributions accrues par suite de l'usurpation de tout le pouvoir par l'empereur. Les empereurs avaient peu à peu écarté le Sénat. Le fisc, qui originairement s'alimentait dans les seules provinces impériales, avait bientôt usurpé une grandes parties des recettes sénatoriales et peu à peu se développait cette idée que le sol provincial appartenait à l'empereur : « *Tributaria sunt (prædia) quæ in his provinciis sunt quæ propriæ cæsaris esse creduntur.* » (G. II., 21.)

Tacite nous apprend que les procurateurs impériaux avaient obtenu, sous le règne de Claude, une partie du pouvoir judiciaire, surtout en matière fiscale (2).

« *Sæpius audiva vox principis, parem vim habendam a procuratoribus suis judicatarum ac si ipse statuisset* *Nam divus Augustus apud equestres qui Ægypto præsiderant*

(1) Cette inscription est donnée par M. Cagnat, *op. cit.*, p. 193.

(2) Ch. LÉCRIVAIN : « Mélanges d'archéologie et d'histoire » publiés par l'Ecole française de Rome, 1886, p. 93.

lege agi decretaque eorum perinde haberi jusserrat ac si magistratus romani constituissent, mox alias per provincias et in urbe pleraque concessa sunt quæ olim a prætoribus noscebantur. » (Tacite XII. 60.)

Or il est fort à présumer qu'en raison des nombreuses difficultés qui devaient s'élever dans la perception de la *vicesima hereditatium*, l'empereur Claude avait établi des procurateurs spéciaux, qui surveillaient les publicains et qui tranchaient les litiges.

A partir de l'époque de Claude, de nombreuses inscriptions nous révèlent l'existence de ces procurateurs spéciaux à la *vicesima hereditatium*.

Plus tard ces procurateurs impériaux n'eurent pas seulement une mission de surveillance. Ils furent eux-mêmes chargés de recueillir l'impôt, quand le système de la perception directe se fut substitué à celui de la ferme.

Cette substitution semble s'être opérée à l'époque d'Adrien. C'est du moins l'opinion de Hirschfeld que Mommsen adopte. D'ailleurs nous avons la preuve que, sous le règne de Trajan, le système des publicains était encore en vigueur, car Pline, dans son panégyrique, nous parle de leur insolence : « *Ratus improbe et insolenter ac pæne impie his nominibus inseri publicanum.* » (Pline — *Panegy.*, 37) et le testament de Dasumius en fait mention.

M. Wahl n'admet pas que la *vicesima hereditatium* ait été jamais perçue par des publicains et il récuse tous les textes qui emploient l'expression *publicanus*. Pline, n'est, selon lui, qu'un auteur littéraire qui a pu se méprendre sur la signification exacte du mot publicain. M. Wahl semble oublier que Pline le jeune fut questeur, prêteur et consul, et que ces fonctions, qu'il avait

remplies, lui avaient permis de savoir ce qu'était au juste un publicain. De même Dasumius aurait ignoré le vrai sens du mot publicain.

Il existe des inscriptions antérieures à l'époque d'Adrien, qui mentionnent les noms des directeurs des sociétés de publicains, *magistri*, *pro magistri vicesimæ hereditatium*.

Mais, postérieurement au règne de Trajan, on ne trouve ni inscription ni texte nous permettant de supposer qu'il y avait encore des publicains, et par contre les inscriptions relatives aux *procuratores XX hereditatium* deviennent de plus en plus nombreuses.

Quelle était alors l'organisation des agents chargés de recueillir le vingtième des héritages ?

Il y avait à Rome un bureau central : la *statio vicesimæ hereditatium*. Ce bureau, qui comprenait un nombreux personnel, centralisait et vérifiait les actes de toutes les administrations locales à Rome, en Italie et dans les provinces.

À la tête de ce service se trouvait un fonctionnaire supérieur, nommé *magister* au III^e siècle. Sous Gordien III, Timesitheus, son beau-père, était à la fois *magister* et procurateur du bureau de Rome. Une inscription fait mention d'un personnage qui n'était que *procurator Romæ*.

Dans un grand nombre d'inscriptions on trouve la fonction désignée par les seuls mots : *procurator XX hereditatium*.

Quelle fonction ces mots désignent-ils ? M. Marquardt donne l'explication la plus simple. La fonction serait expliquée par la ville ou la province où l'inscription a été découverte. Ainsi les mots *procurator XX hereditatium* sur une inscription découverte à Rome

indiquent que le personnage était procureur de cet impôt à Rome. Si l'inscription est découverte à Lyon, c'est que le personnage qu'elle concerne était procureur du vingtième de la province de Lyon, de Belgique et de Germanie. On objecte à cette explication que, dans toutes ces inscriptions, il est fait mention d'une autre fonction, qui explique la présence de l'inscription dans le lieu où elle se trouve.

M. Hirschfeld croit ce titre équivalent à celui de magister.

M. Cagnat pense que ces mots indiquent le procureur qui était à la fois à la tête du bureau central et, en même temps, du bureau de Rome. Il pense que ces fonctions étaient généralement réunies.

Voici les raisons qu'il donne : Le *procurator XX hereditatium*, personnage que les inscriptions nous montrent, comme très important, a une fonction supérieure à celle de *procurator patrimonii*. Donc le *procurator XX hereditatium* ne peut être ni le procureur du bureau particulier de Rome, ni un procureur provincial, fonctions inférieures à celle de *procurator patrimonii*. Il n'est pas le magister, puisqu'alors l'expression *procurator* n'a plus de sens dans l'inscription de Timesitheus.

Le *procurator XX hereditatium* était généralement un chevalier. Une seule inscription montre cette charge occupée par un affranchi.

Au-dessous du directeur général du bureau central, se trouvait immédiatement un *pro magistro*. Ce poste était généralement occupé par un chevalier. Des affranchis occupaient les autres postes. Il y avait aussi, au bureau central, des *tabellarii* chargés de faire le service des dépêches entre les fonctionnaires de l'impôt

dans les provinces et le bureau central. Un *præpositus tabellariorum* était à leur tête.

Rome formait à elle seule une circonscription pour la perception de la *vicesima hereditatium*. A la tête du bureau particulier de perception pour Rome, mais en sous-ordre, se trouvait un affranchi, *princeps tabularius*, qui avait sous sa direction tous les autres employés : les *tabularii*. Ceux-ci étaient aidés par des *adjutores tabulariorum*.

Les inscriptions montrent que l'Italie était divisée en circonscriptions pour la perception de la *vicesima hereditatium*, et que l'on se servit, pour la diviser ainsi, des onze régions d'Auguste.

De même les provinces étaient divisées en circonscriptions, et les inscriptions indiquent les suivantes :

Hispania citerior.

Hispania Bætica et Lusitania.

Gallia Narbonensis et Aquitanica.

Gallia Lugdunensis, Belgica et utraque Germania.

Pannonia utraque.

Achaia.

Asia ou *Pamphylia, Lycia, Phrygia, Galatia, Insulæ Cyclades.*

Pontus, Bithynia, Pontus mediterraneus et Paphlagonia.

Syria.

Comme le produit de l'impôt tombait dans une caisse commune, les circonscriptions étaient uniquement basées sur des considérations géographiques,

Le procureur avait son siège dans la capitale de la

province ou dans la capitale d'une des provinces lorsque sa circonscription en comprenait plusieurs.

Il y avait des bureaux secondaires. C'est ainsi que l'on trouve des *subprocuratores* à Emerita, sur la frontière de la Lusitanie et de la Bétique, à Placentia, entre la huitième et la onzième région. Les *procuratores*, en Italie et dans les provinces, étaient généralement des chevaliers.

Les appointements devaient varier avec l'importance des circonscriptions ; mais il est impossible d'établir quelle était la hiérarchie.

Les *procuratores* et *subprocuratores* avaient sous leurs ordres des *commentarienses* ou *a comentariis*, des *tabularii*, des *villici* et des *arcarii*.

CHAPITRE VIII

MESURES PRISES POUR ASSURER LE PROMPT RECOUVREMENT DE L'IMPOT

Dans notre législation fiscale française, les héritiers et légataires ont un délai de six mois pour acquitter le paiement des droits de succession au bureau de l'enregistrement de la situation des biens.

Il ne nous semble pas qu'en droit romain, un délai quelconque ait été concédé aux contribuables, et les textes, tout au contraire, nous montrent que la loi avait réglé avec le plus grand soin les formalités d'ouverture du testament et d'envoi en possession afin que le trésor pût obtenir plus rapidement le vingtième auquel il avait droit.

Le testament devait être ouvert aussitôt après la mort du testateur (1). « *Testamentum lex statim post mortem testatoris aperiri voluit ; et ideo quamvis sit rescriptis variatum , tamen a præsentibus intra triduum vel quinque dies aperiendæ sunt tabulæ : ab absentibus quoque*

(1) L'ouverture et la lecture du testament avaient lieu en présence des témoins, qui déclaraient reconnaître leurs cachets. Le testament était ensuite revêtu du sceau de l'autorité publique et déposé aux archives (6, § 1, D. XXIX, 3.)

intra eosdem dies, quum supervenerunt; nec enim oportet tam heredibus aut legatariis aut libertatibus quam necessario vectigali moram fieri. » (Paul. Sent. 4, 3.)

Ainsi que le dit le jurisconsulte Paul, le délai qui pouvait s'écouler entre le décès du *de cujus* et l'ouverture des tablettes avait varié avec les législations, mais à l'époque où il vivait, le testament était ouvert entre le troisième et le quatrième jour qui suivait le décès, et cette promptitude était aussi bien dans l'intérêt du trésor que dans l'intérêt des héritiers ou des légataires.

Mais il pouvait arriver, et en fait il arrivait assez souvent, que le testament était contesté par les intéressés. A l'époque d'Auguste et de ses premiers successeurs, le trésor devait naturellement attendre l'issue du procès; mais Adrien, qui avait l'esprit éminemment fiscal et qui déjà avait supprimé les exemptions de taxe que Trajan avait accordées aux *novi cives*, voulut épargner au trésor tous les embarras d'une attente trop longue et, quelles que fussent les difficultés auxquelles pouvaient donner lieu un testament, pourvu qu'il fut valable en la forme, il ordonna que les héritiers figurant au testament fussent, immédiatement après l'ouverture de la succession, envoyés en possession des biens que le testateur possédait à sa mort, afin que le trésor obtînt immédiatement le paiement de la taxe du vingtième (1). « *Edicto divi Hadriani, quod sub occasione vicesimæ hereditatium introductum est, cum multis ambagibus et difficultatibus et indiscretis narrationibus penitus quiescente, quia et vicesima hereditatis a nostra recessit republica,*

(1) Dans la pratique, l'administration de l'enregistrement, en France, n'admet pas de prorogation du délai accordé pour le paiement des droits. Le délai court du décès, même si une action en nullité est intentée contre le testament, et l'administration de l'enregistrement poursuit le paiement du droit contre les héritiers saisis. (Lodève, 8 décemb. 69. — S. 70. 2. 275.)

antiquatis nihilominus et aliis omnibus, quæ circa repletionem et interpretationem ejusdem edicti promulgata sunt, sancimus ut, si quis ex asse vel ex parte institutus comprehendendi judici testamentum ostenderit non cancellatum, neque abolitum, neque ex quacumque suæ formæ parte vitiatum, sed quod prima figura sine vituperatione appareat et depositionibus testium legitimi numeri vallatum sit, mittatur quidem in possessionem earum rerum quæ testatoris mortis tempore fuerunt, non autem legitimo modo ab alio detinentur, et eam cum testificatione publicarum personarum accipiat. Sin autem aliquis contradictor extiterit, tum in judicio competenti causæ in possessionem missionis et subsequente contradictionis ventilentur et ei possessio adquiratur, qui potiora ex legitimis modis jura ostenderit sive qui missus est sive qui antea detinens contradicendum putavit. » (C. VI. 33.)

Justinien rapportait cette constitution de l'empereur Adrien tout en mentionnant que le but en vue duquel elle avait été faite n'existait plus, mais il déclarait en maintenir les effets et envoyait en possession les héritiers institués dans le testament valable en la forme, sauf au juge compétent à apprécier les prétentions réciproques des parties. Justinien ne faisait d'ailleurs que consacrer la jurisprudence prétorienne, qui avait toujours accordé la *bonorum possessio secundum tabulas* à l'héritier qui présentait un testament régulier, rédigé par écrit, contenant les dernières volontés du testateur et revêtu des cachets des témoins dont le nombre était fixé par la loi.

D'autre part, une constitution d'Adrien était venue assurer encore au trésor le prompt recouvrement de la taxe du vingtième. Nous savons par Suétone (Auguste, 33) que l'empereur Auguste avait introduit l'appel, qui

devait être porté devant le préteur urbain pour les jugements rendus à Rome, et devant des consulaires annuellement désignés pour les jugements rendus en province. Cette procédure de l'appel s'était peu à peu modifiée. (Pr. L. 3. D. XLIX, 3,) et Adrien, dans une de ses inspirations, toujours si profitable au fisc, considérant certaines causes comme urgentes, leur avait refusé le recours de l'appel: « *Si res dilationem non recipiat, non permittitur appellare, ne vel testamentum aperiat, ut divus Hadrianus constituit, ne frumentum in usum militum in annonæ subsidia contrahatur : neve scriptus heres in possessionem inducatur* ». (l. 7. pr. D. XLIX. 15.) La sanction de cette interdiction de l'appel ne se fit d'ailleurs pas longtemps attendre. Elle est contenue dans une constitution au code Théodosien (26, *de appell.* XI. 36,), qui prononce une amende de vingt livres d'or contre la partie qui appellera de cet envoi en possession de l'héritier apparent, envoi fait conformément à la constitution d'Adrien, et contre le juge qui admettra un tel appel.

Cependant l'ouverture du testament ne suffisait pas à rendre l'héritier ou le légataire débiteur de la *vicesima hereditatium* et plus généralement de toutes les dettes de la succession. Il était nécessaire avant tout qu'il ait fait addition de l'hérédité ou du legs ou bien qu'il ait obtenu la *bonorum possessio*.

La même obligation s'imposait aux héritiers *ab intestat*, qui n'étaient pas *sui et necessarii*.

Dans notre droit civil actuel, un grand nombre de précautions ont été prises par le législateur pour protéger les intérêts de l'absent. Le notaire, qui le représente dans la succession à laquelle il est intéressé (C. c. 113) prendra naturellement soin de régler, avec

les cohéritiers et avec l'administration de l'enregistrement, la somme qui est due pour la part qu'il recueille, et de verser cette somme dans les caisses publiques, dans le délai imparti par la loi du 22 frimaire an VII.

Les lois romaines, qui cependant sur bien des points du droit privé forment une source riche et précieuse pour les législateurs contemporains, présentent cependant une véritable lacune sur la matière de l'absence. Cependant certains auteurs ont cru voir que l'absent avait été protégé dans notre matière par le droit romain, et d'un texte assez vague d'Æmilius Macer, qui avait écrit un commentaire *ad legem vicesimam*, M. Serrigny a conclu, que, lorsque les héritiers étaient absents, le délai de quatre jours, rapporté par Paul, ou les autres délais fixés par les empereurs étaient augmentés d'un jour par vingt mille pas de distance : « *Mille passus non a miliario urbis sed a continentibus ædificiis numerandi sunt.* » (L. 154. D. 16.) Mais, outre que ce texte mentionne non pas une distance de vingt mille, mais simplement de mille pas, ce qui rendrait souvent le délai considérable, il n'y est pas du tout fait mention des absents et il est préférable d'en donner l'explication de Hirschfeld, rapportée par Cagnat : Macer fait allusion aux limites de la circonscription établie à Rome pour le recouvrement de la *vicesima*.

CHAPITRE IX

GARANTIES DE L'ÉTAT POUR LE RECOUVREMENT DE L'IMPOT

La loi du 22 frimaire de l'an VII sur l'enregistrement ne semble pas avoir formellement établi, au profit du Trésor, un privilège sur les biens de la succession pour le recouvrement des droits.

Ce privilège existe, dans certains cas, et résulte de dispositions expresses de lois spéciales aux impôts. (Loi du 11 germinal an XIII pour les contributions indirectes, loi du 4 germinal an II pour les douanes etc.)

Cependant l'administration de l'enregistrement a prétendu que ce privilège existait en vertu des articles 15 n° 7 et 14 n° 8 de la loi du 22 frimaire an XII rapprochés de l'art. 32 de la même loi.

Ce système, après avoir triomphé devant la Cour de cassation les 3 décembre 1839 et 28 juillet 1851, a été repoussé dans quatre arrêts du 23 juin 1857, malgré un long rapport de M. le conseiller Laborie, qui se prononçait dans le sens du privilège.

Mais la Cour de cassation est revenue sur sa propre jurisprudence en décidant, le 2 décembre 1862, que le

trésor avait un privilège, mais que ce privilège portait simplement sur le revenu de la succession.

Il ne rentre pas dans le cadre de notre étude d'insister plus longuement sur cette jurisprudence et nous nous contenterons de faire remarquer que le Conseil d'État, dans un avis du 4 septembre 1810, décida que le tiers acquéreur d'un immeuble d'une succession ne pouvait pas être poursuivi par le fisc pour le paiement des droits de mutation par décès. Le Conseil d'État condamnait donc implicitement toute tendance d'attribuer un privilège au trésor.

Le droit romain avait été plus explicite que ne devait l'être la loi de frimaire. Dans la période où les impôts étaient affermés à des sociétés de publicains, le trésor avait légalement un privilège sur les biens des adjudicataires de la ferme : « *Privilegium fisci est inter omnes creditores primum locum retinere.* » Mais, comme tous les privilèges dans le droit romain, ce privilège ne conférait pas le droit de suite, il ne pouvait être opposé qu'aux créanciers chirographaires. « *...Privilegium, quod inter personales actiones vertitur...* » (l. 74. D. de jur dot. XXIII. 3).

Aussi le Trésor se faisait-il fournir par ses fermiers des sûretés accessoires : cautions ou hypothèques (1).

Le *manceps* fournissait des *prædes* ou répondants « *Praes est qui populo se obligat interrogatusque a magistrato si praes sit ille respondit praes.* » Ces cautions étaient

(1) Il ne nous semble pas que le fisc ait eu jamais une hypothèque privilégiée pour le recouvrement de la *vicesima hereditatium*. Cette hypothèque privilégiée n'existe que pour le recouvrement de l'impôt foncier : « *Venditionem ob tributorum cessationem factam revocari non oportet neque priore domino pretium offerente neque creditore ejus jura hypothecæ sive pignoris prætendente : Potior est enim causa tributorum quibus priore loco omnia cessantis obligata sunt.* » (l. C. 4. 46).

tenues sur tous leurs biens et, dans l'espèce, on les avait exceptées des dispositions de la loi *Cornelia*. Cette loi, rendue sous la dictature de Sylla, défendait à une même personne de promettre, pour le même débiteur et au même créancier, dans la même année, une somme supérieure à vingt mille sesterces. (G. III 124.) Mais plusieurs cas avaient été exemptés de cette règle, et, entre autres, une même personne pouvait garantir le paiement de la *vicesima hereditatium* pour une somme supérieure à vingt mille sesterces. (1) (G. III 125).

Le *manceps* grevait en outre ses biens, au profit du trésor public, d'une hypothèque, qui, comme toutes les hypothèques du droit commun, n'était pas privilégiée et primait simplement les créanciers hypothécaires postérieurs en date.

A leur tour les publicains avaient des moyens de contraindre les contribuables à leur verser le montant des impôts. Gaius nous apprend qu'ils avaient à leur disposition l'action de la loi désignée sous le nom de *pignoris capio* « *Item lege censoria data est pignoris capio publicanis vectigalium publicorum populi Romani contra eos qui aliqua lege vectigalia deberent.* » (IV. 28.) Gaius nous apprend en outre qu'il était inséré une fiction dans la formule donnée aux publicains et que le juge, faisant abstraction de la prise de gage, prononçait la condamnation contre le contribuable, comme si en réalité la condition régulièrement requise pour le fonctionnement de l'action eût été remplie (2).

(1) GAIUS nous indique un certain nombre des exceptions à la loi *Cornelia* : 1° la dette principale a pour cause la restitution d'une dot; 2° la *satisfactio* est faite en vertu de l'ordre du magistrat; 3° la dette principale résulte d'une disposition testamentaire.

(2) « *Item in ea forma quæ publicano proponitur, talis fictio est, ut quanta pecunia olim, si pignus captum esset, id pignus is a quo captum erat, luere deberet, tantam pecuniam condemnetur.* (G. IV, 32.)

Les actions de la loi n'existaient d'ailleurs plus à l'époque d'Auguste, la *pignoris capio*, supprimée dans une grande partie de son application par la loi *Æbutia*, avait cependant été maintenue au profit des publicains (Cic. 2, *In verr.* III. 11), mais la loi *Julia*, qui probablement doit être attribuée à Auguste, l'avait définitivement abolie ; cependant la fiction dut survivre à la réalité et l'action qui fut maintenue aux publicains fut une *actio fictitia* imitée de la *pignoris capio*. (De Valroger, p. 507.)

Au point de vue de la compétence, les publicains étaient soumis aux règles ordinaires et leurs procès étaient jugés en Italie par le préteur, dans les provinces, par le gouverneur. (Tacite. *Ann.* XIII. 51.) On ne voit nulle part qu'en notre matière les *præfecti ærarii militaris* aient eu aucune juridiction. Ils avaient simplement l'administration de la caisse.

En l'année 58 après Jésus-Christ, Néron fit rentrer les causes intéressant les publicains dans les cas de *cognitio extraordinaria* (1) et bientôt, avant même que le système de la perception directe ait été substitué à la ferme, les procurateurs impériaux apparurent avec des attributions judiciaires et ce fût probablement le rôle des *procuratores XX hereditatium* que nous voyons mentionnés dans les inscriptions à dater du règne de Claude (2).

Ces procurateurs impériaux jugeaient soit en personne (*cognitio extraordinaria*) soit par le ministère d'un juge et sauf toutefois appel à l'empereur. Cependant il

(1) « Edixit princeps ut leges cujusque publici occultæ ad id tempus proscribere-
« rentur, omissas petitiones non ultra annum resumerent : Romæ prætor, per
« provincias qui pro prætore aut consule essent, jura adversus publicanos extra
« ordinem redderent. (TACITE : *Ann.* XIII., 51.)

(2) Sur cette matière, Ch. LÉCRIVAIN : « Mélanges d'archéologie et d'histoire », publiés par l'École française de Rome, an 1886, p. 93.

semble, que dans les provinces sénatoriales le gouverneur maintint sa compétence concurremment avec le procureur impérial (1).

Nerva « prince énièmment favorable aux anciennes idées du principat constitutionnel » (2) conféra cette juridiction à un préteur spécial le *prætor fiscalis* « *qui inter fiscum et privatos jus diceret* » (3).

Ce *prætor fiscalis* renvoyait au besoin le *judicium* à des jurés, conformément au droit commun.

(1) 3 p., Dig. I, 16.

(2) HUMBERT : « Essai sur les finances et la comptabilité chez les Romains. »

(3) 2, § 32, D. I, 2.

CHAPITRE X

RÉPRESSION DES ABUS DES PUBLICAINS

L'impopularité des publicains est restée légendaire dans le droit romain. Cependant ils appartenait à l'ordre équestre, ils étaient riches et puissants, mais ils montraient tant de dureté à l'égard des contribuables, tant d'exagération dans les estimations qu'ils faisaient, tant de mauvaise foi même, qu'ils étaient devenus insupportables au peuple romain. Les auteurs nous montrent les procédés iniques qu'ils employaient pour faire produire à leur impôt le plus qu'ils pouvaient. Dans le *portorium* ils induisaient eux-mêmes un voyageur en erreur et l'accusaient ensuite de fraude ou tout au moins d'inexactitude dans sa déclaration, et tout se terminait par un arrangement à l'amiable, dans lequel le publicain trouvait toujours son profit. Cicéron, qui cependant avait en haute estime les publicains, qu'il considérait comme des hommes *honestissimi* et *ornatissimi*, dignes de tous les égards (1) et que, dans une métaphore hardie, il appelait la fleur des chevaliers

(1) CICÉRON : *Pro lege Manlia* VII.

romains, l'ornement de la capitale, les colonnes de l'État, n'avait pas manqué de reconnaître combien était grande leur avidité.

La législation n'était cependant pas restée imprévoyante contre les concussions. Quand les abus préjudiciaient à l'État, la procédure des *judicia publica* devait s'appliquer conformément au droit commun, mais c'est en vain que, dans la longue file des procès d'exaction donnée par les auteurs, on chercherait le nom d'un publicain.

Quand les abus préjudiciaient aux contribuables, soit qu'il y eut rapines ou tous autres actes illégaux, le droit commun fournissait bien les actions au simple, au double, au triple et au quadruple nées des délits de *furtum*, de *rapina*, de *damnum injuria datum*, d'*injuria*. Malgré cela on avait créé une législation spéciale aux publicains : « *Dixerit aliquis : quid utique hoc edictum propositum est ? quasi non et alibi prætor providerit furtis, dammi, vi raptis ? Sed e re putavit et specialiter adversus publicanos edictum proponere.* » (Ulpien, *ad edictum*, l. 1., f. 2. D. *De public.* XXXIX. 4.)

Quelles modifications l'édit du préteur avait-il apportées au droit commun en ce qui concerne les publicains ?

Dans le droit commun le délit de *rapina* est puni par l'action *vi bonorum raptorum*, qui était donnée au quadruple *intra annum*, et au simple *post annum*. L'édit avait été moins dur pour les publicains, l'action était simplement au double, pendant l'année, et, après l'année écoulée, elle était donnée au simple : « *Quod publicanus ejus publici nomine si ademerit quodve familia publicanorum si id restitutum non erit in duplum aut, si post annum agetur, in simplum judicium dabo.* »

Le *dammum injuria datum*, dans le droit commun, était puni par l'*actio legis aquiliæ*, action mixte, elle aussi, comme l'action *furti*. Pour ces deux délits, l'édit avait prononcé contre les publicains une condamnation au double, comme dans le cas précédent, et au simple lorsque l'action était intentée après l'an utile. « ... *Item si dammum injuria furtumve factum esse dicetur judicium dabo.* »

Ces actions données contre les publicains avaient le caractère arbitraire. Le juge ordonnait au publicain de fournir à son adversaire toutes les satisfactions, auxquelles celui-ci était en droit de prétendre, et prononçait la condamnation pour le cas où le défendeur n'aurait pas exécuté cet ordre : « *Et restituendi facultas publicano vi abreptum datur, quod vi fecerit omni onere exiitur et pœnali actione ex hac parte edicti liberatur.* »

Les publicains employaient à leurs recouvrements un personnel nombreux composé en majeure partie d'esclaves. Lorsque ces esclaves avaient commis un délit, la victime du délit pouvait réclamer au maître l'abandon de l'esclave la *noxæ deditio* et le maître ne pouvait échapper à cette obligation, qu'en payant à la victime soit la composition pécuniaire, que l'esclave eût dû payer lui-même s'il eut été libre, à l'effet d'éviter la *vindicta*, soit le montant du préjudice lorsqu'il n'y avait pas lieu à composition. Dans le droit commun, le maître était déchargé de toute obligation lorsque son esclave avait fui ou lorsqu'il était dans l'impossibilité de l'exhiber (*noxæ caput sequitur*). Sur ce point l'édit avait été plus sévère que le droit commun : « *Quod novissime prætor ait : Si hi non exhibebuntur, in dominos sine noxæ deditioe judicium dabo. Hoc proprium est hujus edicti, quod si non exhibeantur servi competit judicium*

sine noxæ deditione, sive habeant eos in potestate, sive non, sive possint exhibere, sine non possint. » (L., 4 , 39., D.)

La raison, pour laquelle l'édit avait été sur ce point plus dur que le droit commun, nous est donnée par Ulpien : « *Idcirco autem tam dura conditio eorum effecta est : quia debent bonos servos ad hoc ministerium eligere.* »

Enfin l'édit disposait que la condamnation serait donnée au triple en cas de violence physique d'une gravité exceptionnelle « *per vim vero extortum cum pœna tripli restituitur* »

CHAPITRE XI

RENDEMENT DE LA VICESIMA HEREDITATUM

On comprend qu'à Rome cet impôt devait avoir une importance toute particulière étant donné la grande faveur attachée aux testaments. Si, d'une part, l'exemption accordée aux successions pauvres était de nature à soustraire bon nombre de transmissions à cet impôt, d'autre part, l'exemption des proches parents avait fort peu d'applications, car les liens de famille s'étaient relâchés à Rome bien avant Auguste, et les célibataires instituaient dans leurs testaments non pas seulement leurs proches parents, mais surtout leurs amis. Le testament de Dasumius montre comment la fortune se divisait en legs de toute nature et combien peu le trésor perdait aux dispositions faites en faveur des *proximi*.

Gibbon (1) croit pouvoir avancer que, en deux ou trois générations, tous les biens des particuliers passaient ainsi dans le trésor public (2).

(1) GIBBON: « Histoire de la décadence et de la chute de l'Empire Romain ». Chap. VI, *in fine*.

(2) CAGNAT: *Op. cit.*, p. 224.

IMPOTS SUR LES TRANSMISSIONS

A TITRE ONÉREUX

Dans notre législation fiscale moderne, à chaque acte qui manifeste un accroissement de fortune, le fisc intervient et perçoit un droit de mutation.

Une semblable pratique se retrouve dans la législation romaine. Après les guerres civiles, Auguste établit sur la transmission à titre onéreux deux impôts : la *centesima rerum venalium* et la *quinta et vicesima venalium mancipiorum*, dont le produit venait se déverser dans l'*ærarium militare* et s'ajouter à celui de la *vicesima hereditatium* et des biens confisqués (1).

Le droit fiscal romain, tout aussi bien que le droit privé, semble avoir inspiré sur nombre de points le législateur français. Néanmoins bien des différences entre ces deux législations permettraient peut-être d'hésiter à remonter au droit romain pour y trouver l'origine de nos droits d'enregistrement.

« Cependant nous n'hésiterions pas à nous ranger à cette opinion et nous ne verrions dans la législation française que la législation romaine, transformée sans doute par les progrès incessants de la civilisation, par

(1) DAREMBERG : « Dict. des antiquités », (V. *ærarium militare*.)

l'influence exercée par le régime féodal, qu'elle a dû traverser, pour venir jusqu'à nous. S'il en était ainsi, qui ne voit l'intérêt que doit avoir l'étude de la législation romaine? Le germe déposé par elle a été fécond et s'épanouit aujourd'hui sous forme de droits d'enregistrement dans toutes les législations modernes (1). »

Une première question se pose au début de cette étude. Doit-on considérer la *centesima rerum venalium* et la *quinta et vicesima venalium mancipiorum* comme un seul et même impôt, ou doit-on, au contraire, distinguer ces deux taxes et en faire deux impôts différents?

M. Mommsen et M. Caillemer (2), entre autres, ne voient qu'un seul et même impôt qui s'appliquait aux ventes à l'encan, aux *auctiones*. Mais cette opinion ne se justifie par aucun document, et nous considérons la *centesima rerum venalium* et la *quinta et vicesima venalium mancipiorum* comme deux taxes distinctes que nous étudierons séparément (3).

(1) M. VIGIÉ : *Op. cit.*, p. 46.

(2) MOMMSEN : « Staatsrecht » II, p. 374, n. 4. — CAILLEMER : « Un commissaire-priseur à Pompei au temps de Néron ». — « Nouvelle Revue historique du droit français et étranger », 1877, p. 405.

(3) EN ce sens, CAGNAT : *Op. cit.*, p. 228, et VIGIÉ : *Op. cit.*, p. 46.

CHAPITRE I^{er}

CENTESIMA RERUM VENALIUM

Tacite est le seul historien, qui nous donne quelques détails sur les origines de cet impôt, et les termes assez vagues qu'il emploie nous permettent simplement d'attribuer à Auguste l'établissement de cet impôt sans qu'il nous soit possible d'en fixer exactement la date. « *Centesimam rerum venalium post bella civilia institutam, deprecante populo, edixit Tiberius militare ærarium eo subsidio niti* (1). »

Le peuple romain supportait difficilement cet impôt, et Tibère avait jugé à propos de lui rappeler qu'il était destiné à alimenter l'*ærarium militare*, et qu'il avait été institué après les guerres civiles.

L'idée première de cet impôt semble, d'ailleurs, avoir été fournie à Auguste par l'exemple de l'Égypte, où l'on avait perçu une taxe du vingtième sur les ventes (2).

La centesima rerum venalium subit quelques modifications, que nous allons passer rapidement en revue.

(1) TACITE : « *Annales* », I, 78.

(2) LOMBROSO : « *Économie politique de l'Égypte* », p. 303.

APPIEN : B. C. II. 154.

En l'an 17 de Jésus-Christ, lorsque le royaume de Cappadoce eut été réduit en province romaine, les richesses que l'on y trouva furent versées dans l'*ærarium militare*, et l'impôt sur les ventes fut diminué de moitié : « *Regnum in provinciam redactum est, fructibusque ejus levare posse centesimæ vectigal professus Cæsar, ducentesimam in posterum statuit.* » (Tacite, *Ann.*, II, 42.)

Mais l'esprit fiscal reprit vite le dessus et, en l'an 31, Tibère rétablit le taux primitif de l'impôt. (Dion Cassius, LVIII. 16.)

Cet impôt fut aboli par Caligula en l'an 38. D'après le texte de Suétone, il semble, qu'à l'époque de sa suppression, cet impôt était au taux de deux centièmes, et on devrait supposer, qu'après l'an 31, l'impôt avait été dégrevé à nouveau et remis au taux de 1/2 pour cent (1).

Selon Dion Cassius, au contraire, le taux de l'impôt aurait été de un pour cent à l'époque de sa suppression.

Cette antinomie n'a pas été sans soulever de grandes difficultés, mais il nous semble que le témoignage de Suétone doit être accepté, car il est confirmé par de nombreuses inscriptions, qui nous sont conservées par des médailles de Caligula portant au revers R. CC., ce que l'on explique par : *Remissa ducentesima* (2).

Cette suppression ne fût pas de longue durée et cet impôt semble avoir été rétabli sous le règne même de Caligula ou sous celui de Néron. C'est du moins ce que pensent la généralité des auteurs. Mais l'opinion la plus documentée des deux nous semble être celle de

(1) *Ducentesimam auctionum Italiæ remisit.* (SUÉTONE : Calig. XVI.)

(2) MARQUARDT, *Handbuch* : p. 269.

VIELÉ : *op. cit.*, p. 47.

MOMMSEN : (cité par Cagnat, *op. cit.*, p. 230).

Mommsen, qui attribue la réforme à Néron. Mommsen s'appuie sur la découverte de tablettes de cire à Pompei, où l'on peut lire que les honoraires de l'*auctionator* étaient de deux pour cent sous le règne de Néron, et comme l'on sait que, du temps de Cicéron (1), ces honoraires étaient de un pour cent, Mommsen se croit autorisé à conclure que le un pour cent supplémentaire représentait la valeur du droit fiscal de vente que l'*auctionator* percevait en plus de ses honoraires et remettait aux agents du trésor.

Cependant, a-t-on fait observer (2), les honoraires de l'*auctionator* variaient avec les circonstances particulières à chaque vente et une autre tablette de Pompei nous les montre s'élevant à 8 pour 100, ce qui permet de dire que les honoraires peuvent fort bien être de 2 pour 100 sans que l'*auctionator* soit obligé de remettre 1 pour 100 au trésor.

Ce que l'on peut simplement avancer en cette matière, c'est que peut-être l'impôt du centième, qui existait dans les provinces, n'y bénéficia pas de la réforme fiscale de Caligula, et cette hypothèse permettrait d'expliquer l'existence dans la compilation de Justinien de textes où l'impôt du centième est mentionné : « *Publica vectigalia intelligere debemus, ex quibus vectigal fiscus capit : quale est vectigal portus vel venalium rerum : item salinarum et metallorum et piscariarum.* »

La *centesima rerum venalium* frappait-elle indifféremment toutes les ventes ou simplement les ventes publiques ou enchères ?

Cette dernière opinion semble devoir être adoptée (3).

(1) CIC. : *Pro Rabir.*

(2) GAILLEMER : « Un commissaire-priseur à Pompéi ».

(3) DUREAU DE LA MALLE : *op. cit.*, II, p. 459.
MARQUARDT, *Handbuch* : p. 269.

Et d'ailleurs les ventes à l'encan étaient bien plus fréquentes chez les Romains que chez nous, et cet impôt avait encore un vaste champ d'application : « Les ventes à l'encan ou *auktionones* s'appliquaient à toutes les liquidations de successions, aux ventes de marchandises, aux ventes de récoltes, et, la perception de l'impôt, qui eût presque été impossible sur les ventes amiables, se faisait très facilement par l'intermédiaire des livres que devaient tenir les *auktionatores* ou commissaires-priseurs de cette époque (1). »

On n'a aucun renseignement sur la façon dont était perçu cet impôt. Ni les textes, ni les inscriptions ne mentionnent de publicains ou d'agents du trésor chargés d'en encaisser les revenus. On suppose alors généralement que le commissaire-priseur lui-même percevait l'impôt et le versait au trésor, comme cela se passe actuellement dans notre droit fiscal.

(1) CAILLEMER : *Op. cit.*

CHAPITRE II

QUINTA ET VICESIMA VENALIUM MANCIPIORUM

L'impôt sur la vente des esclaves avait été établi par Auguste et était vraisemblablement versé dans l'*ærarium militare*.

Dureau de la Malle prétend que cet impôt fut établi par Auguste pour remplacer la taxe des affranchissements établie par la loi Manlia en l'an 397 de Rome. Mais l'opinion de Dureau de la Malle manque de bases certaines. Et d'abord les deux taxes pouvaient fort bien coexister, elles n'étaient nullement incompatibles. L'une était due quand un esclave entra dans la cité romaine, l'autre était due à chaque transmission de propriété. De plus une inscription du règne de Claude, de l'an 43, nous montre que la *vicesima libertatis* et la *quinta et vicesima venalium Mancipiorum* étaient perçues simultanément :

(Ti. C)laudio Drusi Cæsari Aug(usto) (G)ermanicus pont. maximo tribunic. potestate III consule III imperatore V patri patri(æ) (socii) (?) publici XX libertatis XXV venali(um).

(Romæ, Orelli 3336, Fabretti p. 36 n. 176.)

Cet impôt était originairement à la charge de l'acheteur. Néron en transporta la charge sur le vendeur (1). Mais, ainsi que le fait remarquer Tacite, il arriva toujours que l'impôt retombait sur l'acquéreur, car les marchands majorèrent leur prix, ce qui probablement fit tomber en désuétude les réformes de Néron, ainsi qu'on peut le supposer à la lecture du fragment 27 *De ædilitio edicto* : « *Quid ergo si forte vectigalis nomine datum est, quod emptorem forte sequeretur ? dicemus, hoc quoque restituendum indemnus enim emptor debet discedere.* »

On ne sait pas exactement à quelle époque disparut cet impôt ni quel mode de recouvrement lui fut appliqué.

Certains auteurs, s'appuyant sur l'inscription ci-dessus, dans laquelle ils restituent *servi* au lieu de *socii*, soutiennent que la perception directe fut employée pour cet impôt ; mais cet argument manque de base solide et on ne voit pas pourquoi une exception à la règle presque générale de la ferme aurait été établie en faveur de cet impôt.

(1) *Vectigal quoque quintæ et vicesimæ venalium mancipiorum remissum specie magis quam vi, quia, quum venditor pendere juberetur in partem pretii emptoribus accrescebat.* (Tacite, *Ann.* XIII, 31.)

Vu: le Président de la Thèse,
ANDRÉ WEISS.

Vu: le Doyen,
COLMÉT DE SANTERRE.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION

Les impôts chez les Romains	3
<i>Sous les Rois et la République</i>	9
<i>Les impôts sous l'Empire jusqu'à Dioclétien</i>	17
<i>Les impôts depuis Dioclétien</i>	21

VICESIMA LIBERTATIS

CHAPITRE I ^{er} . — Historique de l'impôt	31
CHAPITRE II. — Par qui l'impôt était payé	36
CHAPITRE III. — Mode de perception de la <i>vicesima libertatis</i>	43
CHAPITRE IV. — Conclusion	45

VICESIMA HEREDITATIUM

CHAPITRE I ^{er} . — De l'existence d'un impôt sur les successions avant Auguste	47
CHAPITRE II. — De la <i>Lex Julia vicesima hereditarium</i>	55
CHAPITRE III. — A quelles dévolutions s'appliquait la <i>vicesima hereditarium</i>	60
CHAPITRE IV. — Des exemptions à l'application de la loi <i>Julia</i>	66
§ 1 ^{er} Exemptions accordées aux proches parents	67
§ 2 Exemptions accordées aux successions pauvres	75
§ 3 Autres exemptions	79
§ 4 Successions dévolues au fisc ou aux <i>æreraria</i>	81
CHAPITRE V. — Extension de la <i>vicesima hereditarium</i> . Sa disparition	85
CHAPITRE VI. — Des biens qui étaient soumis à la <i>vicesima hereditarium</i> . Comment se calculait cette taxe	95
CHAPITRE VII. — Perception de la <i>vicesima hereditarium</i>	107
CHAPITRE VIII. — Mesures prises pour assurer le prompt recouvrement de l'impôt	115
CHAPITRE IX. — Garanties de l'Etat pour le recouvrement de l'impôt	120
CHAPITRE X. — Répression des abus des publicains	125
CHAPITRE XI. — Rendement de la <i>vicesima hereditarium</i>	129

IMPOTS SUR LES TRANSMISSIONS A TITRE ONÉREUX

CHAPITRE I ^{er} . — <i>Centesima rerum venalium</i>	132
CHAPITRE II. — <i>Quinta et vicesima venalium mancipiorum</i>	136

